Quatre-vingt-dixième année. — N° 227. Le Numéro : 20 francs. Samedi 27 Septembre 1958.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	LOIS ET DÉCRETS			Textes d'intérêt général	Documents administratifs	DÉBATS			Conseil économique		Documents		
						Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union française	Avis et Rapports	Bulletin	Assemblée nationale	Conseil de la République	Assemblée Union fr.
C. C. P. : 9063.13, Paris	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN	UN AN
	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS	FRANCS
Métropole et Outre-mer.	1.800	3.500	6.500	4.000	900	2.200	1.600	1.000	800	1.000	3.000	3.000	750
Etranger.	2.700	5.300	10.000	5.500	1.200	4.000	2.400	1.400	1.200	1.300	4.000	4.000	1 100

L'Édition des LOIS ET DÉCRETS comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du CONSEIL ÉCONOMIQUE { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des DOCUMENTS ADMINISTRATIFS comprend les rapports et statistiques des administrations.

Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e) Tél. : LIT 27-91

AVIS

Le « BULLETIN OFFICIEL DES DECORATIONS, MEDAILLES ET RECOMPENSES » n° 26 de 1958 paraît ce jour. Prix : 30 F.

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Arrêtés portant nominations, mutations, mises en disponibilité, réintégration, acceptation de démissions, admissions à la retraite, conférant l'honorariat et rapportant les dispositions de précédents arrêtés (administration pénitentiaire et officiers publics et ministériels) (p. 8878).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Arrêté du 23 septembre 1958 complétant l'arrêté du 17 octobre 1956 relatif au rattachement aux cadres métropolitains (emplois communs aux diverses administrations) des fonctionnaires français des cadres tunisiens (p. 8880).

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêté du 19 septembre 1958 portant interdiction d'affichage et de vente aux mineurs de dix-huit ans de publications licencieuses (p. 8880).

MINISTERE DES ARMEES

Citations à l'ordre de l'armée (p. 8880).

Décrets du 23 septembre 1958 portant promotions, nominations et changement d'armée (armées de terre et de l'air, active et réserve) (p. 8880).

Arrêtés du 27 août 1958 portant attribution de la médaille de la gendarmerie nationale (p. 8880).

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Ordonnance n° 58-888 du 24 septembre 1958 relative aux agents temporaires en service à la présidence du conseil (information) (p. 8883).

Ordonnance n° 58-889 du 24 septembre 1958 relative à diverses dispositions d'ordre financier (Justice) (p. 8883).

Ordonnance n° 58-890 du 24 septembre 1958 instituant un complément à l'allocation supplémentaire prévue par le livre IX du code de la sécurité sociale (p. 8883).

Décret n° 58-891 du 22 septembre 1958 portant ouverture et annulation de crédits (p. 8884).

Décrets du 30 août et du 23 septembre 1958 portant nominations, intégrations et admission à la retraite (services extérieurs du Trésor) (p. 8884).

Arrêté du 11 septembre 1958 portant transfert de crédits (p. 8884).

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 5 septembre 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques (p. 8885).

Décret du 23 septembre 1958 établissant une zone de protection (p. 8885).

Décret du 26 septembre 1958 portant nomination (inspection de la jeunesse et des sports) (p. 8885).

Arrêté du 29 août 1958 modifiant l'arrêté du 31 janvier 1958 fixant les dates des brevet élémentaire, brevet d'études du premier cycle et concours d'entrée dans les écoles normales en 1958 (p. 8885).

Arrêté du 1er septembre 1958 portant inscription d'une agglomération sur la liste des localités de caractère artistique et pittoresque (p. 8886).

Arrêté du 3 septembre 1958 portant attribution de la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports (p. 8885).

Arrêté du 25 septembre 1958 relatif à la création à Marseille d'un institut d'odontologie (p. 8886).

Arrêté portant attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales (p. 8885).

Arrêtés conférant le titre de docteur *honoris causa* (p. 8886).

Arrêtés portant mutations (inspection de la jeunesse et des sports) (p. 8886).

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décrets du 22 septembre 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 8886).

Décret du 22 septembre 1958 portant nomination d'un secrétaire général de la marine marchande (p. 8886).

Décision du 18 septembre 1958 portant attribution de médailles pour actes de courage et de dévouement (p. 8886).

Arrêté portant intégrations (administration centrale) (p. 8886).

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Ordonnance n° 58-892 du 24 septembre 1958 modifiant la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation du pétrole (p. 8887).

Décret n° 58-893 du 24 septembre 1958 prorogeant la durée des autorisations spéciales d'importation de produits dérivés du pétrole (p. 8887).

Arrêté portant promotion (administration centrale) (p. 8887).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 15 septembre 1958 accordant des autorisations de distillation (p. 8888).

Arrêté du 16 septembre 1958 relatif à l'extension de l'aire délimitée de l'appellation d'origine « Vins d'Auvergne » (p. 8888).

Arrêté du 22 septembre 1958 fixant la date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires n°s 4 et 5 de l'office national interprofessionnel des céréales (p. 8888).

Arrêté portant nomination d'un membre des comités créés en application du décret du 13 novembre 1954 portant organisation du marché des corps gras fluides alimentaires (p. 8888).

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décrets du 16 septembre 1958 portant élévations, promotions, nominations et annulation de nomination dans les ordres de la France d'outre-mer (p. 8888).

MINISTERE DU TRAVAIL

Arrêté du 16 septembre 1958 fixant le tarif des honoraires dus aux médecins agréés en matière de pneumoconioses et aux membres des collèges de trois médecins particulièrement qualifiés par leur connaissance de la silicose pour les interventions prévues par le décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957 (p. 8888).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Arrêté portant nomination (hôpitaux psychiatriques) (p. 8889).

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION

Décret du 20 septembre 1958 rapportant dans diverses communes les dispositions relatives à la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés (p. 8889).

Décrets du 20 septembre 1958 portant approbation de projets d'aménagement (p. 8889).

Arrêté du 23 septembre 1958 modifiant le régime des indemnités susceptibles d'être allouées aux personnels des offices publics d'habitations à loyer modéré (p. 8891).

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Arrêté portant délégation de signature (p. 8891).

Emplois réservés: Nominations (p. 8892).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

Conseil de la République. — Modification aux listes des membres des groupes politiques (p. 8892).

INFORMATIONS RELATIVES AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions (p. 8892).

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques.

Communication relative aux cours moyens de la cotation officielle hebdomadaire de la viande de porc, en gros, aux Halles centrales de Paris (p. 8892).

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Seclin (p. 8892).

Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital-hospice d'Avranches (Manche) (p. 8893).

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Opérations des caisses d'épargne ordinaires (p. 8893).

Situation de l'institut d'émission de l'Afrique occidentale française et du Togo (août 1958) (p. 8893).

Annonces (p. 8894).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

MINISTERE DE LA JUSTICE

Administration pénitentiaire.

Par arrêté du 22 septembre 1958:

Sont admis, après avis de la commission de réforme, à faire valoir leurs droits à une pension de retraite:

(A compter du 15 août 1958.)

M. Goursolas (Baptiste), surveillant chef adjoint (échelle 6 C, 10e échelon) aux prisons de Fresnes (application des dispositions de l'article L. 6, paragraphe 1er, du code des pensions de retraite).

(A compter du 8 septembre 1958.)

Mme Mathe, née Hervion (Marie), surveillante de petit effectif (3e échelon) à la maison d'arrêt d'Etampes (application des dispositions de l'article L. 6, paragraphe 1er, du code des pensions de retraite).

Sont admis, d'office, à faire valoir leurs droits à une pension de retraite:

(A compter du 9 juillet 1958.)

M. Mocka (Eugène), surveillant (échelle 4 C, 10e division) à la maison d'arrêt de Basse-Terre (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 16 octobre 1958.)

M. Antonetti (Jean-Paul), surveillant principal (échelle 2 C, 9e échelon) à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 26 octobre 1958.)

M. Lhermite (Henri), surveillant chef de 1re classe (échelle 6 C, 10e échelon) à la maison d'arrêt de la Santé (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 28 octobre 1958.)

M. Jammes (Henri), surveillant (échelle 1 C, 6e échelon) au centre pénitentiaire de Mauzac (application des dispositions de l'article L. 6, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

Sont admis, sur leur demande, à faire valoir leurs droits à une pension de retraite:

(A compter du 28 juillet 1958.)

M. Mahé (Edouard), surveillant (échelle 1 C, 9e échelon) à la maison centrale de Toul (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions, et de l'article 23 du décret n° 56-1236 du 6 décembre 1956).

(A compter du 10 octobre 1958.)

M. Didelot (Georges), surveillant chef de 2e classe (échelle 7 C, 7e échelon) à la maison centrale de Clairvaux (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

Mme Didelot, née Malblanc (Madeleine), surveillante de petit effectif (3e échelon) à la maison centrale de Clairvaux (application des dispositions des articles L. 6, paragraphe 3, et 36 du code des pensions de retraite).

M. Bernardeau (Marcel), surveillant (échelle 1 C, 10e échelon) aux prisons de Fresnes (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

(A compter du 11 octobre 1958.)

M. Leger (Jules), surveillant chef de 1re classe (échelle 8 C, 10e échelon) à la maison de correction de Versailles (application des dispositions de l'article L. 4, paragraphe 2, du code des pensions de retraite).

Sont mutés, par nécessité de service, en la même qualité:

A la maison centrale de Poissy: M. Mertz (Georges), surveillant (échelle 1 C, 6e échelon) à la maison d'arrêt de Beauvais.

A la maison d'arrêt de Toulon: M. Negroni (Pierre), surveillant (échelle 1 C, 8e échelon) à la maison d'arrêt de Thionville.

A la maison d'arrêt de Thionville: M. Nicolai (Jean), surveillant (échelle 1 C, 6e échelon) à la maison d'arrêt de Soissons.

A la maison d'arrêt d'Angers: M. Orosco (Pierre), surveillant (échelle 1 C, 10e échelon) à la maison centrale de Fontevrault.

Sont mutés, sur leur demande, en la même qualité:

A la maison centrale de Nîmes: M. Delbos (Hubert), surveillant (échelle 1 C, 5e échelon) à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille.

A la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille: M. Wostrowsky (Jacques), surveillant principal (échelle 2 C, 10e échelon) à la maison centrale de Nîmes.

A la maison centrale de Riom: M. Ronseaux (Désiré), surveillant (échelle 1 C, 9e échelon) à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand.

Est nommée, par nécessité de service, en qualité de surveillante de petit effectif (3e échelon):

A la maison d'arrêt de Rennes: Mme Corre (Louise), surveillante principale (échelle 2 C, 9e échelon) à la maison d'arrêt de Loos.

Est rapporté, sur la demande de l'intéressé, l'arrêté du 23 juillet 1958, en tant qu'il affecte en qualité de surveillant (échelle 1 C, 8e échelon) à la maison d'arrêt de la Santé: M. Richard (Georges), ex-agent français des services publics de Tunisie.

Est placé, pour convenances personnelles, dans la position de disponibilité pour une période de trois mois:

A compter du 15 septembre 1958: M. Sence (Marcel), surveillant (échelle 1 C, 9e échelon) aux prisons de Fresnes.

Sont placés, pour convenances personnelles, dans la position de disponibilité pour une période de six mois:

(A compter du 29 août 1958.)

Mme Remy (Lucie), surveillante (échelle 1 C, 9e échelon) à la maison d'arrêt de Nancy.

(A compter du 8 septembre 1958.)

M. Josselin (René), surveillant (échelle 1 C, 7e échelon) à la maison centrale de Poissy.

Est placé, pour convenances personnelles, dans la position de disponibilité pour une période de un an:

A compter du 1er octobre 1958: M. Poletti (Dominique), surveillant (échelle 1 C, 9e échelon) à la maison d'arrêt de la Santé.

Est acceptée, à compter du 25 septembre 1958, la démission de M. Schaeffer (René), surveillant (échelle 1 C, 6e échelon) au centre pénitentiaire d'Oermingen.

Par arrêté du 22 septembre 1958, est rapporté l'arrêté du 28 mai 1958 admettant Mme Carpentier, née Flodrops (Louise-Appoline-Marie), surveillante de petit effectif (3e échelon) à la maison d'arrêt d'Avesnes, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 30 mai 1958.

Mme Carpentier, née Flodrops (Louise-Appoline-Marie), est réintégrée en qualité de surveillante de petit effectif (3e échelon) à la maison d'arrêt d'Avesnes, à partir du 1er juin 1958.

Mme Carpentier, née Flodrops (Louise-Appoline-Marie), surveillante (3e échelon) à la maison d'arrêt d'Avesnes, est admise à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1er janvier 1959, par application des dispositions de l'article L. 6 (§ 3) du code des pensions de retraite.

Officiers publics et ministériels.

Par arrêté du 25 septembre 1958:

Sont acceptées les démissions de:

M. Adnot (Henri-Alcide), notaire à la résidence de Ténès (Alger).

M. Fugier (Olivier-Etienne-Maurice), huissier de justice du tribunal de première instance de Clamecy (Nièvre).

Sont nommés:

M. Adnot (Henri-Alcide), notaire à la résidence de Montmorillon, canton de ce nom (Vienne), en remplacement de M. Gruat (Marie-Gustave-Claude-Maurice), démissionnaire.

M. Laborie (Michel-Pierre), notaire à la résidence de Saint-Claud-sur-le-Son, canton de ce nom (Charente), en remplacement de M. Moreau-Lajanadie (Pierre-Joseph-Elie-Théophile), décédé.

M. Moulard (Robert-Ernest-Jean-Marie), notaire à la résidence de Bourges (Cher), en remplacement de M. Brochard (Pierre-François-Xavier), démissionnaire.

M. Wickers (Serge-Maurice-Paul), avoué près le tribunal de première instance de Bordeaux (Gironde), en remplacement de M. Lurton (François-Xavier-Joseph-Régis-Paul), démissionnaire.

M. Bara (Yvan-Jules-Emile), déjà greffier de la justice de paix de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), greffier de la justice de paix de Cancale (même département), en remplacement de M. Gasnier (Daniel-Marie-Auguste), décédé.

M. Fugier (Olivier-Etienne-Maurice), déjà greffier de la justice de paix de Lormes (Nièvre), greffier de la justice de paix de Corbigny (même département), en remplacement de M. Vicot (Marcel-Augustin), décédé.

M. Fugier (Olivier-Etienne-Maurice), déjà huissier de la justice de paix de Lormes (Nièvre), huissier de justice du tribunal de première instance de Clamecy (même département), en remplacement de M. Vicot (Marcel-Augustin), décédé.

L'honorariat est conféré à:

M. Arramy (François-Gabriel-Georges), ancien notaire à la résidence de Burie (Charente-Maritime).

M. Bernard (Jean-François-Marie), ancien notaire à la résidence de Saintes (Charente-Maritime).

M. Brouillac (Paul-Albert-Jules-Ernest-Jean-Louis), ancien notaire à la résidence de Mauzé-sur-le-Mignon (Deux-Sèvres).

M. Chezlepretre (Robert-Eugène-Gustave-Charles), ancien notaire à la résidence de Courtenay (Loiret).

M. Parenteau-Denoël (Jean-Louis-René), ancien notaire à la résidence de la Mothe-Saint-Héray (Deux-Sèvres).

M. Cerise (Albert-Charles-Ambroise), ancien greffier de la justice de paix d'Aubagne (Bouches-du-Rhône).

Par arrêté du 26 septembre 1958:

Sont acceptées les démissions de:

M. Rivoire (Jean-Baptiste-Marie), notaire à la résidence de Cublize, canton d'Amplepuis (Rhône).

M. Ammar (Maurice-Marcel-André), avoué près le tribunal de première instance de Château-Thierry (Aisne).

M. Lancry (André), greffier de la justice de paix de Vimy (Pas-de-Calais).

Sont nommés:

M. Baud (Paul-Louis-Charles), notaire à la résidence des Abrets, canton de Pont-de-Beauvoisin (Isère), en remplacement de M. Baud (Jean-François-Henri-Joseph), son père, démissionnaire.

M. Isnard (Jean-Joseph), notaire à la résidence de Digne (Basses-Alpes), en remplacement de M. Leclercq (Jacques-Arthur), démissionnaire.

M. Leclercq (Jacques-Arthur), notaire à la résidence de Grenoble (Isère), en remplacement de M. Venot (Robert), démissionnaire.

M. Martinage (Lucien-Aristide-François), notaire à la résidence de Solre-le-Château, canton de ce nom (Nord), en remplacement de M. Roussel (Pierre-Victor-Alphonse), démissionnaire.

Mme Vial (Yvonne-Valentine), notaire à la résidence de Marseille (Bouches-du-Rhône), en remplacement de M. Tastemain (Pierre-Louis-Anatole), décédé.

M. Ammar (Maurice-Marcel-André), avoué près le tribunal de première instance de Reims (Marne), en remplacement de M. Pujau (Henri-René), décédé.

M. Eveno (Jacques-Ferdinand-Louis), greffier en chef de la cour de cassation, en remplacement de M. Favre (Pierre-Léon), démissionnaire.

M. Faure (Rémy-François-Henry), greffier du tribunal de commerce de Vienne (Isère), en remplacement de M. Peronnet (François), démissionnaire.

M. Pepiot (René-Georges-Joseph-Emile), déjà greffier de la justice de paix d'Isle-sur-le-Doubs (Doubs), greffier de la justice de paix de Baume-les-Dames (même département), en remplacement de M. Macherey (Léon), démissionnaire.

M. Romier (Jean-Antoine-Marie), huissier de justice du tribunal de première instance de Saint-Etienne (Loire), en remplacement de M. Romier (Antoine), son père, démissionnaire.

L'honorariat est conféré à M. Giojuzza (Pierre), ancien commissaire-priseur à la résidence de Compiègne (Oise).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Complément à l'arrêté du 17 octobre 1956 relatif au rattachement aux cadres métropolitains (emplois communs aux diverses administrations) des fonctionnaires français des cadres tunisiens.

Le ministre d'Etat, le ministre des affaires étrangères et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 portant intégration des fonctionnaires français des cadres tunisiens dans les cadres métropolitains;

Vu le décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 7 août 1955;

Vu l'arrêté interministériel du 17 octobre 1956 relatif au rattachement aux cadres métropolitains (emplois communs aux diverses administrations) des fonctionnaires français des cadres tunisiens;

Vu l'avis de la commission centrale visée à l'article 4 du décret n° 55-1412 du 19 octobre 1955,

Arrêtent:

Article unique. — Les concordances entre catégories d'emplois tunisiens et catégories d'emplois métropolitains fixées par l'arrêté susvisé du 17 octobre 1956 sont complétées comme suit en ce qui concerne les emplois communs aux diverses administrations:

Administrations tunisiennes.	Administrations françaises.
4 Chef des services intérieurs du Grand Conseil de Tunisie.	4 Agent supérieur au ministère des affaires étrangères ou au ministère de l'éducation nationale.
5 Chef du service du domaine de l'Etat affecté à la couronne.	5 Agent supérieur au ministère des affaires étrangères ou au ministère de l'éducation nationale
. . . . .	. . . . .
9 Agent comptable contrôleur au ministère de l'urbanisme et de l'habitat.	9 Agent supérieur au ministère de l'éducation nationale.
. . . . .	. . . . .
13 Agent technique du cadre latéral.	12 Secrétaire d'administration ou secrétaire d'administration principal (1), ou adjoint technique du génie rural si l'intéressé a exercé lesdites fonctions dans l'administration tunisienne.
. . . . .	. . . . .
15 Adjoint administratif.	15 Adjoint administratif (1) ou, sur la demande de l'intéressé, commis ou commis principal des services extérieurs de l'administration de rattachement.
. . . . .	. . . . .
17 Contrôleur spécial du cadre latéral.	17 Cadre de catégorie B des services extérieurs relevant de leur administration de rattachement (1), ou ingénieur des travaux agricoles si l'intéressé est titulaire d'un des diplômes d'ingénieur exigés pour l'accès à ce grade.
. . . . .	. . . . .
23 Téléphoniste.	23 Préposé téléphoniste (moins de cent postes) dans un département ministériel déterminé selon les besoins du service, ou employé de bureau.

Fait à Paris, le 23 septembre 1958.

Le ministre des affaires étrangères,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ROBERT GILLET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du budget,
Par empêchement du directeur du budget:
Le chef de service,
R. MATHEY.

Le ministre d'Etat,
Pour le ministre d'Etat et par délégation:
Le directeur de la fonction publique,
PIERRE CHATENET.

(1) Même répartition dans les différents départements ministériels que celle fixée au n° 11 de l'arrêté du 17 octobre 1956.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Interdiction d'affichage et de vente aux mineurs de dix-huit ans de publications licencieuses.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 49-956 du 16 juillet 1949, et notamment son article 11;

Vu le décret n° 50-113 du 1er février 1950 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 juillet 1949;

Sur la proposition du directeur général de la sûreté nationale,

Arrête:

Art. 1er. — Il est interdit, sous les peines prévues au premier alinéa de l'article 7 de la loi du 16 juillet 1949, de proposer, de donner ou de vendre à des mineurs de dix-huit ans les revues intitulées:

Minuit juste et *Minuit moins vingt*, éditées par la société Editions des Mille et Une Nuits, 38, rue René-Boulanger, à Paris (10e).

Acrobaties amoureuses, *Désirs d'été*, *Riviéra-Beautés*, éditées par la société Les Sirènes, 38, rue René-Boulanger, à Paris (10e).

Minuit cinq, éditée par Edition et diffusion du livre français, 20, rue Serpente, à Paris (6e).

Art. 2. — Il est interdit, sous les mêmes sanctions, d'exposer ces revues sur la voie publique, à l'extérieur ou à l'intérieur des magasins ou des kiosques, ou de faire pour elles une publicité dans les mêmes conditions.

Art. 3. — Le préfet de police dans le département de la Seine et les préfets dans les autres départements sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 19 septembre 1958.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur général de la sûreté nationale,
JEAN VERDIER.

MINISTERE DES ARMEES

Citations à l'ordre de l'armée.

Arrêtés du 27 août 1958 portant attribution de la médaille de la gendarmerie nationale.

Ces textes sont publiés au n° 26 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

Décret du 23 septembre 1958 portant promotions automatiques dans les cadres des réserves de l'armée de terre.

Par décret en date du 23 septembre 1958, sont promus au grade de lieutenant de réserve, pour prendre rang aux dates mentionnées ci-après, MM. les sous-lieutenants de réserve dont les noms suivent:

TROUPES METROPOLITAINES

Services des matériels.

Subdivision Artillerie.

(Pour prendre rang du 15 juin 1958.)

CADRES DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS

3e RÉGION MILITAIRE

Direction du matériel.

Blanchet (Jean-Pierre).

CADRES DES ADJOINTS TECHNIQUES

7e RÉGION MILITAIRE

Direction du matériel.

Bottarlini (Guy-Alfred).

8e RÉGION MILITAIRE

Direction du matériel

Berodot (Antoine-Robert).

Service de l'intendance.

Au grade d'attaché de 1re classe à l'intendance.

(Pour prendre rang du 7 juin 1958.)

Martaguet (Michel-Charles-Albert), 4e région.
Caillaud (Georges), 1re région.
Perouse (Gabriel-Marie-Jean), 9e région.
Gless (Robert-Martin-Joseph), 6e région.
Zoubritzky (Gérard-Salomon), 1re région.
Heuguet (Jean-Auguste-François), 3e région.
Courtalon (Jean-Pierre-Auguste), 1re région.
Camphyn (Pierre-François), 2e région.
Deschemacker (Guy-Fernand), 10e région.
Paraf (Maurice), 1re région.
Roche (Maurice-Pierre-Jean-Albert), 6e région.
Legrand (Jacques-Louis-Jean), 3e région.
Julien (Jean), 1re région.
Cazalbou (Jacques-Gilbert), 1re région.

(Pour prendre rang du 15 juin 1958.)

Georgin (Jean-Claude-Joseph-Bernard), 1re région.

Au grade de lieutenant d'administration.

BUREAUX DE L'INTENDANCE

(Pour prendre rang du 7 juin 1958.)

Laporte-Weywada (Jacques-Marie-Eugène), 1re région.
Parier (Raymond), 4e région.
Maurette (Jean), 1re région.
Goldite (Pierre-Théodore-Auguste), 6e région.
Bordaraud (André Marie), 6e région.
Battino (Victor), 10e région.
Delmotte (Jean-Louis-Pierre), 4e région.
Agostini (Guy-Aristide), 1re région.
Brault (Georges-Eugène-Louis), 1re région.
Caby (Robert-Henri), 10e région.
Scamps (Stéphane-Georges-Fernand), en situation d'activité à la 10e région.
Maugein (Maurice), 4e région.
Gresp (Honoré-Paul-Henri), 9e région.
Ricard (Jean-Emile-Hippolyte), 1re région.
Tavernon (Charles-Jean), 8e région.
Fedmann (André-Joseph-Antoine), 6e région.
Benoit (Maurice-Roger), 10e région.
Simeant (Marcel-Roger), 6e région.
Agache (Jules-Isidore), 2e région.
Jouanneau (Jacques-Serge-Pierre), 1re région.
Gorse (Louis-Charles-Henri), 8e région.
Leblond (Prudent-Léon-Joseph), 2e région.
Lafilie (Daniel-Alphonse-Louis), 6e région.
Hartz (Roland-François-Bernard), 6e région.

SUBSISTANCES MILITAIRES

(Pour prendre rang du 7 juin 1958.)

Benkemoun (Adolphe), 8e région.
Tastu (Joseph-Guy-Léon), 5e région.
Toutchkoff (Nikita-Jean), 5e région.
Giorgi (Xavier-Antoine), en situation d'activité à la 10e région.
Bonnamour (Paul-Antoine), 8e région.
Robillard (Roger-Emile-Alexandre-Désiré), en situation d'activité à la 10e région.
Gautier (Michel-Albert-Louis-Marcel), 2e région.
Fabre (Jean-Pierre-Raymond), 5e région.
Baurain (François-Pierre-Henri), 6e région.
Vernerey (Jacques-Léon-René), 2e région.
Defaix (Pierre-Marie-André), 2e région.

HABILLEMENT ET CAMPEMENT

(Pour prendre rang du 7 juin 1958.)

Darche (André-Jean), 8e région.
Chouraqui (Pierre), 10e région.
Hennequin (Philippe-Clément-Robert), 1re région.
Robert (Georges-André-Michel-Antoine), 4e région.

(Pour prendre rang du 15 juin 1958.)

De Kuyper (Gérard-Maurice), 2e région.

Service des fabrications d'armement.

CORPS DES INGÉNIEURS MILITAIRES DES FABRICATIONS D'ARMEMENT

Au grade d'ingénieur militaire de 2e classe.

(Pour prendre rang du 7 juin 1953.)

Robert (Claude-Bernard).

CORPS DES INGÉNIEURS MILITAIRES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Au grade d'ingénieur militaire de 2e classe.

(Pour prendre rang du 15 mai 1958.)

Bonnet de La Tour (Charles-Marie).

TROUPES D'OUTRE-MER

Infanterie de marine.

(Pour prendre rang du 1er décembre 1956.)

2e RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine-Maritime.

Malandrin (Jean-Claude-Georges-Marie-Raymond).

5e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Toulouse.

Labat (François).

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée d'Alger.

Fall Idrissa, en S. A. au 5e R. T. S.

(Pour prendre rang du 1er janvier 1958.)

6e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Châlons-sur-Marne.

Thomas (Régis-Marcel-Emile).

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée de Constantine.

Garaud (Jean-Lucien-Fernand).

(Pour prendre rang du 1er mars 1958.)

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine.

Hardmeier (Patrick-Olivier).

Groupe de subdivisions de Versailles.

Camboulives (André-Pierre).

2e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions d'Amiens.

Blin (Michel-André).

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée d'Alger.

Sabathie (Jacques), en S. A. au 3e R. P. C.
Sultan (Louis-Henri).

(Pour prendre rang du 1er avril 1958.)

5e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Pau.

Michel (Jacques-Guy-Bernard), en S. A. au G. I. P. C. Bayonne.

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée d'Alger.

Padritge (Jean-Barthélémy).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Crepeau (Jacques-Henri-Fernand).

(Pour prendre rang du 1er juin 1958.)

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée de Constantine.

Genissieux (Marcel-Wilfrid-Antoine), en S. A. au 11e R. I. C.

(Pour prendre rang du 15 juin 1958.)

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine.

Colinet (Robert-Jacques-Raymond).
Leveque (Jean-Gabriel-Marie).
Quenen (Daniel-Julien-Pierre).
Robert de Beauchamp (Serge-Marie).
Roy Boxhorn (Christian-Jean-Gabriel).
Tauss (Jean-Pierre-Samuel).

Groupe de subdivisions de Versailles.

Valette (Jean-Claude).

5e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Toulouse.

Carrere (Pierre-Bernard-François).

8e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Lyon.

Favier (Bernard-Marie).

10e RÉGION MILITAIRE

Corps d'armée d'Alger.

Cavaillon (Henri-Eugène-Arthur).
Georges (André-François-Gaston), en S. A. au 11e R. I. C.
Midieres (Jean), en S. A. au 6e R. P. C.
Ribeton (Denis-Charles-Michel), en S. A. au 3e R. P. C.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Cantier (Jean-Michel-Joseph).

Artillerie de marine.

(Pour prendre rang du 15 octobre 1957.)

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine.

Ducatel (Jean-Pierre).

4e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Bordeaux.

Harel (Michel).

5e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Montauban.

Seguy (Jacques-René).

7e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Dijon.

Martin (Pierre-François).

(Pour prendre rang du 1er mars 1958.)

1re RÉGION MILITAIRE

Subdivision autonome de la Seine.

Bergier (Paul-Louis-René).
Dorey (Jean-Claude).
Vetter (Jean-Marie-Michel).

MAROC

Egalon (André-Jacques-Emile).

(Pour prendre rang du 1er juillet 1958.)

1re RÉGION MILITAIRE

Balesdent (Bernard-Fernand-Adrien).

Service de santé.

MÉDECINS

(Pour prendre rang du 1er mai 1958.)

1re RÉGION MILITAIRE

Bricout (Fernand-Philippe-Georges-Constant).

8e RÉGION MILITAIRE

Bosser (Claude).

MADAGASCAR

Fournier (Paul-Germain).

Décret du 23 septembre 1958 portant admission dans le service des matériels (subdivision Artillerie).

Par décret en date du 23 septembre 1958, les officiers de l'armée active dont les noms suivent sont admis, avec leur grade et leur ancienneté de grade, dans le service des matériels (subdivision Artillerie) à la date du 15 mai 1958:

CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES

Les capitaines:

MM. Veillot (Gabriel-Jean-Albert), de l'infanterie.
Bigne (Jean-Pierre-Maurice), de l'infanterie.
Voisin (Pierre-Charles), de l'infanterie.

Le présent décret annule et remplace celui du 12 juin 1958, publié au *Journal officiel* du 15 juin 1958.

Décret du 23 septembre 1958 portant nominations et promotions dans le corps des officiers de réserve du service de santé de l'air.

Par décret en date du 23 septembre 1958, sont nommés dans le corps des officiers de réserve du service de santé de l'air:

(Rang du 1er septembre 1958.)

Contingents 1957-1-A, E. O. R., 1re catégorie.

Au grade de médecin sous-lieutenant de réserve.

M. Flamain (Michel-Louis), X 67075, 1re région aérienne.
M. Deniel (Jacques-Louis), X 67076, 5e région aérienne.

Au grade de pharmacien sous-lieutenant de réserve.

M. Maurel (Bernard-René-Alban), X 67077, 4e région aérienne.

Au grade de dentiste sous-lieutenant de réserve.

M. Dupont (Pierre-Emile-Victor), X 67078, 2e région aérienne.

Contingent 1957-2-A, E. O. R., 2e catégorie.

Au grade de médecin sous-lieutenant de réserve.

M. Bonnefoi (René-Paul-Henri), X 67079, Afrique occidentale française.

Décret du 23 septembre 1958 portant changement d'armée d'un officier de réserve de l'armée de l'air dans l'armée de terre.

Par décret en date du 23 septembre 1958:

Est rayé des cadres des réserves de l'armée de l'air M. Moreau (Louis-Adrien), sous-lieutenant du corps des officiers de réserve des bases de l'air. Centre mobilisateur n° 223.

Est admis, avec son grade et son ancienneté de grade, dans le corps des officiers de réserve de l'armée de terre et affecté pour administration à l'état-major désigné ci-après:

TROUPES METROPOLITAINES

4e RÉGION MILITAIRE

Groupe de subdivisions de Bordeaux.

M. Moreau (Louis-Adrien), sous-lieutenant de réserve d'artillerie.

M. le sous-lieutenant de réserve d'artillerie Moreau (Louis-Adrien) est promu au grade de lieutenant, pour prendre rang du 1er juillet 1957.

MINISTERE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Ordonnance n° 58-888 du 24 septembre 1958 relative aux agents temporaires en service à la présidence du conseil (Information).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre d'Etat,
Vu la loi n° 58-520 du 3 juin 1958 relative aux pleins pouvoirs;
Le conseil d'Etat entendu;
Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les agents temporaires en service à la présidence du conseil (services généraux et service juridique et technique de l'information) actuellement en fonction, régis par le décret n° 46-1384 du 26 mai 1946 et qui exercent leurs fonctions à la présidence du conseil depuis le 1er janvier 1951 ou qui justifient de plus de sept ans de services publics au 31 décembre 1956, pourront bénéficier, à titre personnel, des dispositions de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires.

Un règlement d'administration publique fixera le nombre et la répartition des agents susceptibles de bénéficier de ces dispositions ainsi que les règles de carrière applicables à ces agents.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre d'Etat sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le ministre d'Etat,
GUY MOLLET.

Ordonnance n° 58-889 du 24 septembre 1958 relative à diverses dispositions d'ordre financier (Justice).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et des affaires économiques,
Vu la loi n° 58-520 du 3 juin 1958 relative aux pleins pouvoirs;
Le conseil d'Etat entendu;
Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Les procureurs de la République adjoints près le tribunal de la Seine prévus par la loi du 28 décembre 1934 ont le grade, le rang et le traitement des avocats généraux près la cour d'appel de Paris. Ils concourent avec eux pour l'avancement.

Toutefois, les procureurs de la République adjoints en exercice à la date de la promulgation de la présente ordonnance continueront leurs fonctions avec leur grade et leur traitement actuels. Ils seront élevés au premier grade, conformément aux règles d'avancement des magistrats du deuxième grade.

Art. 2. — Le cinquième alinéa de l'article 25 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante est remplacé par les dispositions ci-après:

« Les frais de transports exposés par les délégués permanents et les délégués à la liberté surveillée pour la surveillance des mineurs ainsi que les frais de déplacements engagés par les délégués permanents dans le cadre de leur mission de direction et coordination de l'action des délégués sont remboursés dans les conditions prévues par la réglementation générale concernant le remboursement des frais engagés par les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements.

« Un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et des affaires économiques déterminera les modalités selon lesquelles il sera dérogé à cette réglementation pour tenir compte des conditions particulières dans lesquelles des délégués permanents et les délégués à la liberté surveillée sont appelés à réaliser certains de leurs déplacements ».

Art. 3. — Il est ajouté à l'article 38 de la loi du 23 juillet 1947 modifiant l'organisation et la procédure de la cour de cassation un alinéa 5 ainsi conçu:

« Lorsque le pourvoi entraîne des frais de notification, le demandeur doit acquitter, en introduisant le recours, au greffe de la juridiction ayant rendu la décision attaquée une somme forfaitaire dont le montant est fixé par arrêté conjoint du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des finances et des affaires économiques ».

Art. 4. — Après avis des chefs de la cour d'appel de Colmar, des décrets rendus en conseil d'Etat pourront procéder à la réunion, sous la juridiction d'un même magistrat, de plusieurs tribunaux cantonaux sis dans le ressort de la cour d'appel de Colmar.

Les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 5 de la loi du 1er août 1932 sont applicables aux tribunaux cantonaux qui seront réunis en application de l'alinéa précédent.

Art. 5. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
MICHEL DEBRE.

Ordonnance n° 58-890 du 24 septembre 1958 instituant un complément à l'allocation supplémentaire prévue par le livre IX du code de la sécurité sociale.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre du travail et du ministre des finances et des affaires économiques,
Vu le livre IX du code de la sécurité sociale;
Vu la loi de finances pour 1958 (loi n° 57-1344 du 30 décembre 1957);
Vu la loi du 3 juin 1958 relative aux pleins pouvoirs;
Le conseil d'Etat entendu;
Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Un article 711-2 ainsi conçu est inséré dans le code de la sécurité sociale:

« *Art.* 711-2. — Un complément de 1.000 F par an est attribué aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire instituée par le présent livre, payable, en même temps que l'allocation supplémentaire, par les organismes ou services débiteurs de ladite allocation supplémentaire.

« Il n'est pas tenu compte du complément susvisé de l'allocation supplémentaire pour l'application des plafonds de ressources visés au présent livre, ni pour l'application des plafonds de ressources institués par les différents régimes de sécurité sociale ou par la législation de l'aide sociale, ni pour le calcul des avantages garantis par les régimes complémentaires visés à l'article 4 du présent code ».

Art. 2. — Les dispositions du présent décret prennent effet du 1er janvier 1958.

Art. 3. — Le ministre du travail et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Le ministre du travail,
PAUL BACON.

Décret n° 58-891 du 22 septembre 1958 portant ouverture et annulation de crédits (art. 20 du décret organique).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 20 du décret n° 56-601 du 19 juin 1956 déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat;

Vu l'article 25 de la loi de finances pour 1957;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1958;

Le conseil d'Etat entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est annulé sur 1958 un crédit de 50 millions de francs applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent décret.

Art. 2. — Est ouvert sur 1958 un crédit de 50 millions de francs applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent décret.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre des finances et des affaires économiques,

ANTOINE PINAY.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ANNULÉ
		Milliers de francs.
Finances, affaires économiques et plan.		
I. — CHARGES COMMUNES		
Dépenses accidentelles.....	37-95	50.000

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT OUVERT
		Milliers de francs.
Anciens combattants et victimes de guerre.		
Fêtes nationales et cérémonies publiques....	46-91	50.000

Décret du 30 août 1958 portant nomination et intégration de receveurs particuliers des finances dans les grades prévus par le décret n° 57-987 du 30 août 1957.

Par un décret en date du 30 août 1958:

Les receveurs particuliers des finances dont les noms suivent, intégrés à compter du 1er janvier 1956 en qualité de receveur particulier des finances de 2e classe, ont été nommés au grade de receveur particulier des finances de 1re classe; ils prendront rang dans leur nouveau grade à compter des dates ci-après indiquées:

M. Robert (Marius-Paul-Walter), receveur particulier des finances à Riom (Puy-de-Dôme), 27 mai 1958.

M. Deumie (Camille-Joseph-Henri), receveur particulier des finances à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), 30 juillet 1958.

M. Galle (Jean-Marie), receveur particulier des finances à Vendôme (Loir-et-Cher), 30 juillet 1958.

M. Guerre (Emile), receveur particulier des finances à Dole (Jura), 30 juillet 1958.

M. Fagon (Yves-Marie), receveur particulier des finances à Montbéliard (Doubs), 30 juillet 1958.

Les receveurs particuliers des finances dont les noms suivent ont été intégrés en qualité de receveur particulier des finances de 1re classe; ils prendront rang dans leur nouveau grade à compter des dates ci-après indiquées:

M. Raynier (Jean-Auguste-François), receveur particulier des finances à Dunkerque (Nord), 27 mai 1958.

M. Thibault (Marcel), receveur particulier des finances à Senlis (Oise), 27 mai 1958.

M. Menetrier (Marceau-Dominique), receveur particulier des finances à Sens (Yonne), 27 mai 1958.

M. Parsac (Joseph), receveur particulier des finances en service détaché, 27 mai 1958.

M. Terral (André-Henri-Alain-Pierre), receveur particulier des finances en service détaché, 27 mai 1958.

M. Marchal (Henry-Camille), receveur particulier des finances à Cambrai (Nord), 27 mai 1958.

Les receveurs particuliers des finances dont les noms suivent ont été intégrés en qualité de receveur particulier des finances de 2e classe; ils prendront rang dans leur nouveau grade à compter des dates ci-après indiquées:

M. Comte (Albert-Fernand), receveur particulier des finances à Péronne (Somme), 27 mai 1958.

M. Jeambrun (Pierre), receveur particulier des finances en service détaché, 27 mai 1958.

M. Suchard (Fernand-Marie-Ernest), receveur particulier des finances à Pamiers (Ariège), 27 mai 1958.

M. Givernaud (Marcel-Pierre), receveur particulier des finances à Louviers (Eure), 27 mai 1958.

M. Mermet (Pierre-Julien-Alexandre), receveur particulier des finances à Bergerac (Dordogne), 27 mai 1958.

Le présent décret aura effet, pour le traitement, à compter du jour de la mise aux appointements des intéressés dans leur grade actuel.

Décret du 30 août 1958 portant nomination de receveurs particuliers des finances dans le grade de trésorier principal prévu par le décret n° 57-987 du 30 août 1957.

Par décret en date du 30 août 1958, les receveurs particuliers des finances dont les noms suivent ont été nommés trésoriers principaux; ils prendront rang dans leur nouveau grade aux dates ci-après indiquées:

M. Grelou (Gabriel), à la trésorerie principale de Reims (Marne), 1er juillet 1958.

M. Marchal (Henry-Camille), à la trésorerie principale de Cambrai (Nord), 1er juillet 1958.

M. Perot (André), à la trésorerie principale de Valenciennes (Nord), 30 août 1958.

Le présent décret aura effet, pour le traitement, à compter de la date de nomination des intéressés dans leur nouveau grade.

Décret du 23 septembre 1958 portant admission à la retraite d'un trésorier-payeur général.

Par décret en date du 23 septembre 1958, M. Terrier (Louis), trésorier-payeur général de l'Orne, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite, par application des dispositions de l'article L. 1 (1er alinéa) du code des pensions civiles et militaires de retraite.

Transfert de crédits.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu l'article 21 du décret n° 56-601 du 19 juin 1956 déterminant le mode de présentation du budget de l'Etat;

Vu l'article 26 de la loi de finances pour 1957;

Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1958,

Arrête:

Art. 1er. — Est annulé sur 1958 un crédit de 531.000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1958 un crédit de 531.000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 septembre 1958.

Le ministre des finances et des affaires économiques,

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget:

Le sous-directeur,

R. MARTINET.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT ANNULÉ
		Milliers de francs.
Santé publique et population.		
Laboratoire national du ministère de la santé publique et de la population. — Rémunérations principales et indemnités.....	31-03	531

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CRÉDIT OUVERT
		Milliers de francs.
Santé publique et population.		
Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses.....	31-02	531

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret du 5 septembre 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques.

Arrêté du 3 septembre 1958 portant attribution de la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports.

Arrêté portant attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales.

Ces textes sont publiés au n° 26 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

Décret du 23 septembre 1958 établissant une zone de protection.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, et notamment l'article 17;

Vu l'arrêté du 27 mars 1933 classant parmi les sites le rocher des Doms, à Avignon (Vaucluse);

Vu l'avis émis par la commission départementale des sites du Gard dans ses séances des 29 mai 1953 et 25 juin 1956;

Vu les procès-verbaux des enquêtes réglementaires ouvertes par le préfet du Gard, du 21 juin au 5 juillet 1954, dans la commune de Villeneuve-lès-Avignon, et du 15 au 29 septembre 1954, dans celle des Angles;

Vu les délibérations en date des 21 février et 22 novembre 1954 des conseils municipaux des communes de Villeneuve-lès-Avignon et des Angles;

Vu l'avis émis par le préfet du Gard le 9 mars 1955;

Vu la délibération en date du 27 juin 1956 de la commission supérieure des sites;

La section de l'intérieur du conseil d'Etat entendue,

Décrète:

Art. 1er. — Une zone de protection est établie sur le panorama découvert sur les communes de Villeneuve-lès-Avignon et des Angles (Gard) depuis le rocher des Doms, à Avignon (Vaucluse), classé parmi les sites par arrêté du 27 mars 1933.

Cette mesure intéresse les parcelles cadastrales suivantes situées dans les zones délimitées sur le plan annexé:

Commune de Villeneuve-lès-Avignon.

Section F: nos 1 à 828 inclus, 865 à 888 inclus, 891, 892, 901 à 929 inclus, 929 *bis*, 929 *ter*, 972 à 1250 inclus, et 1699 à 2084 inclus.

Section C 4: nos 561 à 569 inclus et 571 à 635 inclus.

Commune des Angles.

Section B: nos 50 à 53 inclus, 55, 57 à 112 inclus, 1508, 1534, 1565, 1618, 1655, 1660, 1664, 1670, 1671, 1693, 1769, 1782 et 1783.

Art. 2. — A l'intérieur de cette zone sont imposées les servitudes suivantes:

1° *Zone I.* — Servitude *non ædificandi* sur les parcelles: nos 527, 578 à 580 inclus, 588, 1020 à 1027 inclus, 1094, 1093 à 1100 inclus, section F, et nos 564 à 569 inclus, 571 à 635 inclus, section C 4, de la commune de Villeneuve-lès-Avignon.

2° *Zone II.* — Sur les parcelles cadastrales: nos 1 à 526 inclus, 528 à 577 inclus, 581 à 587 inclus, 589 à 828 inclus, 865 à 888 inclus, 891, 892, 909 à 929 inclus, 929 *bis*, 929 *ter*, 972 à 1019 inclus, 1028 à 1090 inclus, 1092 et 1101 à 1250 inclus, section F, de la commune de Villeneuve-lès-Avignon:

a) Les constructions ne devront pas s'élever à plus de deux étages sur rez-de-chaussée;

b) Les toitures devront être en tuiles demi-rondes de teinte clair;

c) Les enduits des façades seront de teinte sable ou jaune clair;

d) Aucune modification à l'état des lieux ou à leur aspect ne pourra s'effectuer sans autorisation de l'administration des beaux-arts. Cette disposition vise notamment la construction, la transformation ou la démolition d'immeubles, l'établissement ou la transformation de lignes aériennes de distribution électrique ou téléphonique.

3° *Zone III.* — Sur les parcelles cadastrales suivantes, situées sur la colline de Bellevue:

Nos 1699 à 2084 inclus, section F, de la commune de Villeneuve-lès-Avignon, et nos 50 à 53 inclus, 55, 57 à 112 inclus, 1508, 1534, 1565, 1618, 1655, 1660, 1664, 1670, 1671, 1693, 1769, 1782 et 1783, section B, de la commune des Angles:

a) La ligne de crête devra rester dégagée;

b) La hauteur des constructions ne devra pas dépasser douze mètres sous faîtage;

c) L'implantation des constructions devra s'effectuer selon un plan établi de concert par les services de l'urbanisme et des beaux-arts;

d) Les dispositions concernant les matériaux et la couleur des enduits prévues au paragraphe 2, *b* et *c* du présent article sont également applicables.

Art. 3. — Le présent décret sera notifié au préfet du département du Gard, aux maires des communes de Villeneuve-lès-Avignon et des Angles et aux propriétaires des parcelles cadastrales intéressés.

Art. 4. — Il sera transcrit au bureau des hypothèques de la situation du site protégé.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'éducation nationale,

JEAN BERTHOIN.

Décret du 26 septembre 1958 portant nomination d'un inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Par décret en date du 26 septembre 1958, M. Boisset (Raymond), professeur agrégé de l'enseignement du second degré (9e échelon), chargé de mission d'inspection générale à la direction générale de la jeunesse et des sports, est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports, à compter du 1er octobre 1958 (poste créé).

Un arrêté ultérieur fixera le reclassement de l'intéressé dans son nouveau grade.

Modification de l'arrêté du 31 janvier 1958 fixant les dates des brevet élémentaire, brevet d'études du premier cycle et concours d'entrée dans les écoles normales en 1958.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 31 janvier 1958,

Arrête:

Art. 1er. — Les dates des épreuves écrites de la seconde session du concours de recrutement dans les écoles normales de l'académie d'Alger (1re année et bacheliers), primitivement fixées aux 2 et 3 octobre, sont reportées aux 14 et 15 octobre.

Art. 2. — Le recteur de l'académie d'Alger est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 août 1958.

Pour le ministre et par délégation:

Le directeur du cabinet,

MATTEO CONSET.

Inscription d'une agglomération sur la liste des localités de caractère artistique et pittoresque dans lesquelles le préfet doit établir des zones d'affichage restreint.

Par arrêté du 1er septembre 1958, est inscrite sur la liste des localités de caractère artistique et pittoresque dans lesquelles le préfet doit établir des zones d'affichage restreint l'agglomération d'Arbonne (Basses-Pyrénées).

Création à Marseille d'un institut d'odontologie.

Par arrêté en date du 25 septembre 1958, a été approuvée une délibération du conseil de l'université d'Aix-Marseille du 11 juillet 1958 portant création à Marseille d'un institut d'odonto-stomatologie.

Docteurs « honoris causa ».

Par arrêté du 14 août 1958, est approuvée la délibération en date du 25 juin 1958 du conseil de l'université de Montpellier conférant le titre de docteur *honoris causa* à M. Massimo Pallotino, professeur à l'université de Rome.

Par arrêté du 23 août 1958, est approuvée la délibération en date du 21 avril 1958 du conseil de l'université de Poitiers conférant le titre de docteur *honoris causa* aux savants étrangers dont les noms suivent:

M. Charles de Visscher, professeur à la faculté de droit de Louvain.

M. J.-B. Haldane, chargé de recherches à l'Indian Statistical Institute de Calcutta.

Inspection de la jeunesse et des sports.

Par arrêté en date du 3 septembre 1958, M. Rouch (Henri), inspecteur principal de la jeunesse et des sports (1re classe) en résidence à Paris, est muté, sur sa demande, à Toulouse et adjoint au recteur de l'académie de Toulouse, en remplacement de M. Raynaud (François).

Ces dispositions prennent effet à compter du 1er septembre 1958.

Par arrêté en date du 3 septembre 1958, M. Raynaud (François), inspecteur principal de la jeunesse et des sports (1re classe), adjoint au recteur de l'académie de Toulouse, est muté, sur sa demande, à Montpellier et adjoint au recteur de l'académie (poste vacant).

Ces dispositions prennent effet à compter du 1er septembre 1958.

Par arrêté en date du 9 septembre 1958, M. Rabier (Roger), inspecteur de la jeunesse et des sports au service départemental de la Corse, est muté, pour raison de service, au poste de chef de service départemental de la jeunesse et des sports de la Lozère.

Ces dispositions prennent effet à compter du 1er octobre 1958.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

Décision du 18 septembre 1958 portant attribution de médailles pour actes de courage et de dévouement.

Ce texte est publié au n° 26 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

Décrets du 22 septembre 1958 portant promotions et nominations dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret du Président de la République en date du 22 septembre 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 31 juillet 1958 portant que la promotion du présent décret n'a rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, la personne désignée ci-dessous est promue dans l'ordre national de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret:

Au grade d'officier (contingent normal).

M. Meunier (Georges-Jean), ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur des bases aériennes. Chevalier du 17 avril 1951. Titres exceptionnels.

Par décret du Président de la République en date du 22 septembre 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 31 juillet 1958 portant que la promotion du présent décret n'a rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, la personne désignée ci-dessous est promue dans l'ordre national de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret:

Au grade d'officier (contingent spécial).

M. Le Plouhinec (Etienne-François), officier radiomécanicien navigant à la Compagnie nationale Air France. Chevalier du 13 mars 1939.

Par décret du Président de la République en date du 22 septembre 1958, pris sur la proposition du président du conseil des ministres et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, vu la déclaration du conseil de l'ordre en date du 31 juillet 1958 portant que les nominations du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, les personnes désignées ci-dessous sont nommées dans l'ordre national de la Légion d'honneur, pour prendre rang du jour de la signature du présent décret:

Au grade de chevalier (contingent normal).

M. Deschamps (Maurice-Emile), président fondateur de l'Aéro-Club des Deux-Sèvres, à Niort; 46 ans 10 mois de services militaires et de pratique professionnelle.

M. Guillemain (Maurice), directeur président de l'Aéro-Club d'Ablon (Seine-et-Oise); 33 ans 9 mois de services militaires et de pratique professionnelle.

M. Hubert (Léopold-Louis-Lucien), chef de fabrication à la Générale aéronautique Marcel Dassault; 32 ans de services militaires et de pratique professionnelle.

Décret du 22 septembre 1958 portant nomination d'un secrétaire général de la marine marchande.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Vu l'ordonnance n° 45-93 du 18 janvier 1945 relative à l'organisation de l'administration centrale de la marine marchande;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — M. Gilbert Grandval est nommé secrétaire général de la marine marchande.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1958.

RENÉ COTY.

Par le Président de la République:

Le président du conseil des ministres,

C. DE GAULLE.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

ROBERT BURON.

Administration centrale.

Par arrêté du 22 septembre 1958, les secrétaires d'administraton et agents techniques du cadre latéral dont les noms suivent, provenant du ministère tunisien des travaux publics, sont intégrés dans le cadre des secrétaires d'administration de l'administration centrale de la marine marchande, à compter du 19 août 1955, dans les conditions ci-après:

M. Duglin (René), classe principale, 5e échelon, indice brut 415, à compter du 16 octobre 1952, hors classe unique, indice brut 455, à compter du 16 octobre 1955.

Mme Leroux, classe principale, 4e échelon, indice brut 420, à compter du 1er mars 1954, classe principale, 5e échelon, indice brut 445, à compter du 1er mars 1956.

Mme Abry (Anne-Marie), classe principale, 4e échelon, indice brut 420, à compter du 16 mai 1954, classe principale, 5e échelon, indice brut 445, à compter du 16 mai 1956.

Mme Wursthorn (Louisette), classe principale, 4e échelon, indice brut 420, à compter du 16 novembre 1954, classe principale, 5e échelon, indice brut 445, à compter du 16 novembre 1956.

M. Oulianine (Alexis), classe principale, 4e échelon, indice brut 420, à compter du 29 février 1955, classe principale, 5e échelon, indice brut 445, à compter du 29 février 1957.

M. Santoni (Pierre), classe principale, 2e échelon, indice brut 380, à compter du 18 novembre 1954, classe principale, 3e échelon, indice brut 400, à compter du 18 novembre 1956.

M. Vorojekine (Georges), classe principale, 1er échelon, indice brut 350, à compter du 4 août 1955, classe principale, 2e échelon, indice brut 380, à compter du 4 août 1957.

M. Colonna (François), classe normale, 5e échelon, indice brut 320, à compter du 15 décembre 1953, classe principale, 1er échelon, indice brut 350, à compter du 15 décembre 1955, classe principale, 2e échelon, indice brut 380, à compter du 15 décembre 1957.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

Ordonnance n° 58-892 du 24 septembre 1958 modifiant la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation du pétrole.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles, modifiée par les lois du 14 avril 1932 et du 11 mars 1953 et par le décret n° 55-150 du 2 février 1955;

Vu le décret n° 55-151 du 2 février 1955 autorisant à soumettre le traitement du pétrole d'origine nationale à tout ou partie des règles applicables au traitement du pétrole importé;

Vu la loi du 3 juin 1958 relative aux pleins pouvoirs;

Vu la loi du 16 mars 1958 portant revision du régime douanier des produits pétrolifères;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le paragraphe *c* de l'article 3 de la loi modifiée du 30 mars 1928, relative au régime d'importation des pétroles, est modifié comme suit:

« *c*) La durée de l'autorisation spéciale, qui ne peut dépasser vingt années pour le pétrole brut et douze années pour les produits dérivés... ».

Art. 2. — L'échéance des autorisations spéciales d'importation de produits dérivés du pétrole et des autorisations spéciales d'importation de pétrole brut, dérivés et résidus, en cours de validité, peut faire l'objet de prorogations par décret, par mesure générale et dans la limite de la durée fixée à l'article 1er, sans qu'il y ait lieu de mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 2 de la loi du 30 mars 1928.

Dans ce cas, de nouvelles demandes pourront être présentées dans un délai fixé par décret prévu à l'alinéa précédent. Elles seront examinées suivant la procédure instituée par l'article 2 de la loi du 30 mars 1928. Les nouvelles autorisations qui seront ainsi délivrées auront la même date d'échéance que les autorisations prorogées.

Art. 3. — L'article 3 *e* de la loi du 30 mars 1928 susvisée est modifié comme suit:

« *e*) Les obligations du titulaire de l'autorisation spéciale d'assurer éventuellement, en proportion de ses livraisons sur le marché intérieur et à la demande de l'Etat, l'exécution de contrats d'intérêt national pour l'acquisition de pétrole brut, de produits dérivés ou succédanés, la fabrication dans ses usines de produits d'origine pétrolière utiles à l'économie générale du pays ainsi que la poursuite de recherches scientifiques et techniques, soit directement, soit indirectement par participation à des organismes créés à cet effet. Lesdites obligations ne constitueront pour le titulaire ni monopole ni avantage particulier ».

Art. 4. — Les décrets pris en la forme prévue à l'article 2 de la loi du 30 mars 1928 fixeront la liste des produits à fabriquer et définiront les livraisons sur le marché intérieur à prendre en compte pour la détermination des obligations.

Art. 5. — Les obligations ci-dessus définies sont applicables aux autorisations spéciales d'importation actuellement en cours.

Art. 6. — L'article 1er du décret n° 55-151 du 2 février 1955 susvisé est modifié comme suit:

« Les titulaires d'autorisations spéciales d'importation de pétrole brut, dérivés et résidus, qui se livrent, à l'égard des produits pétroliers ou assimilés d'origine nationale, aux opérations définies à l'article 3 de la loi du 16 mars 1928, ainsi que les personnes ou sociétés traitant ou utilisant exclusivement des produits pétroliers ou assimilés d'origine nationale peuvent, par décrets pris en application de l'article 2 de la loi du 30 mars 1928, être soumis, à raison des opérations portant sur ces produits, à tout ou partie des obligations auxquelles sont astreintes les personnes ou sociétés traitant ou utilisant des produits importés, et notamment à celles faisant l'objet de la présente ordonnance ».

Art. 7. — Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ÉDOUARD RAMONET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Décret n° 58-893 du 24 septembre 1958 prorogeant la durée des autorisations spéciales d'importation de produits dérivés du pétrole.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu la loi du 30 mars 1928 relative au régime d'importation des pétroles, modifiée par les lois du 14 avril 1932 et du 11 mars 1953, par le décret n° 55-150 du 2 février 1955 et par l'ordonnance du 24 septembre 1958;

Vu le décret modifié n° 53-337 du 15 avril 1953 portant renouvellement et attribution d'autorisations spéciales d'importations de produits dérivés du pétrole et modifiant les décrets du 18 octobre 1950 relatifs à l'attribution d'autorisations spéciales d'importation de pétrole brut, dérivés et résidus;

Vu l'avis de la commission prévue à l'article 2 de la loi du 30 mars 1928;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — L'échéance des autorisations spéciales d'importation de produits dérivés du pétrole accordée par décret du 15 avril 1953 est prorogée de trois ans.

Art. 2. — De nouvelles demandes d'autorisations spéciales pour lesdits produits pourront être présentées jusqu'au 1er janvier 1959.

Art. 3. — Le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de l'industrie et du commerce,
ÉDOUARD RAMONET.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Administration centrale.

Par arrêté en date du 20 septembre 1958, M. Tillie (René), administrateur civil de classe exceptionnelle, a été nommé sous-directeur, 3e échelon, à l'administration centrale (indice brut 1.000), à compter du 20 septembre 1958.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Autorisations de distillation.

Le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de l'agriculture,

Vu l'article 391 du code général des impôts;
Vu le décret n° 54-1345 du 21 novembre 1954;
Vu l'avis de la commission instituée par l'article 391 du code général des impôts,

Arrêtent:

Art. 1er. — La société anonyme Pierre Brabant est autorisée à fabriquer de l'alcool par distillation de la mélasse, dans son établissement de Tressin (Nord).

Art. 2. — La Compagnie générale des produits Dubonnet-Cinzano est autorisée à produire de l'alcool par distillation des vins utilisés à la fabrication d'une boisson désalcoolisée possédant les caractères organoleptiques du vin.

Ladite autorisation aura effet à partir de la publication de l'arrêté précisant l'établissement où cette distillation pourra être réalisée.

Art. 3. — Le directeur général de l'agriculture, le directeur général des impôts et le directeur du service des alcools sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 septembre 1958.

Le ministre de l'agriculture.
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JACQUES-HENRI BUJARD.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur du cabinet,
ANTOINE PAIRIAT.

Appellation d'origine « Vins d'Auvergne ».

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi du 1er août 1905 modifiée et complétée sur la répression des fraudes;
Vu la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1927, sur la protection des appellations d'origine;
Vu la loi du 18 décembre 1949 relative à la reconnaissance officielle dans le statut viticole des vins de qualité supérieure, insérée dans le code du vin au titre IV (art. 305 *bis*);
Vu l'arrêté du 23 janvier 1953 fixant les conditions d'attribution du label « Vins délimités de qualité supérieure » aux vins bénéficiant de l'appellation d'origine « Vins d'Auvergne »;
Vu l'article 14 du décret n° 55-671 du 20 mai 1955 modifiant la loi du 18 décembre 1949;
Vu la proposition de l'institut national des appellations d'origine des 1er et 2 juillet 1958;
Vu l'avis de l'institut des vins de consommation courante en avril 1958;
Sur proposition du directeur général de l'agriculture et de l'inspecteur général, chef du service de la répression des fraudes,

Arrête:

Art. 1er. — La liste des communes figurant à l'article 2 de l'arrêté du 23 janvier 1953 relatif aux vins délimités de qualité supérieure bénéficiant de l'appellation d'origine « Vins d'Auvergne » est complétée ainsi qu'il suit:

« Arrondissement de Clermont-Ferrand. — Les Martres-de-Veyre, Saint-Amant-Tallende, Tallende. »

Art. 2. — Le directeur général de l'agriculture et l'inspecteur général, chef du service de la répression des fraudes au ministère de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1958.

ROGER HOUDET.

Date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires nos 4 et 5 de l'office national interprofessionnel des céréales.

Le ministre de l'agriculture,

Vu l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 modifiée et complétée relative au statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 24 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 et relatif aux commissions administratives et aux comités techniques paritaires, modifié par les décrets des 5 novembre 1948, 1er janvier 1950, 11 juillet 1950 et 8 mars 1957;

Vu l'arrêté du 30 avril 1958 modifiant l'arrêté du 2 février 1955 portant institution au ministère de l'agriculture, auprès du directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales, de commissions administratives paritaires;

Sur la proposition du directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales,

Arrête:

Art. 1er. — La date des élections pour la désignation des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires n° 4 (personnel du cadre administratif principal) et n° 5 (commis) de l'office national interprofessionnel des céréales est fixée au 13 novembre 1958.

Le scrutin sera ouvert et clos aux heures réglementaires d'ouverture et de fermeture du service, sans interruption.

Art. 2 — Le directeur général de l'office national interprofessionnel des céréales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 septembre 1958.

Pour le ministre de l'agriculture et par délégation:
Le directeur du cabinet,
JACQUES-HENRI BUJARD.

Comités créés en application du décret du 13 novembre 1954 portant organisation du marché des corps gras fluides alimentaires.

Par arrêté du 15 septembre 1958, M. Jacques Lecureur est nommé, en remplacement de M. Charles Bernard, démissionnaire, membre professionnel des organismes suivants:

Comité national consultatif interprofessionnel des corps gras fluides alimentaires;
Commission de gestion des graines oléagineuses métropolitaines;
Commission de cotation de certaines graines oléagineuses.

M. Jacques Lecureur représentera respectivement:

Les producteurs métropolitains;
Les organismes stockeurs négociants en graines oléagineuses métropolitaines;
Les coopératives de stockage de graines oléagineuses métropolitaines.

MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

Décrets du 16 septembre 1958 portant élévations, promotions, nominations et annulation de nomination dans les ordres de la France d'outre-mer.

Ces textes sont publiés au n° 26 du *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* paru ce jour.

MINISTERE DU TRAVAIL

Tarif des honoraires dus aux médecins agréés en matière de pneumoconioses et aux membres des collèges de trois médecins particulièrement qualifiés par leur connaissance de la silicose pour les interventions prévues par le décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957.

Le ministre du travail, le ministre de la santé publique et de la population et le ministre des finances et des affaires économiques,

Vu les livres III et IV du code de la sécurité sociale, notamment les articles 259, 260, 437, 495 à 501;
Vu le décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 codifiée sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
Vu le décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957 fixant les modalités spéciales d'application à la silicose et à l'asbestose professionnelles du livre IV du code de la sécurité sociale, et notamment ses articles 3, 6, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17 et 19,
Vu l'arrêté du 29 octobre 1945 rendant applicable la nomenclature des actes professionnels, ensemble les arrêtés qui ont modifié et complété cette dernière;
Vu l'arrêté du 5 février 1947 fixant les tarifs médicaux en matière d'accidents du travail;
Vu l'arrêté du 7 août 1953 déterminant la compétence territoriale, la composition et le fonctionnement des collèges de trois médecins prévus à l'article 10 du décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957 fixant les modalités spéciales d'application à la silicose et à l'asbestose professionnelles du livre IV du code de la sécurité sociale,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le tarif des honoraires dus au médecin agréé en matière de pneumoconioses pour les interventions prévues aux articles 3, 9, 10, 11, 13, 15 et 16 du décret n° 57-1176 du 17 octobre 1957 est fixé comme suit:

a) Examen du malade soit au cabinet du praticien, soit dans un centre d'études des pneumoconioses ou un établissement hospitalier privés autorisés et établissement du certificat descriptif:

$$C \times 2 + K \times 2 + P.\ C. \times 1.$$

b) Le tarif visé à l'alinéa précédent est fixé à:

$C \times 2 + K \times 11 + P.\ C. \times 1$, dans le cas où le praticien procède lui-même à la radiographie.

c) Le tarif visé respectivement aux *a* et *b* ci-dessus est, selon le cas, augmenté de:

$K \times 20$, dans le cas où le praticien procède lui-même aux épreuves fonctionnelles énumérées à l'article 3.

d) Si l'examen, ou partie de l'examen, est pratiqué dans un établissement hospitalier public, il est fait application des dispositions de l'article 438, 2e alinéa, du code de la sécurité sociale.

Dans ce cas, conformément à la réglementation hospitalière, les honoraires tombent dans la masse commune qui est ensuite répartie entre les praticiens des différents services.

Toutefois, si le médecin agréé en matière de pneumoconioses n'appartient pas au personnel hospitalier, les honoraires dus pour les examens qu'il a été autorisé à pratiquer lui-même lui sont directement réglés.

En tout état de cause, le médecin agréé en matière de pneumoconioses qui a rédigé le certificat descriptif reçoit P. C. × 1.

Art. 2. — Le tarif des honoraires dus aux membres des collèges de trois médecins particulièrement qualifiés par leur connaissance de la silicose prévus à l'article 10 du décret du 17 octobre 1957 pour les interventions prévues par les articles 3, 6, 9, 10, 4e alinéa, 13, 15, 16 et 19 dudit décret est fixé comme suit:

a) Chacun des membres du collège participant à l'examen reçoit:

Examen et rédaction du certificat descriptif:

$C \times 2 + P.\ C. \times 1.$

Téléradiographie: $\frac{K\ 11}{3}$

Epreuves fonctionnelles: $\frac{K\ 20}{3}$

b) Si l'examen est pratiqué par le collège dans un hôpital public, il convient d'appliquer les dispositions de l'article 1er, *d*) ci-dessus.

Art. 3. — Les épreuves fonctionnelles de l'appareil respiratoire que les praticiens visés aux articles 1er et 2 ci-dessus sont tenus d'effectuer en application des articles 9 et 10 du décret du 17 octobre 1957 susvisés sont les suivants:

1° Spirogramme au repos (air courant, ventilation de base, consommation d'oxygène);
2° Etude de la capacité vitale;
3° Etude de la ventilation maxima-minute;
4° Etude de l'expiration forcée type Tiffeneau avec enregistrement à grande vitesse;
5° Rédaction des conclusions justifiées par l'interprétation et la validation de ces différentes épreuves.

L'ensemble de ces éléments a un caractère obligatoire.
Aucun honoraire n'est dû si l'un d'entre eux fait défaut.

Art. 4. — Pour l'application des articles 1er et 2, la valeur en francs de la lettre clé est celle qui figure, pour le département de la résidence du médecin agréé ou pour le département où est situé le centre d'études de pneumoconioses dans lequel est pratiqué l'examen par le collège des trois médecins, au tarif approuvé ou fixé par la commission nationale des tarifs, conformément aux dispositions de l'article 259 du code de la sécurité sociale.

Au cas où le praticien est obligé de se déplacer hors de la commune où il réside pour examiner le malade, il reçoit une indemnité kilométrique égale à celle qui est prévue pour le département de sa résidence ou, si elle est plus élevée pour le département où a lieu l'examen du malade, par le tarif visé à l'alinéa précédent.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté du 18 janvier 1954 sont abrogées. Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1958.

Pour le ministre du travail et par délégation:
Le directeur du cabinet,
FRANÇOIS WATINE.

Pour le ministre des finances et des affaires économiques et par délégation:
Le haut commissaire à l'économie nationale et au commerce extérieur,
MAX FLÉCHET.

Pour le ministre de la santé publique et de la population et par délégation:
Le directeur du cabinet,
MAX QUERRIEN.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

Hôpitaux psychiatriques.

Par arrêté en date du 22 septembre 1958, M. Panisset (Georges), receveur à l'institution nationale des jeunes aveugles et à l'institution nationale des sourds-muets de Paris, est nommé directeur administratif de l'hôpital psychiatrique d'Yzeure (Allier), 2e tour, en remplacement de M. Puyboube, en position de détachement.

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION

Décret du 20 septembre 1958 rapportant dans diverses communes les dispositions relatives à la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la construction, du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, et notamment son livre III;

Vu la loi n° 51-339 du 20 mars 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Reconstruction et urbanisme), et notamment son article 5;

Vu le décret n° 55-933 du 11 juillet 1955 portant application du livre III du code de l'urbanisme et de l'habitation;

vu le code général des impôts, et notamment son article 1609 *bis* et les articles 331 *A* à 331 *J* de son annexe III;

vu les arrêtés des 30 novembre 1945, 4 juin 1946 et 24 mai 1950 instituant la taxe de compensation dans certaines communes;

Vu les avis des préfets et des maires intéressés,

Décrète:

Art. 1er. — Les dispositions des arrêtés interministériels des 30 novembre 1945, 4 juin 1946 et 24 mai 1950 sont rapportées à compter du 1er janvier 1958 en tant qu'elles concernent l'institution de la taxe de compensation sur les locaux inoccupés ou insuffisamment occupés dans les communes suivantes:

Châlons-sur-Marne (Marne);
Cosne-sur-Loire (Nièvre);
Gournay-en-Bray (Seine-Maritime);
Mayenne (Mayenne);
Pont-Audemer (Eure);
Saint-Amand-Montrond (Cher);
Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais);
Vierzon (Cher);
Villerupt (Meurthe-et-Moselle).

Art. 2. — Le ministre de la construction, le ministre de l'intérieur et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1958.

C. DE GAULLE

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de la construction,
PIERRE SUDREAU.
Le ministre de l'intérieur,
ÉMILE PELLETIER.
Le ministre des finances et des affaires économiques,
ANTOINE PINAY.

Décret du 20 septembre 1958 portant approbation du projet d'aménagement de la ville de Deauville (Calvados).

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la construction et du ministre de l'intérieur,

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, et notamment le titre III de son livre Ier;

Vu le décret n° 48-837 du 13 mai 1948 portant règlement d'administration publique relatif à l'instruction des projets d'aménagement;

Vu le décret du 10 mai 1921 classant la ville de Deauville parmi les stations climatiques;

Vu l'avant-projet d'aménagement de la ville de Deauville:

Vu, en date du 11 août 1950, la délibération du conseil municipal de Deauville;
Vu, en date du 12 mars 1952, l'avis de la commission départementale d'urbanisme du Calvados;
Vu, en date du 4 juin 1952, l'avis du comité national d'urbanisme;
Vu, en date du 4 juillet 1952, la décision du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme portant prise en considération du projet d'aménagement de la ville de Deauville;
Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 8 août au 23 août 1952 et l'avis du commissaire enquêteur;
Vu, en date du 15 octobre 1953, le procès-verbal de clôture de la conférence entre services;
Vu, en date des 6 septembre 1952, 11 octobre 1952, 20 juin 1953, 10 juillet 1954, 21 février 1957 et 18 janvier 1958, les délibérations du conseil municipal de Deauville;
Vu, en date des 18 novembre 1953 et 13 juillet 1954, les avis de la commission départementale d'urbanisme du Calvados;
Vu, en date des 12 mars et 6 septembre 1954, les avis du préfet du Calvados;
Vu, en date du 13 janvier 1956, l'avis du comité national d'urbanisme;
Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le projet d'aménagement de la ville de Deauville qui comprend un programme d'aménagement et un plan d'aménagement au 1/2.000 avec la liste des opérations qui y sont figurées.
Toutefois, la déclaration d'utilité publique des travaux figurés au plan d'aménagement et à la liste des opérations sous le numéro 23 (création d'une gare routière) sera prononcée ultérieurement en tant que de besoin et conformément à la réglementation en vigueur.

Art. 2. — Les opérations de voirie portant les numéros 14, 17 et 18 sont à réaliser par voie d'alignement conformément à la législation en vigueur.
Les opérations de voirie portant les numéros 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 15 et 16 et les autres opérations portant les numéros 20, 21, 22, 23 et 24 figurant au plan pour valoir réserves de terrains des travaux correspondants devront faire l'objet de déclarations d'utilité publique qui seront prononcées au fur et à mesure des besoins.

Art. 3. — Le ministre de la construction et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la construction,
PIERRE SUDREAU.

Le ministre de l'intérieur,
ÉMILE PELLETIER.

Décret du 20 septembre 1958 portant approbation du projet d'aménagement de Colmar (Haut-Rhin).

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la construction et du ministre de l'intérieur,
Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, et notamment le titre III de son livre Ier;
Vu le décret n° 48-837 du 13 mai 1948 portant règlement d'administration publique relatif à l'instruction des projets d'aménagement;
Vu l'avant-projet d'aménagement de Colmar;
Vu la délibération du conseil municipal de Colmar en date du 7 juillet 1952;
Vu l'avis de la commission départementale d'urbanisme du Haut Rhin en date du 8 juillet 1952;
Vu l'avis du comité national d'urbanisme du 11 juillet 1952;
Vu la décision du ministre de la reconstruction et du logement portant prise en considération du projet d'aménagement de Colmar en date du 17 octobre 1952;
Vu le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 21 décembre 1955 au 4 janvier 1956 et l'avis du commissaire enquêteur;
Vu le procès-verbal de clôture de la conférence entre services civils en date du 20 février 1956;
Vu les délibérations du conseil municipal de Colmar en date des 9 mai 1956 et 10 juillet 1957;
Vu l'avis de la commission départementale d'urbanisme du Haut-Rhin en date du 20 janvier 1958;
Vu l'avis du préfet du Haut-Rhin en date du 1er juillet 1958;
Vu l'avis de la commission permanente du haut conseil de l'aménagement du territoire en date du 25 juillet 1958;
Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le projet d'aménagement de la ville de Colmar, qui comprend un programme d'aménagement et un plan d'aménagement aux échelles du 1/4.000 pour l'ensemble et du 1/2.000 pour la partie centrale, avec la liste des opérations qui y sont figurées.
Toutefois, la déclaration d'utilité publique des travaux figurés au plan d'aménagement et à la liste des opérations sous les numéros 103 (création d'un nouveau cimetière au Sud-Ouest de la ville) et 107 (extension de la station de traitement des eaux usées au lieudit « Untere Matten ») sera prononcée ultérieurement en tant que de besoin et conformément aux réglementations en vigueur.

Art. 2. — Les opérations de voirie portant les numéros: 9 (en ce qui concerne le deuxième tronçon depuis la zone à remembrer jusqu'à la voie ferrée Strasbourg-Mulhouse), 15, 20, 21, 22, 24, 25, 28, 32, 33, 35 (en ce qui concerne l'élargissement à 7 mètres de la rue Ampère), 36, 37, 38, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72 (en ce qui concerne l'élargissement à 10 mètres de la rue de l'Oberhardt), 73, 74, 76, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92 sont à réaliser par voie d'alignement conformément à la législation en vigueur.
Les opérations de voirie portant les numéros: 7 (en ce qui concerne le deuxième tronçon entre la rue de la Soie et la rue du Prunier), 13, 14, 15 (en ce qui concerne la percée en prolongement), 16, 17, 18, 19, 20 (en ce qui concerne la percée), 21, 23, 26, 31, 35 (en ce qui concerne le prolongement), 39, 41, 43, 44, 59, 70, 71, 72 (en ce qui concerne le prolongement jusqu'au chemin des Francs), 77 et les autres opérations portant les numéros 98, 103, 104, 105, 106, 108, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126 figurent aux plans pour valoir réserves de terrains. Les travaux correspondants devront faire l'objet de déclarations d'utilité publique qui seront prononcées au fur et à mesure des besoins.

Art. 3. — En cas de contestation relative à une opération figurée à la fois au plan au 1/4.000 et au plan au 1/2.000, l'expression figurée sur le plan au 1/2.000 prévaut.

Art. 4. — Le ministre de la construction et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la construction,
PIERRE SUDREAU.

Le ministre de l'intérieur,
ÉMILE PELLETIER.

Décret du 20 septembre 1958 portant approbation du projet d'aménagement de la ville de Saumur (Maine-et-Loire) (deuxième modificatif).

Le président du conseil des ministres,
Sur le rapport du ministre de la construction et du ministre de l'intérieur,
Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation, notamment les titres III et IV de son livre Ier;
Vu le décret n° 48-837 du 13 mai 1948 portant règlement d'administration publique relatif à l'instruction des projets d'aménagement;
Vu l'arrêté interministériel du 15 décembre 1946, modifié le 19 septembre 1950, portant approbation du projet de reconstruction et d'aménagement de Saumur;
Vu, en date du 11 août 1954, modifié le 5 avril 1956, l'arrêté du ministre de la reconstruction et du logement ordonnant la modification du projet de reconstruction et d'aménagement de Saumur (deuxième modificatif);
Vu, en date du 25 mars 1956, la délibération du conseil municipal de Saumur;
Vu, en date du 17 avril 1956, l'avis favorable de la commission départementale d'urbanisme de Maine-et-Loire;
Vu, en date du 30 juillet 1956, l'arrêté du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement portant prise en considération des modifications du projet de reconstruction et d'aménagement de Saumur (deuxième modificatif);
Vu le procès-verbal de l'enquête à laquelle il a été procédé du 18 mars au 6 avril 1957 et l'avis du commissaire enquêteur;
Vu, en date du 4 mars 1957, le procès-verbal de clôture de la conférence entre services:
Vu, en date du 13 mai 1957, la délibération du conseil municipal de Saumur;
Vu, en date du 26 juillet 1957, l'avis de la commission départementale d'urbanisme de Maine-et-Loire;
Vu, en date des 29 janvier 1953 et 13 novembre 1954, l'avis de la chambre de commerce de Saumur;
Vu, en date du 24 octobre 1957, l'avis du préfet de Maine-et-Loire;
Vu, en date du 14 mars 1958, l'avis favorable du haut conseil de l'aménagement du territoire (commission permanente);
Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent décret, le projet d'aménagement de la ville de Saumur, qui comprend un programme d'aménagement et un plan d'aménagement aux échelles du 1/5.000 et du 1/2.000 avec la liste des opérations qui y sont figurées.

Art. 2. — Les opérations de voirie portant les numéros 2 et 3 sont à réaliser par voie d'alignement conformément à la législation en vigueur.

Les opérations de voirie portant les numéros 6 et 8 figurent au plan pour valoir réserves de terrains; les travaux correspondants devront faire l'objet de déclaration d'utilité publique, qui seront prononcées au fur et à mesure des besoins.

Art. 3. — En cas de contestation relative à une opération figurée à la fois au plan au 1/5.000 et au plan au 1/2.000, l'expression figurée sur le plan au 1/2.000 prévaut.

Art. 4. — Le ministre de la construction et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 septembre 1958.

C. DE GAULLE.

Par le président du conseil des ministres:

Le ministre de la construction,
PIERRE SUDREAU.

Le ministre de l'intérieur,
ÉMILE PELLETIER.

Modification du régime des indemnités susceptibles d'être allouées aux personnels des offices publics d'habitations à loyer modéré.

Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre de l'intérieur et le ministre de la construction,

Vu le code de l'urbanisme et de l'habitation;

Vu le décret n° 54-1023 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique et relatif au statut général du personnel des offices publics d'habitations à loyer modéré, et notamment l'article 20;

Vu les arrêtés des 1er octobre 1951 et 20 mai 1953 modifiés fixant le classement indiciaire des emplois des offices publics d'habitations à loyer modéré;

Vu les arrêtés des 23 mai 1951 et 30 septembre 1953 relatifs à l'attribution de certaines indemnités et au remboursement des frais de déplacement aux fonctionnaires des collectivités locales;

Vu les arrêtés des 1er août 1951, 21 septembre 1951 et 20 décembre 1952 fixant le régime des indemnités pour travaux supplémentaires des personnels des collectivités locales;

Vu l'arrêté du 20 mars 1952 fixant le régime des primes de rendement et de technicité des personnels des collectivités locales;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1956 modifié fixant le régime des indemnités susceptibles d'être allouées aux personnels des offices publics d'habitations à loyer modéré;

Vu l'avis de la commission administrative paritaire du personnel des offices publics d'habitations à loyer modéré,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 3 de l'arrêté du 20 mai 1953 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — Les directeurs des offices publics d'habitations à loyer modéré bénéficient, en sus de leur traitement, des suppléments pour charges de famille et de l'indemnité de résidence.

« Il peut, en outre, être accordé, à compter du 1er janvier 1958, aux directeurs des offices publics départementaux d'habitations à loyer modéré une indemnité spéciale, calculée proportionnellement au nombre des communes dans lesquelles s'exerce l'activité de l'office et fixée annuellement dans les limites ci-après:

« De 3 à 10 communes: 30.000 F.

« De 11 à 30 communes: 60.000 F.

« Au-dessus de 30 communes: 90.000 F. »

Art. 2. — Les articles 3 et 12 de l'arrêté du 31 décembre 1956 visé ci-dessus sont remplacés par les dispositions suivantes:

« *Art.* 3. — Lorsque les offices publics d'habitations à loyer modéré procéderont à d'importantes constructions de logements entraînant un surcroît de travail pour les directeur, sous-directeur, chef de bureau, receveurs spéciaux ou rédacteurs, ceux-ci pourront bénéficier, à compter du 1er janvier 1958, d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires par décision du conseil d'administration approuvée par le préfet et prise après avis du trésorier-payeur général. Le montant de cette indemnité sera fixé en fonction du nombre de logements en construction, sans pouvoir excéder les taux maxima annuels suivants:

Directeur.

« Offices de 300 à 800 logements: 35.000 F.
« Offices de 801 à 1.500 logements: 51.500 F.
« Offices de 1.501 à 3.000 logements: 63.000 F.
« Offices de 3.001 à 5.000 logements: 79.000 F.
« Offices de 5.001 à 10.000 logements: 94.000 F.
« Offices de 10.001 à 15.000 logements: 100.000 F.
« Offices de plus de 15.000 logements: 110.000 F.

Sous-directeur.

« Deux tiers de l'indemnité forfaitaire maximum du directeur de l'établissement.

Chef de bureau et receveur spécial.

« La moitié de l'indemnité forfaitaire maximum du directeur de l'établissement.

Rédacteurs de 1re classe et de classe exceptionnelle.

« Taux moyen annuel..... 28.000 F.
« Taux maximum par agent..... 56.000 F. »

« *Art.* 12. — Dans l'hypothèse où certains agents effectueraient des travaux pénibles, insalubres, dangereux ou salissants, tels qu'ils sont définis aux articles 1er et 2 de l'arrêté du 15 juillet 1957, ces agents pourront bénéficier, à compter du 1er janvier 1957, d'indemnités identiques à celles qui seraient allouées, dans les mêmes conditions, aux agents des collectivités locales. »

Art. 3. — Le directeur de la construction, le directeur du budget et le directeur de l'administration départementale et communale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 septembre 1958.

Le ministre de la construction,
Pour le ministre et par délégation:
Le directeur de la construction,
ROGER MACÉ.

Le ministre de l'intérieur,
Pour le ministre de l'intérieur et par délégation:
Le préfet,
directeur de l'administration départementale et communale,
GEORGES LAHILLONNE.

MINISTERE DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES

Délégation de signature.

Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,

Vu le décret n° 46-1016 du 10 mai 1946 relatif à l'organisation de l'administration centrale du ministère des postes, télégraphes et téléphones, modifié par le décret n° 53-883 du 22 septembre 1953;

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947, modifié par le décret n° 56-188 du 13 février 1956, autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 9 juin 1958 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 58-533 du 16 juin 1958 relatif aux attributions du ministre des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'arrêté du 16 juin 1958 portant délégations de signature,

Arrête:

Art. 1er. — Le paragraphe 5° de l'article 1er de l'arrêté du 16 juin 1958 susvisé est modifié comme suit:

« *Art.* 1er. — . . . . . .

« 5° En ce qui concerne les services extérieurs, et à l'exception des fonctionnaires d'un grade comportant un indice brut maximum au moins égal à 735, les nominations, promotions, mutations, admissions à la retraite, mises en congé de longue durée, mises en position de disponibilité, mises en position sous les drapeaux, réintégrations, maintiens en détachement, suspensions provisoires de fonctions, privations de traitement pour absences irrégulières, concessions, revisions et annulations des pensions de retraites et les concessions des prestations de l'assurance invalidité du régime de sécurité sociale des fonctionnaires ».

Art. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté.

Art. 3. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1958.

EUGÈNE THOMAS.

EMPLOIS RESERVES

NOMINATIONS

Ministère des armées.

Par arrêté en date du 6 septembre 1958, M. Nogret (Michel-Charles) a été, en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, nommé adjoint administratif stagiaire à l'administration centrale du ministère des armées (terre).

Par arrêté en date du 6 septembre 1958, M. Angot (Raoul) a été, en application des dispositions du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, nommé agent de service de 2e catégorie stagiaire à l'administration centrale du ministère des armées (terre).

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

Modification aux listes des membres des groupes politiques.

GROUPE DU PARTI DU REGROUPEMENT AFRICAIN ET DES FÉDÉRALISTES
(8 membres au lieu de 9.)

Supprimer le nom de M. Gaston Fourrier.

INFORMATIONS
RELATIVES
AU CONSEIL ECONOMIQUE

Convocations de commissions.

Mardi 30 septembre 1958.

Dix heures quinze.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Ordre du jour.

Etude du problème de l'alcoolisme. — Désignation d'un rapporteur.

Examen du problème de l'emploi.

Seize heures.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Ordre du jour.

Examen des prochains travaux de la commission.

Exposé de M. Robert sur l'étude des habitations à loyer modéré.

Mercredi 1er octobre 1958

Dix heures.

COMMISSION DES FINANCES, DU CRÉDIT ET DE LA FISCALITÉ

Ordre du jour.

Organisation des travaux de la commission.

Dix heures.

COMMISSION DU COMMERCE ET DE LA DISTRIBUTION

Ordre du jour.

Etude relative aux Halles centrales de Paris et à la commercialisation des produits alimentaires périssables:

Examen des décrets relatifs aux marchés d'intérêt national.

Quinze heures.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN

Ordre du jour.

Elaboration d'un programme de travail.

Jeudi 2 octobre 1958.

Huit heures trente

COMMISSION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ordre du jour.

1° Adoption du procès-verbal de la séance du 25 septembre 1958;
2° Politique française d'importation pétrolière.
Problèmes posés par les pétroles sahariens:
Suite des travaux.

Neuf heures quinze et quinze heures.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE

Ordre du jour.

Examen des conséquences économiques des épidémies de fièvre aphteuse, des méthodes de lutte et des résultats obtenus en France et à l'étranger.

Dix heures. — Audition de M. des Courtils, président de la confédération nationale de l'élevage.

Onze heures. — Audition de M. Gaboriaud, directeur de la fédération nationale des producteurs de lait.

Quinze heures. — Audition de M. Puissant, président de la fédération nationale des commerçants en bestiaux.

Seize heures. — Audition de M. Verge, directeur du laboratoire central des recherches vétérinaires d'Alfort.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des finances et des affaires économiques.

Communication relative aux cours moyens de la cotation officielle hebdomadaire de la viande de porc en gros aux Halles centrales de Paris.

	Le kilogramme.
Longe avec travers:	—
Vendredi 26 septembre 1958.....	510 F.
Vendredi 19 septembre 1958.....	550 F.
Moyenne arithmétique des cours moyens (L).....	530 F.
Jambon cru: vendredi 26 septembre 1958.....	495 F

Ministère de la santé publique et de la population.

Avis de concours sur épreuves pour le recrutement d'un économe à l'hôpital-hospice de Seclin.

Un concours sur épreuves sera ouvert à la préfecture du Nord les 15 et 16 octobre 1958 pour la nomination d'un économe à l'hôpital-hospice de Seclin.

Sont admis à participer à ce concours:

Les candidats du sexe masculin ou féminin titulaires du diplôme du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du diplôme du brevet supérieur, du diplôme de sortie des écoles supérieures de commerce, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent;

Les chefs de bureau et rédacteurs d'établissements hospitaliers ne remplissant pas les conditions ci-dessus prévues mais comptant au moins sept ans de fonctions.

Les candidats devront également posséder la nationalité française et être âgés à la date du concours de plus de vingt-cinq ans et de moins de trente ans. Cette limite d'âge est toutefois prolongée du temps passé par les candidats sous les drapeaux ou dans une administration publique et susceptible d'être pris en compte pour la retraite.

Les candidats ne seront admis à concourir qu'après avoir reçu l'agrément du préfet.

Les dossiers devront être adressés pour le 5 octobre 1958 au plus tard à la préfecture du Nord, 1e division, 2e bureau, qui fournira aux postulants tous renseignements utiles, notamment la nomenclature des pièces à fournir et le programme des épreuves.

Les candidats admis à concourir seront convoqués en temps utile.

Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital-hospice d'Avranches (Manche).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un rédacteur aura lieu le 27 novembre 1958 à l'hôpital-hospice d'Avranches (Manche).

Peuvent faire acte de candidature les personnes françaises titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, d'un brevet d'officier de l'armée active de terre ou de l'air, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent.

Les agents comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de secrétaire d'administration hospitalière ou de commis dans un établissement public d'hospitalisation, de soins ou de cure.

Les candidats doivent avoir eu vingt et un ans au moins et trente ans au plus au 1er janvier 1958. Toutefois, cette limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils ou militaires ouvrant des droits à la retraite sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939.

Les inscriptions seront reçues jusqu'au 26 octobre 1958 à la direction de l'hôpital d'Avranches qui adressera, à toute personne en faisant la demande, tous renseignements utiles concernant le programme des épreuves et la liste des pièces à produire par les candidats pour la constitution de leur dossier.

Caisse des dépôts et consignations.

Opérations des caisses d'épargne ordinaires.

D'après les renseignements donnés par les caisses d'épargne ordinaires de Paris et des départements et centralisés par le ministère des finances par l'intermédiaire des comptables supérieurs du Trésor, les opérations de ces caisses avec leurs déposants font ressortir les résultats suivants (en millions) :

	DÉPOTS	RETRAITS	EXCÉDENTS
Mois d'août 1958.....	45.290	25.827	19.463
Excédents de dépôts du 1er janvier au 31 août 1958.....			103.189

INSTITUT D'EMISSION DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

SITUATION AU 31 AOUT 1958

(En francs métropolitains.)

ACTIF		PASSIF	
Disponibilités en dehors de la zone d'émission:		Engagements à vue:	
Monnaies de la zone franc.....	498.118.881		
Correspondants en France.....	2.773.984	Billets et monnaies en circulation.....	90.251.066.076
Trésor public. — Compte d'opérations.....	37.458.728.260	Comptes courants créditeurs.....	1.013.969.322
Disponibilités en Afrique occidentale française—Togo.	351.975.836		
Effets escomptés.....	38.981.381.432	Dotation	1.000.000.000
Effets pris en pension.....	»		
Avances à court terme.....	876.496.000	Comptes d'ordre et divers.....	2.807.760.415
Créances résultant du transfert du privilège.....	13.815.363.726		
Titres de participation.....	24.000.000		
Matériel d'émission transféré.....	1.253.824.572		
Immeubles, matériel et mobilier (moins amortissement)	815.561.096		
Comptes d'ordre et divers.....	1.215.532.056		
	95.075.795.813		95.075.795.813

Le directeur général: R. JULIENNE.

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* JEAN-PAUL MARTIN.

COTE DES CHANGES

Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité	Cours limites pratiqués par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 26 septembre 1958.		Derniers cours cotés en Bourse.	Pays.	Devise.	Parité	Cours limites pratiques par la Banque de France.		Cours extrêmes cotés à la Bourse du 26 septembre 1958.	
419 30	Etats-Unis	1 $ U.S.A.	420 ..(1)	.... ..	.... ..	419 20	.... ..	675 05	Italie	1.000 lire	672 097	667 05	677 15	675 35	675 ..
430 ..	Canada	1 $ Can.	.... ..	.... ..	.... ..	429 85	429 60	5877 ..	Norvège.....	100 c n	5880 ..	5835 90	5924 10	5876 ..	.... ..
496 50	Côte Fse Somalis.	100 F Djib.	495 90	.... ..	.... ..	496 80	.... ..	11128 ..	Pays-Bas	100 fl.	11052 63	10969 75	11135 55	11125 ..	11121 ..
3345 ..	Mexique	100 pes.	3360 ..	.... ..	.... ..	3345 ..	.... ..	8117 ..	Suède	100 c. s.	8118 75	8037 85	8179 65	8129 ..	8114 ..
10060 ..	Allemagne occid.	100 D Mk	10000 ..	9925 ..	10075 ..	10059 ..	10032 ..	9632 ..	Suisse	100 F s.	9604 78	9532 75	9676 80	9632 ..	9630 50
4625 20	Autriche	100 sch.	4615 384	4603 25	4627 50	4624 90	4624 30	1471 80	Portugal	100 esc	1460 87	1449 90	1471 80	1471 80	1471 50
845 10	Belgique	100 F b.	840 ..	833 70	846 30	845 10	844 60	5877 10	Tchécoslovaquie	100 kcs.	5833 333	5789 60	5877 10	5877 10	.... ..
6078 ..	Danemark	100 c. d.	6080 664	6035 05	6126 30	6076 50	6075 ..	140 80	Yougoslavie ...	100 din	140 ..	138 95	141 05	.... ..	.... ..
4175 15	Gde-Bretagne...	1 liv. st.	4176 ..	4167 18	4184 82	4174 75	4174 25								

Zone C. F. A.....	100 F C. F. A.....	200	Zone C. F. P..... 100 F C. F. P..... 550

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 657 de l'office des changes.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

TIRAGES FINANCIERS

Manufacture de Machines du Haut-Rhin
(MANHURIN)

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.250.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : MULHOUSE-BOURTZWILLER (HAUT-RHIN)

Registre du commerce : Mulhouse n° 55-B 46.

Obligations 5 1/4 0/0 1947 *de* 5.000 *F.*

Onzième amortissement.

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a utilisé par rachats en Bourse la totalité de la somme qui aurait été exigée pour le remboursement au pair des 241 obligations dont l'amortissement est prévu au 1er novembre 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Série des obligations amorties au tirage de 1957 et non encore présentées au remboursement.

5.626 à 5.679

SOCIETE NOUVELLE PATHE CINEMA

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 450.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : 6, RUE FRANCŒUR, PARIS (18e)

R. C. : Seine n° 55-B 3838.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 15 ans de 20.000 obligations de 10.000 F à intérêt et prime variables émises en août 1958.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE DE TITRES en circulation.	NOMBRE DE TITRES à amortir.
1	1er août 1959	20.000	944
2	— 1960	19.056	997
3	— 1961	18.059	1.053
4	— 1962	17.006	1.111
5	— 1963	15.895	1.173
6	— 1964	14.722	1.184
7	— 1965	13.538	1.247
8	— 1966	12.291	1.313
9	— 1967	10.978	1.383
10	— 1968	9.595	1.457
11	— 1969	8 138	1.470
12	— 1970	6.668	1.545
13	— 1971	5.123	1.623
14	— 1972	3.500	1.706
15	— 1973	1.794	1.794
Total			20.000

Les tirages au sort, tant normaux que supplémentaires, s'effectueront de la manière suivante : un numéro sera tiré au sort. Les obligations à amortir seront appelées au remboursement à partir de ce numéro, suivant la suite naturelle des nombres, compte tenu des obligations amorties ou rachetées antérieurement, jusqu'à concurrence du nombre d'obligations dont l'amortissement est à effectuer. Pour l'application de ces dispositions, le numéro un sera considéré comme succédant au dernier numéro.

Société anonyme Albert Col « Les Tanneries d'Yzeure-Moulins »

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL : ROUTE DE LYON, YZEURE, PRÈS MOULINS (ALLIER)

R. C. : Moulins n° 56-B 29.

Obligations 4 % 1943 de 2.000 F.

Amortissement du 1er octobre 1958.

La société, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé au rachat de 7 obligations au cours de la période du 1er octobre 1957 au 30 septembre 1958. Elle a affecté ces 7 obligations à l'amortissement du 1er octobre 1958.

Le tableau d'amortissement prévoyant un amortissement de 120 obligations, il a été procédé, compte tenu des rachats de l'année, au tirage au sort de 113 obligations.

Liste numérique des obligations amorties au tirage susvisé et remboursables à partir du 1er octobre 1958 avec le coupon 31/32 attaché.

61	62	63	64	65	1.380	1.381	1.382	1.523	1.524
454	455	456	457	458	1.525	1.526	1.527	1.528	1.529
569	570	571	572	573	1.530	1.531	1.532	1.533	1.534
574	575	576	911	912	1.535	1.536	1.537	1.538	1.539
913	1.226	1.227	1.228	1.261	1.540	1.541	1.542	1.761	1.762
1.262	1.263	1.264	1.265	1.266	1.763	1.764	1.765	1.766	1.767
1.267	1.268	1.269	1.272	1.273	1.768	1.769	1.770	1.956	1.957
1.274	1.275	1.276	1.277	1.278	1.958	1.959	1.960	1.961	1.962
1.279	1.280	1.281	1.363	1.364	1.963	1.964	1.965	2.146	2.147
1.365	1.366	1.367	1.368	1.369	2.148	2.149	2.150	2.151	2.152
1.370	1.371	1.372	1.373	1.374	2.153	2.154	2.155		
1.375	1.376	1.377	1.378	1.379					

Liste des obligations amorties antérieurement et non encore présentées au remboursement.

130 et 131 — 136 à 139 — 159 — 221 à 225 — 803 — 808 — 823 et 824 — 829 — 833 — 860 à 871 — 1.195 à 1.199 — 2.055 à 2.087 — 2.145.

Société des MAGASINS PRISUNIC « S. M. P. »

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 770.250.000 F

SIÈGE SOCIAL : 102, RUE DE PROVENCE, A PARIS (9e)

R. C. : Seine n° 249193 B.

Obligations 5 3/4 0/0 1956 *de* 10.000 *F à intérêt et prime variables.*

LISTE NUMERIQUE

Des obligations amorties au tirage du 9 septembre 1958 et remboursables à partir du 1er novembre 1958 ;

Des obligations amorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	PRIX de remboursement.
		Francs.
31.972 à 32.820	56	10.250
33.420 à 34.319	57	10.474
38.513 à 39.492	58	10.664

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 0/0 1896

Remboursement du 1er octobre 1958.

PREMIÈRE SÉRIE. — Nos 1 A 100.000

Cinquante-sixième tirage effectué le 1er août 1958 pour amortissement de 2.790 obligations.

La liste ci-dessous comprend :

a) En caractères gras, les numéros sortis au cinquante-sixième tirage ;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées ;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du cinquante-sixième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
59	**1958**	**1.915**	**1958**	3.864	8-48	6.640	1957	**8.615**	**1958**	10.354	8-48
111	»	**1.982**	»	**3.867**	**1958**	**6.642**	**1958**	**8.624**	»	10.360	»
138	»	**1.990**	»	**3.870**	»	6.664	»	**8.675**	»	10.368	»
165	8-48	**1.991**	»	**3.892**	»	**6.665**	»	**8.725**	»	10.370	»
176	3-48	**1.997**	»	**3.914**	»	**6.669**	»	**8.760**	»	10.377	»
229	**1958**	**2.000**	»	3.990	»	6.681	»	8.820	1956	**10.393**	**1958**
243	»	2.003	opp.	**4.052**	»	**6.691**	»	8.820	opp.	**10.402**	»
286	»	**2.013**	**1958**	**4.068**	»	6.693	opp.	8.821	1949	**10.417**	»
302	»	**2.063**	»	4.156	»	6.695	»	8.821	opp.	**10.428**	»
305	»	2.087	opp.	**4.391**	»	6.696	»	8.822	»	**10.510**	»
312	»	**2.111**	**1958**	**4.506**	»	**6.710**	**1958**	**8.845**	**1958**	**10.603**	»
389	8-48	**2.125**	»	4.545	»	**6.764**	»	**8.883**	»	**10.605**	»
390	1938	**2.137**	»	**4.558**	»	**6.796**	»	**8.905**	»	**10.614**	»
393	**1958**	**2.147**	»	4.570	»	**6.807**	»	**8.930**	»	**10.615**	»
402	»	**2.160**	»	**4.718**	»	**6.858**	»	**8.961**	»	10.639	8-48
417	»	**2.217**	»	**4.832**	»	**6.882**	»	**9.002**	»	10.640	»
423	»	**2.272**	»	4.942	»	**6.887**	»	**9.059**	»	10.644	1957
510	»	**2.292**	»	**4.976**	»	**6.907**	»	**9.073**	»	10.645	8-48
552	1957	**2.311**	»	**4.992**	»	**7.039**	»	**9.096**	»	**10.673**	**1958**
603	**1958**	**2.356**	»	5.044	3-48	**7.044**	»	**9.132**	»	**10.677**	»
605	»	**2.372**	»	**5.059**	**1958**	**7.080**	»	**9.190**	»	10.707	8-48
614	»	**2.376**	»	**5.079**	»	**7.086**	»	**9.225**	»	**10.731**	**1958**
615	»	**2.403**	»	**5.094**	»	7.156	opp.	**9.227**	»	10.778	opp.
665	8-48	**2.404**	»	**5.107**	»	**7.158**	**1958**	9.265	8-48	10.779	»
666	1952	**2.470**	»	**5.127**	»	**7.201**	»	**9.271**	**1958**	**10.812**	**1958**
669	1956	**2.508**	»	**5.152**	»	**7.261**	»	**9.281**	»	**10.833**	»
673	**1958**	**2.517**	»	**5.176**	»	7.297	8-48	**9.298**	»	**10.856**	»
677	»	**2.582**	»	**5.229**	»	7.297	opp.	**9.340**	»	**10.871**	»
731	»	**2.666**	»	5.234	1956	**7.302**	**1958**	**9.418**	»	10.880	8-48
775	8-48	**2.678**	»	**5.270**	**1958**	**7.308**	»	**9.430**	»	10.882	»
812	**1958**	2.680	8-48	**5.286**	»	**7.313**	»	**9.450**	»	**10.887**	**1958**
833	»	**2.727**	**1958**	**5.332**	»	**7.351**	»	**9.511**	»	**10.906**	»
856	»	**2.748**	»	**5.353**	»	**7.369**	»	**9.541**	»	**10.926**	»
871	»	**2.770**	»	**5.402**	»	**7.474**	»	**9.548**	»	**10.931**	»
887	»	**2.849**	»	**5.427**	»	**7.478**	»	**9.556**	»	10.933	8-48
906	»	**2.914**	»	5.502	8-48	7.481	1956	9.574	»	10.940	»
926	»	2.933	opp.	**5.563**	**1958**	**7.498**	**1958**	**9.582**	»	10.942	»
931	»	2.934	»	**5.569**	»	**7.501**	»	**9.584**	»	10.943	»
958	»	2.938	»	5.812	1951	**7.589**	»	**9.623**	»	10.944	3-48
968	1953	2.941	»	**5.847**	**1958**	**7.608**	»	9.636	»	**10.958**	**1958**
1.046	**1958**	**2.955**	**1958**	**5.921**	»	**7.628**	»	9.640	8-48	**11.046**	»
1.070	»	**2.959**	»	**5.944**	»	**7.692**	»	**9.661**	**1958**	**11.070**	»
1.075	»	**2.977**	»	**5.956**	»	7.787	8-48	**9.687**	»	**11.075**	»
1.090	»	**2.980**	»	**5.989**	»	**7.839**	**1958**	**9.709**	»	**11.090**	»
1.139	»	**2.994**	»	**6.039**	»	**7.847**	»	**9.714**	»	**11.139**	»
1.199	»	**3.004**	»	**6.041**	»	7.895	opp.	**9.726**	»	11.171	1957
1.218	1956	**3.007**	»	**6.054**	»	**7.939**	**1958**	9.812	1957	**11.199**	**1958**
1.226	**1958**	**3.011**	»	**6.077**	»	7.946	8-48	**9.852**	**1958**	**11.226**	»
1.274	»	**3.024**	»	**6.079**	»	**7.947**	**1958**	9.902	1957	**11.274**	»
1.316	1950	**3.045**	»	**6.086**	»	**7.948**	»	**9.930**	**1958**	11.316	1950
1.320	**1958**	**3.053**	»	**6.111**	»	**7.962**	»	**9.963**	»	**11.320**	**1958**
1.327	»	**3.054**	»	**6.128**	»	**7.969**	**8-48**	9.965	opp.	**11.327**	»
1.352	»	**3.160**	»	**6.130**	»	**8.000**	**1958**	**9.983**	**1958**	**11.352**	»
1.385	»	**3.182**	»	6.136	1955	**8.163**	»	**9.998**	»	**11.385**	»
1.409	8-48	3.193	opp.	**6.140**	**1958**	**8.225**	»	**10.059**	»	**11.422**	»
1.422	**1958**	**3.260**	**1958**	**6.141**	»	**8.267**	»	**10.111**	»	**11.456**	»
1.456	»	**3.318**	»	**6.145**	»	**8.326**	»	**10.138**	»	**11.480**	»
1.480	»	**3.347**	»	6.195	1956	**8.332**	»	**10.229**	»	**11.485**	»
1.485	»	**3.365**	»	**6.207**	**1958**	**8.336**	»	**10.243**	»	**11.644**	»
1.603	1938	**3.428**	»	**6.214**	»	**8.346**	»	10.277	8-48	**11.647**	»
1.644	**1958**	**3.451**	»	**6.223**	»	**8.359**	»	**10.286**	**1958**	**11.668**	»
1.647	»	**3.476**	»	6.252	8-48	**8.364**	»	10.301	8-48	**11.767**	»
1.688	»	**3.502**	»	**6.258**	**1958**	**8.370**	»	**10.302**	**1958**	**11.773**	»
1.767	»	**3.527**	»	6.348	1957	**8.440**	»	**10.305**	»	**11.780**	»
1.773	»	**3.606**	»	**6.477**	**1958**	**8.460**	»	10.309	3-48	**11.854**	»
1.780	»	**3.668**	»	**6.542**	»	8.469	8-48	**10.312**	**1958**	**11.879**	»
1.854	»	**3.707**	»	6.575	8-48	**8.487**	**1958**	10.317	8-48	**11.965**	»
1.876	opp.	**3.712**	»	6.576	»	**8.499**	»	10.320	»	**11.982**	»
1.879	**1958**	**3.744**	»	**6.614**	**1958**	**8.526**	»	10.321	»	**11.990**	»
1.912	1954	**3.815**	»	**6.627**	»	**8.546**	»	10.323	10-48	**11.991**	»
1.958	**1951**	**3.826**	»	**6.631**	»	**8.592**	»	**10.352**	**8-48**	**11.997**	»
										12.000	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
12.013	1958	15.059	1958	17.947	1958	20.428	1958	23.004	1958	26.258	1958
12.043	8-48	15.079	»	17.948	»	20.499	8-48	23.007	»	26.477	»
12.046	1955	15.094	»	17.962	»	20.510	1958	23.011	»	26.542	»
12.063	1958	15.107	»	18.000	»	20.603	»	23.024	»	26.552	1953
12.111	»	15.127	»	18.183	»	20.605	»	23.045	»	26.614	1958
12.126	»	15.152	»	18.225	»	20.614	»	23.053	»	26.620	opp.
12.137	»	15.176	»	18.251	1957	20.615	»	23.054	»	26.623	»
12.147	»	15.229	»	18.252	»	20.673	»	23.160	»	26.624	»
12.160	»	15.270	»	18.287	1958	20.677	»	23.182	»	26.625	»
12.217	»	15.286	»	18.326	»	20.731	»	23.200	»	26.626	»
12.272	»	15.315	1939	18.332	»	20.740	1936	23.318	»	26.627	1958
12.292	»	15.332	1958	18.336	»	20.812	1958	23.347	»	26.627	opp.
12.299	1953	15.353	»	18.343	8-48	20.821	1957	23.365	»	26.628	»
12.311	1958	15.402	»	18.346	1958	20.833	1958	23.428	»	26.629	»
12.356	»	15.427	»	18.347	8-48	20.856	»	23.451	»	26.631	1958
12.372	»	15.477	8-48	18.359	1958	20.871	»	23.476	»	26.631	opp.
12.376	»	15.506	1957	18.364	»	20.887	»	23.502	»	26.632	»
12.403	»	15.563	1958	18.370	»	20.906	»	23.527	»	26.634	»
12.404	»	15.569	»	18.440	»	20.926	»	23.606	»	26.635	»
12.470	»	15.847	»	18.460	»	20.931	»	23.617	1954	26.636	»
12.508	»	15.848	8-48	18.487	»	20.958	»	23.668	1958	26.637	»
12.517	»	15.849	1953	18.499	»	21.046	»	23.707	»	26.639	»
12.582	»	15.853	1949	18.526	»	21.070	»	23.712	»	26.640	»
12.666	»	15.921	1958	18.546	»	21.075	»	23.744	»	26.641	»
12.678	»	15.944	»	18.592	»	21.090	»	23.815	»	26.642	1958
12.727	»	15.956	»	18.615	»	21.139	»	23.826	»	26.642	opp.
12.748	»	15.999	»	18.624	»	21.199	»	23.867	»	26.643	»
12.770	»	16.039	»	18.675	»	21.225	»	23.870	»	26.645	»
12.849	»	16.041	»	18.725	»	21.274	»	23.892	»	26.664	1958
12.879	1956	16.054	»	18.730	8-48	21.320	»	23.914	»	26.665	»
12.914	1958	16.077	»	18.760	1958	21.327	»	23.990	»	26.669	»
12.955	»	16.079	»	18.846	»	21.352	»	24.052	»	26.681	»
12.959	»	16.086	»	18.883	»	21.385	»	24.068	»	26.691	»
12.977	»	16.111	»	18.905	»	21.422	»	24.155	»	26.710	»
12.980	»	16.128	»	18.908	1957	21.456	»	24.304	8-48	26.764	»
12.994	»	16.130	»	18.930	1958	21.480	»	24.316	1939	26.796	»
13.004	»	16.140	»	18.943	1939	21.484	8-48	24.339	1952	26.837	»
13.007	»	16.141	»	18.961	1958	21.485	1958	24.340	3-48	26.858	»
13.011	»	16.145	»	19.002	»	21.601	1953	24.391	1958	26.882	»
13.024	»	16.156	opp.	19.059	»	21.644	1953	24.506	»	26.897	»
13.045	»	16.157	»	19.073	»	21.647	»	24.515	opp.	26.957	»
13.053	»	16.180	3-48	19.096	»	21.668	»	24.545	1958	27.039	»
13.054	»	16.195	1956	19.111	1957	21.732	1954	24.558	»	27.044	»
13.160	»	16.207	1958	19.132	1958	21.732	opp.	24.570	»	27.080	»
13.182	»	16.214	»	19.190	»	21.767	1958	24.603	opp.	27.086	»
13.260	»	16.223	»	19.225	»	21.773	»	24.695	1953	27.094	1957
13.283	8-48	16.258	»	19.227	»	21.780	»	24.697	8-48	27.120	8-48
13.318	1958	16.440	1957	19.271	»	21.854	»	24.699	3-48	27.124	»
13.347	»	16.477	1958	19.281	»	21.879	»	24.718	1958	27.125	»
13.365	»	16.542	»	19.298	»	21.905	»	24.832	»	27.126	»
13.428	»	16.614	»	19.340	»	21.982	»	24.942	»	27.130	»
13.451	»	16.627	»	19.418	»	21.990	»	24.976	»	27.134	»
13.476	»	16.631	»	19.430	»	21.991	»	24.992	»	27.144	»
13.502	»	16.642	»	19.450	»	21.997	»	25.059	»	27.158	1958
13.527	»	16.664	»	19.511	»	22.000	»	25.079	»	27.198	opp.
13.606	»	16.665	»	19.541	»	22.013	»	25.094	»	27.199	»
13.668	»	16.669	»	19.548	»	22.020	1922	25.107	»	27.200	»
13.707	»	16.681	»	19.556	»	22.035	1955	25.122	8-48	27.201	1953
13.712	»	16.691	»	19.574	»	22.053	1958	25.127	1958	27.201	opp.
13.744	»	16.710	»	19.582	»	22.111	»	25.146	3-48	27.202	»
13.815	»	16.764	»	19.584	»	22.126	»	25.152	1958	27.203	»
13.826	»	16.796	»	19.623	»	22.137	»	25.176	»	27.204	»
13.834	1952	16.807	»	19.636	»	22.147	»	25.229	»	27.205	»
13.867	1958	16.814	8-48	19.661	»	22.160	»	25.270	»	27.261	1958
13.870	»	16.858	1958	19.673	8-48	22.217	»	25.286	»	27.302	»
13.892	»	16.882	»	19.687	1958	22.272	»	25.332	»	27.308	»
13.914	»	16.887	»	19.699	10-48	22.292	»	25.353	»	27.313	»
13.990	»	16.907	»	19.709	1958	22.311	»	25.402	»	27.319	8-48
14.052	»	16.949	8-48	19.714	»	22.356	»	25.427	»	27.351	1958
14.068	»	17.039	1958	19.726	»	22.372	»	25.506	1957	27.369	»
14.156	»	17.044	»	19.810	opp.	22.376	»	25.553	1958	27.465	1938
14.188	1957	17.080	»	19.852	1958	22.403	»	25.569	»	27.474	1958
14.194	8-48	17.086	»	19.930	»	22.404	»	25.645	8-48	27.478	»
14.199	»	17.158	»	19.963	»	22.437	1950	25.847	1958	27.498	»
14.278	1957	17.201	»	19.983	»	22.437	opp.	25.921	»	27.501	»
14.[illegible]1	1958	17.261	»	19.998	»	22.470	1958	25.944	»	27.589	»
14.405	8-48	17.284	1955	20.059	»	22.508	»	25.956	»	27.599	8-48
14.407	»	17.302	1958	20.111	»	22.517	»	25.989	»	27.608	1958
14.506	1958	17.308	»	20.138	»	22.582	»	26.039	»	27.628	»
14.522	3-48	17.313	»	20.172	8-48	22.666	»	26.041	»	27.692	»
14.545	1958	17.351	»	20.188	1939	22.678	»	26.054	»	27.839	»
14.558	»	17.369	»	20.197	10-48	22.727	»	26.077	»	27.847	»
14.570	»	17.474	»	20.229	1958	22.748	»	26.079	»	27.892	1954
14.718	»	17.478	»	20.243	»	22.752	1938	26.086	»	27.938	opp.
14.776	1957	17.498	»	20.271	opp.	22.770	1958	26.111	»	27.939	1958
14.798	3-48	17.501	»	20.286	1958	22.781	1957	26.128	»	27.939	opp.
14.832	1958	17.589	»	20.302	»	22.849	1958	26.130	»	27.947	1958
14.883	opp.	17.608	»	20.305	»	22.914	»	26.140	»	27.948	»
14.884	»	17.628	»	20.312	»	22.955	»	26.141	»	27.962	»
14.885	»	17.692	»	20.393	»	22.959	»	26.145	»	28.000	»
14.886	»	17.839	»	20.397	opp.	22.977	»	26.207	»	28.015	1950
14.942	1958	17.847	»	20.402	1958	22.980	»	26.214	»	28.041	1957
14.976	»	17.939	»	20.417	»	22.994	»	26.223	»	28.075	8-48
14.992	»										

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
28.077	8-48
28.183	1958
28.185	8-48
28.225	1958
28.253	8-48
28.287	1958
28.293	1956
28.293	opp.
28.326	1958
28.332	»
28.336	»
28.346	»
28.359	»
28.364	»
28.370	»
28.373	8-48
28.380	»
28.440	1958
28.460	»
28.464	8-48
28.478	opp.
28.479	»
28.482	»
28.483	»
28.487	1958
28.499	»
28.524	opp.
28.526	1958
28.546	»
28.583	opp.
28.592	1958
28.615	»
28.624	»
28.675	»
28.725	»
28.753	8-48
28.760	1958
28.846	»
28.883	»
28.905	»
28.930	»
28.961	»
29.002	»
29.013	10-48
29.014	»
29.059	1958
29.073	»
29.096	»
29.132	»
29.142	1950
29.190	1958
29.225	»
29.226	1955
29.227	1958
29.271	»
29.281	»
29.298	»
29.340	»
29.344	1957
29.362	opp.
29.363	»
29.366	»
29.369	»
29.418	1958
29.430	»
29.450	»
29.511	»
29.527	1956
29.541	1958
29.548	»
29.556	»
29.574	»
29.582	»
29.584	»
29.623	»
29.636	»
29.661	»
29.687	»
29.709	»
29.714	»
29.726	»
29.852	»
29.887	opp.
29.930	1958
29.963	»
29.983	»
29.998	»
30.059	»
30.111	»
30.138	»
30.151	3-48
30.176	opp.
30.177	»
30.178	opp.
30.229	1958
30.243	»
30.286	»
30.302	»
30.305	»
30.312	»
30.328	1957
30.358	1952
30.360	8-48
30.393	1958
30.402	»
30.417	»
30.428	»
30.510	»
30.603	»
30.605	»
30.614	»
30.615	»
30.673	»
30.677	»
30.731	»
30.812	»
30.824	10-48
30.833	1958
30.853	1956
30.856	1958
30.871	»
30.887	»
30.906	»
30.926	»
30.931	»
30.958	»
30.969	10-48
31.046	1958
31.070	»
31.075	»
31.090	»
31.139	»
31.199	»
31.226	»
31.274	»
31.320	»
31.327	»
31.352	»
31.385	»
31.401	1951
31.422	1958
31.427	opp.
31.456	1958
31.480	»
31.485	»
31.644	»
31.647	»
31.668	opp.
31.688	1958
31.767	»
31.773	»
31.780	»
31.838	opp.
31.854	1958
31.879	»
31.965	»
31.982	»
31.990	»
31.991	»
31.997	»
32.000	»
32.013	»
32.063	»
32.075	8-48
32.111	1958
32.126	»
32.137	»
32.147	»
32.160	»
32.217	»
32.248	3-48
32.272	1953
32.292	»
32.295	8-48
32.296	3-48
32.311	1958
32.329	8-48
32.339	»
32.356	1958
32.372	»
32.376	»
32.403	»
32.404	»
32.453	opp.
32.470	1958
32.508	»
32.517	1958
32.582	»
32.666	»
32.678	»
32.727	»
32.748	»
32.770	»
32.804	3-48
32.849	1958
32.914	»
32.955	»
32.959	»
32.977	»
32.980	»
32.994	»
33.004	»
33.007	»
33.011	»
33.024	»
33.045	»
33.053	»
33.054	»
33.160	»
33.182	»
33.260	»
33.288	8-48
33.318	1958
33.347	»
33.365	»
33.372	3-48
33.428	1958
33.451	»
33.476	»
33.502	»
33.527	»
33.606	»
33.668	»
33.707	»
33.712	»
33.744	»
33.815	»
33.826	»
33.867	»
33.870	»
33.892	»
33.914	»
33.990	»
34.052	»
34.068	»
34.156	»
34.284	1951
34.391	1958
34.506	»
34.540	1949
34.545	1958
34.558	»
34.570	»
34.718	»
34.832	»
34.942	»
34.976	»
34.992	»
35.059	»
35.079	»
35.092	8-48
35.093	»
35.094	1958
35.107	»
35.127	»
35.152	»
35.176	»
35.229	»
35.270	»
35.286	»
35.332	»
35.353	»
35.363	opp.
35.402	1958
35.427	»
35.490	1950
35.513	8-48
35.522	1957
35.563	1958
35.569	»
35.847	»
35.921	»
35.937	3-48
35.940	8-48
35.944	1958
35.956	»
35.989	»
36.039	»
36.041	»
36.054	1958
36.077	»
36.079	»
36.086	»
36.111	»
36.128	»
36.130	»
36.140	»
36.141	»
36.145	»
36.207	»
36.214	»
36.215	1957
36.223	1958
36.243	10-48
36.258	1958
36.310	1957
36.448	»
36.477	1958
36.542	»
36.614	»
36.627	»
36.631	»
36.642	»
36.664	»
36.665	»
36.669	»
36.681	»
36.691	»
36.710	»
36.764	»
36.796	»
36.807	»
36.858	»
36.882	»
36.887	»
36.898	1957
36.907	1958
37.014	3-48
37.016	1950
37.039	1958
37.044	»
37.058	8-48
37.060	»
37.080	1958
37.086	»
37.158	»
37.201	»
37.261	»
37.295	8-48
37.297	»
37.299	»
37.302	1958
37.308	»
37.313	»
37.351	»
37.369	»
37.474	»
37.478	»
37.498	»
37.501	»
37.543	8-48
37.589	1958
37.608	»
37.628	»
37.675	8-48
37.692	1958
37.787	8-48
37.839	1958
37.847	»
37.939	»
37.947	»
37.948	»
37.962	»
38.000	»
38.183	»
38.225	»
38.287	»
38.326	»
38.332	»
38.336	»
38.346	»
38.349	1957
38.359	1958
38.364	»
38.370	»
38.440	»
38.460	»
38.487	»
38.499	»
38.526	»
38.546	»
38.592	»
38.615	»
38.624	1958
38.653	8-48
38.663	1956
38.666	»
38.675	1958
38.680	opp.
38.725	1958
38.732	8-48
38.734	1950
38.736	1954
38.760	1958
38.846	»
38.883	»
38.905	»
38.930	»
38.961	»
38.969	1957
38.976	opp.
39.002	1958
39.047	1953
39.059	1958
39.073	»
39.096	»
39.132	»
39.190	»
39.225	»
39.227	»
39.271	»
39.281	»
39.298	»
39.340	»
39.341	1957
39.385	opp.
39.389	1957
39.418	1958
39.430	»
39.450	»
39.511	»
39.541	»
39.548	»
39.556	»
39.574	»
39.582	»
39.584	»
39.623	»
39.635	8-48
39.636	1958
39.661	»
39.687	»
39.709	»
39.714	»
39.726	»
39.748	3-48
39.852	1958
39.930	»
39.963	»
39.983	»
39.998	»
40.059	»
40.111	»
40.138	»
40.229	»
40.243	»
40.250	1955
40.286	1958
40.302	»
40.305	»
40.312	»
40.393	»
40.402	»
40.417	»
40.418	opp.
40.428	1958
40.439	1956
40.443	1955
40.452	1957
40.510	1958
40.532	1957
40.603	1958
40.605	»
40.614	»
40.615	»
40.673	»
40.677	»
40.693	8-48
40.731	1958
40.812	»
40.833	»
40.856	»
40.871	»
40.882	8-48
40.887	1958
40.906	»
40.926	»
40.931	1958
40.941	1949
40.958	1958
41.032	opp.
41.033	»
41.035	»
41.046	1958
41.070	»
41.075	»
41.090	»
41.139	»
41.199	»
41.225	»
41.249	1952
41.269	1957
41.274	1958
41.320	»
41.327	»
41.352	»
41.382	8-48
41.385	1958
41.422	»
41.456	»
41.480	»
41.483	8-48
41.485	1958
41.644	»
41.647	»
41.688	»
41.737	8-48
41.745	opp.
41.767	1958
41.773	»
41.780	»
41.783	opp.
41.784	»
41.854	1958
41.879	»
41.922	3-48
41.965	1958
41.982	»
41.990	»
41.991	»
41.997	»
42.000	»
42.013	»
42.053	»
42.111	»
42.126	»
42.137	»
42.147	»
42.160	»
42.217	»
42.272	»
42.278	8-48
42.292	1958
42.311	»
42.356	»
42.372	»
42.376	»
42.403	»
42.404	»
42.470	»
42.509	»
42.517	»
42.582	»
42.666	»
42.678	»
42.727	»
42.729	8-48
42.748	1958
42.770	»
42.783	8-48
42.849	1958
42.914	»
42.955	»
42.958	8-48
42.959	1958
42.977	»
42.980	»
42.994	»
43.004	»
43.007	»
43.011	»
43.024	»
43.045	»
43.045	opp.
43.053	1953
43.054	»
43.160	»
43.182	»
43.260	»
43.293	opp.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
43.318	1958
43.337	1957
43.347	1953
43.365	»
43.428	»
43.451	»
43.476	»
43.498	opp.
43.502	1958
43.518	8-48
43.519	»
43.527	1958
43.547	8-48
43.552	1956
43.553	1954
43.554	»
43.606	1953
43.661	8-48
43.662	»
43.664	»
43.668	1953
43.707	»
43.712	»
43.744	»
43.815	»
43.836	»
43.867	»
43.870	»
43.892	»
43.914	»
43.990	»
44.052	»
44.068	»
44.156	»
44.391	»
44.461	1955
44.506	1958
44.545	»
44.558	»
44.570	»
44.670	opp.
44.672	»
44.673	»
44.674	»
44.718	1958
44.832	»
44.942	»
44.976	»
44.980	opp.
44.992	1958
45.059	»
45.079	»
45.094	»
45.107	»
45.127	»
45.152	»
45.176	»
45.229	»
45.270	»
45.279	opp.
45.281	»
45.282	»
45.286	1958
45.332	»
45.349	8-48
45.353	1958
45.402	»
45.427	»
45.563	»
45.569	»
45.711	8-48
45.775	opp.
45.788	8-48
45.847	1958
45.921	»
45.944	»
45.956	»
45.989	»
46.039	»
46.041	»
46.054	»
46.077	»
46.079	»
46.086	»
46.111	»
46.128	»
46.130	»
46.140	»
46.141	»
46.145	»
46.207	»
46.214	»
46.223	»
46.258	1958
46.477	»
46.542	»
46.614	»
46.627	»
46.631	»
46.642	»
46.664	»
46.665	»
46.669	»
46.681	»
46.682	8-48
46.691	1958
46.710	»
46.731	8-48
46.764	1958
46.796	»
46.807	»
46.821	1951
46.858	1958
46.882	»
46.887	»
46.907	»
47.039	»
47.044	»
47.080	»
47.086	»
47.158	»
47.201	»
47.261	»
47.302	»
47.308	»
47.313	»
47.351	»
47.369	»
47.410	1957
47.412	»
47.424	8-48
47.474	1958
47.478	»
47.498	»
47.501	»
47.543	8-48
47.589	1958
47.608	»
47.628	»
47.692	»
47.719	8-48
47.839	1958
47.847	»
47.853	opp.
47.854	»
47.939	1958
47.947	»
47.948	»
47.962	»
48.000	»
48.001	opp.
48.002	»
48.091	1955
48.091	opp.
48.183	1958
48.225	»
48.245	8-48
48.287	1958
48.326	»
48.332	»
48.336	»
48.346	»
48.354	10-48
48.359	1958
48.364	»
48.370	»
48.440	»
48.460	»
48.487	»
48.499	»
48.526	»
48.546	»
48.592	»
48.615	»
48.624	»
48.675	»
48.725	»
48.760	»
48.846	»
48.883	»
48.905	»
48.930	»
48.961	»
49.002	»
49.059	»
49.073	1953
49.096	»
49.132	»
49.151	8-48
49.190	1958
49.225	»
49.227	»
49.271	»
49.281	»
49.298	»
49.340	»
49.418	»
49.430	»
49.450	»
49.511	»
49.541	»
49.548	»
49.556	»
49.574	»
49.582	»
49.584	»
49.623	»
49.636	»
49.661	»
49.667	3-48
49.671	»
49.679	»
49.687	1958
49.709	»
49.714	»
49.726	»
49.754	8-48
49.758	»
49.760	»
49.762	»
49.769	»
49.852	1958
49.930	»
49.963	»
49.983	»
49.998	»
50.059	»
50.111	»
50.138	»
50.191	8-48
50.193	»
50.200	10-48
50.201	8-48
50.229	1958
50.243	»
50.286	»
50.302	»
50.305	»
50.312	»
50.393	»
50.402	»
50.417	»
50.428	»
50.510	»
50.603	»
50.605	»
50.614	»
50.615	»
50.673	»
50.677	»
50.731	»
50.812	»
50.833	»
50.856	»
50.871	»
50.887	»
50.906	»
50.926	»
50.931	»
50.958	»
50.968	1953
51.046	1958
51.070	»
51.075	»
51.090	»
51.139	»
51.199	»
51.226	»
51.274	»
51.320	»
51.327	»
51.352	»
51.378	1957
51.385	1958
51.422	»
51.456	»
51.480	»
51.485	1958
51.644	»
51.647	»
51.654	1954
51.656	1956
51.659	1954
51.661	1955
51.662	1953
51.688	1958
51.767	»
51.773	»
51.780	»
51.854	»
51.879	»
51.891	opp.
51.900	8-48
51.965	1958
51.978	1938
51.982	1958
51.990	»
51.991	»
51.997	»
52.000	»
52.013	»
52.063	»
52.111	»
52.126	»
52.137	»
52.147	»
52.160	»
52.217	»
52.272	»
52.292	»
52.311	»
52.356	»
52.372	»
52.376	»
52.403	»
52.404	»
52.450	8-48
52.470	1958
52.508	»
52.517	»
52.582	»
52.584	3-48
52.584	opp.
52.666	1958
52.678	»
52.727	»
52.748	»
52.770	»
52.776	8-48
52.804	3-48
52.820	8-48
52.822	»
52.849	1958
52.914	»
52.955	»
52.959	»
52.977	»
52.980	»
52.994	»
53.004	»
53.007	»
53.009	1949
53.011	1958
53.024	»
53.045	»
53.053	»
53.054	»
53.160	»
53.182	»
53.260	»
53.266	opp.
53.318	1958
53.347	»
53.359	opp.
53.360	»
53.361	»
53.362	»
53.365	1958
53.366	opp.
53.367	»
53.368	»
53.369	»
53.428	1958
53.451	»
53.470	8-48
53.472	1951
53.473	1955
53.474	»
53.476	1958
53.502	»
53.527	1953
53.605	»
53.668	»
53.680	3-48
53.707	1958
53.712	»
53.744	»
53.815	»
53.875	»
53.887	»
53.870	»
53.892	»
53.914	»
53.990	»
54.052	»
54.068	»
54.156	»
54.304	8-48
54.368	»
54.391	1958
54.506	»
54.545	»
54.558	»
54.570	»
54.718	»
54.832	»
54.962	»
54.944	8-48
54.976	1958
54.992	»
55.059	»
55.079	»
55.094	»
55.107	»
55.127	»
55.152	»
55.176	»
55.229	»
55.270	»
55.286	»
55.332	»
55.346	1950
55.353	1958
55.402	»
55.427	»
55.563	»
55.569	»
55.678	1957
55.847	1958
55.921	»
55.944	»
55.956	»
55.959	1949
55.971	3-48
55.989	1958
56.039	»
56.041	»
56.050	opp.
56.054	1958
56.077	»
56.079	»
56.086	»
56.111	»
56.128	»
56.130	»
56.140	»
56.141	»
56.145	»
56.207	»
56.214	»
56.223	»
56.258	»
56.477	»
56.486	1952
56.487	1950
56.542	1958
56.614	»
56.627	»
56.631	»
56.642	»
56.664	»
56.665	»
56.669	»
56.681	»
56.691	»
56.710	»
56.764	»
56.796	»
56.807	»
56.828	8-48
56.858	1958
56.882	»
56.887	»
56.907	1958
56.970	1957
57.039	1958
57.044	»
57.080	»
57.086	»
57.099	opp.
57.100	»
57.158	1958
57.201	»
57.261	»
57.302	»
57.308	»
57.313	»
57.348	opp.
57.351	1958
57.369	»
57.474	»
57.478	»
57.481	1956
57.498	1958
57.501	»
57.582	1951
57.589	1958
57.608	»
57.628	»
57.692	»
57.839	»
57.847	»
57.913	3-48
57.939	1958
57.947	»
57.948	»
57.962	»
58.000	»
58.183	»
58.225	»
58.284	1953
58.285	1932
58.287	1958
58.326	»
58.332	»
58.336	»
58.346	»
58.359	»
58.364	»
58.370	»
58.370	opp.
58.440	1958
58.460	»
58.475	8-48
58.487	1958
58.499	»
58.508	8-48
58.526	1958
58.546	»
58.566	1951
58.575	1957
58.592	1958
58.615	»
58.624	»
58.675	»
58.725	»
58.760	»
58.846	»
58.883	»
58.905	»
58.930	»
58.961	»
58.995	1950
58.997	8-48
58.998	1950
59.002	1958
59.059	»
59.073	»
59.096	»
59.132	»
59.190	»
59.225	»
59.227	»
59.244	opp.
59.249	1950
59.271	1958
59.281	»
59.298	»
59.340	»
59.418	»
59.430	»
59.450	»
59.484	1957
59.511	1958
59.520	opp.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
59.521	opp.
59.541	1958
59.548	»
59.556	»
59.574	»
59.582	»
59.584	»
59.623	»
59.626	»
59.661	»
59.687	»
59.709	»
59.714	»
59.726	»
59.852	»
59.930	»
59.963	»
59.983	»
59.998	»
60.059	»
60.111	»
60.138	»
60.176	3-48
60.229	1958
60.243	»
60.252	1920
60.254	1929
60.286	1958
60.302	»
60.305	»
60.312	»
60.393	»
60.402	»
60.417	»
60.428	»
60.510	»
60.521	1949
60.539	8-48
60.603	1958
60.605	»
60.614	»
60.615	»
60.673	»
60.677	»
60.731	»
60.769	1952
60.812	1958
60.828	1957
60.833	1958
60.856	»
60.871	»
60.887	»
60.906	»
60.926	»
60.931	»
60.958	»
61.046	»
61.070	»
61.075	»
61.090	»
61.139	»
61.199	»
61.226	»
61.274	»
61.309	opp.
61.310	»
61.320	1958
61.327	»
61.352	»
61.385	»
61.422	»
61.456	»
61.480	»
61.485	»
61.563	3-48
61.644	1958
61.647	»
61.688	»
61.767	»
61.773	»
61.780	»
61.854	»
61.879	»
61.965	»
61.982	»
61.990	»
61.991	»
61.997	»
62.000	»
62.013	»
62.051	8-48
62.063	1958
62.111	1958
62.126	»
62.137	»
62.147	»
62.160	»
62.217	»
62.272	»
62.292	»
62.311	»
62.350	10-48
62.356	1958
62.372	»
62.376	»
62.403	»
62.404	»
62.470	»
62.508	»
62.517	»
62.562	1956
62.563	1950
62.564	8-48
62.582	1958
62.666	»
62.678	»
62.691	8-48
62.727	1958
62.748	»
62.770	»
62.845	3-48
62.846	1953
62.847	8-48
62.849	1958
62.853	10-48
62.914	1958
62.955	»
62.959	»
62.969	1950
62.977	1958
62.980	»
62.994	»
63.004	»
63.007	»
63.011	»
63.024	»
63.045	»
63.053	»
63.054	»
63.081	1955
63.120	opp.
63.160	1958
63.182	»
63.209	10-48
63.260	1958
63.318	»
63.347	»
63.365	»
63.419	1950
63.428	1958
63.451	»
63.476	»
63.502	»
63.527	»
63.606	»
63.608	1950
63.616	8-48
63.617	1954
63.668	1958
63.707	»
63.712	»
63.744	»
63.815	»
63.826	»
63.867	»
63.870	»
63.892	»
63.914	»
63.969	10-48
63.990	1958
64.052	»
64.068	»
64.109	8-48
64.156	1958
64.266	1957
64.391	1958
64.506	»
64.540	1949
64.545	1958
64.554	1956
64.558	1958
64.570	»
64.673	3-48
64.718	1958
64.832	1958
64.942	»
64.944	8-48
64.976	1958
64.992	»
65.059	»
65.079	»
65.094	»
65.107	»
65.127	»
65.152	»
65.176	»
65.229	»
65.270	»
65.285	»
65.332	»
65.353	»
65.402	»
65.427	»
65.563	»
65.569	»
65.661	1957
65.744	8-48
65.847	1958
65.921	»
65.925	1921
65.944	1958
65.956	»
65.966	opp.
65.989	1958
66.039	»
66.041	»
66.054	»
66.077	»
66.079	»
66.086	»
66.111	»
66.128	»
66.130	»
66.140	»
66.141	»
66.145	»
66.207	»
66.214	»
66.223	»
66.258	»
66.477	»
66.542	»
66.614	»
66.627	»
66.631	»
66.642	»
66.664	»
66.665	»
66.669	»
66.681	»
66.691	»
66.710	»
66.764	»
66.796	»
66.807	»
66.854	1957
66.858	1958
66.882	»
66.887	»
66.907	»
66.999	opp.
67.039	1958
67.044	»
67.080	»
67.086	»
67.158	»
67.185	3-48
67.201	1958
67.215	1954
67.261	1958
67.295	8-48
67.302	1958
67.308	»
67.313	»
67.351	»
67.369	»
67.429	10-48
67.474	1958
67.478	»
67.498	»
67.501	»
67.589	»
67.608	»
67.628	»
67.690	8-48
67.692	1958
67.839	»
67.847	1958
67.939	»
67.947	»
67.948	»
67.962	»
67.973	1956
68.000	1958
68.047	8-48
68.183	1958
68.225	»
68.287	»
68.326	»
68.332	»
68.336	»
68.345	»
68.359	»
68.364	»
68.370	»
68.440	»
68.460	»
68.487	»
68.499	»
68.503	opp.
68.505	»
68.507	»
68.508	»
68.510	»
68.511	»
68.512	»
68.526	1958
68.546	»
68.592	»
68.615	»
68.624	»
68.675	»
68.725	»
68.760	»
68.846	»
68.883	»
68.905	»
68.930	»
68.961	»
69.002	»
69.059	»
69.073	»
69.096	»
69.132	»
69.190	»
69.225	»
69.227	»
69.271	»
69.281	»
69.298	»
69.340	»
69.418	»
69.430	»
69.450	»
69.511	»
69.541	»
69.548	»
69.556	»
69.574	»
69.582	»
69.584	»
69.623	»
69.636	»
69.661	»
69.687	»
69.709	»
69.714	»
69.726	»
69.852	»
69.930	»
69.963	»
69.983	»
69.998	»
70.059	»
70.111	»
70.138	»
70.229	»
70.243	»
70.248	1939
70.248	opp.
70.270	1957
70.286	1958
70.302	»
70.305	»
70.312	»
70.393	»
70.402	»
70.417	»
70.428	»
70.510	»
70.603	1958
70.605	»
70.614	»
70.615	»
70.673	»
70.677	»
70.731	»
70.812	»
70.833	»
70.856	»
70.871	»
70.887	»
70.906	»
70.926	»
70.931	»
70.958	»
71.046	»
71.063	opp.
71.070	1958
71.075	»
71.090	»
71.117	1939
71.118	8-48
71.119	1935
71.121	1938
71.122	1950
71.124	1957
71.127	8-48
71.128	10-48
71.139	1958
71.180	8-48
71.199	1958
71.226	»
71.274	»
71.320	»
71.327	»
71.352	»
71.385	»
71.422	»
71.456	»
71.480	»
71.485	»
71.644	»
71.647	»
71.688	»
71.767	»
71.773	»
71.780	»
71.854	»
71.879	»
71.965	»
71.982	»
71.990	»
71.991	»
71.997	»
72.000	»
72.013	»
72.063	»
72.111	»
72.126	»
72.137	»
72.147	»
72.160	»
72.217	»
72.257	8-48
72.272	1958
72.292	»
72.311	»
72.356	»
72.372	»
72.376	»
72.403	»
72.404	»
72.470	»
72.508	»
72.517	»
72.582	»
72.666	»
72.678	»
72.727	»
72.748	»
72.770	»
72.849	»
72.914	»
72.932	8-48
72.955	1958
72.959	»
72.977	»
72.980	»
72.994	»
73.004	»
73.007	»
73.011	1958
73.024	»
73.045	»
73.053	»
73.054	»
73.160	»
73.182	»
73.260	»
73.318	»
73.347	»
73.365	»
73.368	opp.
73.428	1958
73.451	»
73.476	»
73.501	1951
73.502	1958
73.527	»
73.606	»
73.668	»
73.699	opp.
73.707	1958
73.712	»
73.738	8-48
73.744	1958
73.815	»
73.826	»
73.867	»
73.870	»
73.892	»
73.914	»
73.990	»
74.052	»
74.068	»
74.083	8-48
74.156	1958
74.157	opp.
74.160	»
74.161	»
74.162	»
74.164	»
74.165	»
74.166	»
74.167	»
74.266	1957
74.304	8-48
74.362	opp.
74.391	1958
74.452	8-48
74.506	1958
74.545	»
74.549	8-48
74.558	1958
74.570	»
74.649	opp.
74.718	1958
74.832	»
74.938	1955
74.942	1958
74.948	1931
74.948	opp.
74.970	8-48
74.976	1958
74.992	»
75.059	»
75.079	»
75.094	»
75.107	»
75.127	»
75.134	1957
75.135	1938
75.152	1958
75.176	»
75.229	»
75.257	1957
75.258	1952
75.270	1958
75.286	»
75.332	»
75.340	opp.
75.342	»
75.353	1958
75.402	»
75.427	»
75.563	»
75.569	»
75.718	3-48
75.720	1955
75.847	1958
75.921	»
75.944	»
75.955	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
75.989	1958
76.039	»
76.041	»
76.046	opp.
76.054	1958
76.077	»
76.079	»
76.086	»
76.111	»
76.128	»
76.130	»
76.140	»
76.141	»
76.145	»
76.207	»
76.214	»
76.223	»
76.258	»
76.295	1954
76.418	8-48
76.477	1958
76.542	»
76.614	»
76.627	»
76.631	»
76.642	»
76.664	»
76.665	»
76.669	»
76.673	1957
76.681	1958
76.691	»
76.710	»
76.764	»
76.796	»
76.807	»
76.858	»
76.882	»
76.887	»
76.907	»
77.039	»
77.044	»
77.080	»
77.086	»
77.145	8-48
77.158	1958
77.187	1956
77.201	1958
77.240	opp.
77.242	»
77.244	»
77.261	1958
77.302	»
77.308	»
77.313	»
77.327	3-48
77.351	1958
77.363	8-48
77.369	1958
77.391	8-48
77.474	1958
77.478	»
77.498	»
77.501	»
77.589	»
77.594	8-48
77.608	1958
77.628	»
77.692	»
77.693	opp.
77.839	1958
77.847	»
77.939	»
77.947	»
77.948	»
77.962	»
78.000	»
78.024	1953
78.162	8-48
78.183	1958
78.225	»
78.287	»
78.326	»
78.332	»
78.336	»
78.346	»
78.359	»
78.364	»
78.370	»
78.440	»
78.460	»
78.487	»
78.493	8-48
78.499	1958
78.526	1958
78.536	1957
78.546	1953
78.592	»
78.615	»
78.624	»
78.632	8-48
78.675	1958
78.725	»
78.755	1957
78.760	1958
78.846	»
78.883	»
78.905	»
78.930	»
78.961	»
79.002	»
79.059	»
79.073	»
79.096	»
79.132	»
79.150	»
79.197	1957
79.225	1958
79.227	»
79.271	»
79.281	»
79.298	»
79.340	»
79.353	1939
79.418	1958
79.430	»
79.450	»
79.511	»
79.541	»
79.548	»
79.555	»
79.574	»
79.582	»
79.584	»
79.623	»
79.636	»
79.661	»
79.687	»
79.709	»
79.714	»
79.714	opp.
79.726	1958
79.745	8-48
79.748	3-48
79.754	8-48
79.755	1953
79.757	»
79.758	8-48
79.760	»
79.761	10-48
79.762	8-48
79.763	1957
79.766	»
79.769	8-48
79.775	1957
79.852	1958
79.930	»
79.963	»
79.983	»
79.998	»
80.007	opp.
80.059	1958
80.099	opp.
80.104	8-48
80.111	1958
80.138	»
80.219	8-48
80.229	1958
80.243	»
80.286	»
80.302	»
80.305	»
80.313	»
80.393	»
80.402	»
80.417	»
80.428	»
80.510	»
80.603	»
80.605	»
80.614	»
80.615	»
80.673	»
80.677	»
80.731	»
80.812	»
80.833	»
80.856	»
80.871	1958
80.887	»
80.906	»
80.926	»
80.931	»
80.958	»
81.046	»
81.070	»
81.075	»
81.090	»
81.139	»
81.199	»
81.226	»
81.274	»
81.320	»
81.327	»
81.352	»
81.378	1957
81.385	1958
81.422	»
81.456	»
81.480	»
81.485	»
81.563	3-48
81.644	1958
81.647	»
81.688	»
81.767	»
81.773	»
81.776	1950
81.778	opp.
81.780	1958
81.854	»
81.879	»
81.965	»
81.982	»
81.990	»
81.991	»
81.997	»
82.000	»
82.013	»
82.063	»
82.111	»
82.126	»
82.137	»
82.147	»
82.160	»
82.217	»
82.272	»
82.292	»
82.299	1953
82.311	1958
82.356	»
82.372	»
82.376	»
82.403	»
82.404	»
82.467	opp.
82.470	1958
82.508	»
82.517	»
82.582	»
82.666	»
82.678	»
82.727	»
82.748	»
82.770	»
82.812	1957
82.849	1958
82.914	»
82.955	»
82.959	»
82.977	»
82.980	»
82.994	»
83.004	»
83.007	»
83.011	»
83.024	»
83.045	»
83.053	»
83.054	»
83.160	»
83.182	»
83.183	1954
83.260	1958
83.318	»
83.347	»
83.365	»
83.389	1939
83.428	1958
83.451	»
83.461	1954
83.476	1958
83.502	»
83.527	»
83.606	»
83.668	»
83.679	1952
83.707	1958
83.712	»
83.744	»
83.815	»
83.826	»
83.867	»
83.870	»
83.892	»
83.914	»
83.990	»
84.052	»
84.068	»
84.111	8-48
84.115	opp.
84.146	1956
84.156	1958
84.368	opp.
84.391	1958
84.506	»
84.545	»
84.558	»
84.570	»
84.718	»
84.832	»
84.879	1937
84.911	8-48
84.942	1958
84.976	»
84.992	»
85.059	»
85.079	»
85.094	»
85.107	»
85.127	»
85.152	»
85.176	»
85.181	8-48
85.229	1958
85.270	»
85.286	»
85.332	»
85.353	»
85.402	»
85.427	»
85.557	opp.
85.563	1958
85.569	»
85.658	opp.
85.763	»
85.847	1958
85.903	8-48
85.904	1929
85.907	1951
85.921	1958
85.944	»
85.956	»
85.989	»
86.039	»
86.041	»
86.054	»
86.077	»
86.079	»
86.086	»
86.111	»
86.128	»
86.130	»
86.140	»
86.141	»
86.145	»
86.195	1956
86.197	1957
86.199	1956
86.207	1958
86.214	»
86.223	»
86.258	»
86.355	opp.
86.477	1958
86.542	»
86.614	»
86.627	»
86.631	»
86.642	»
86.664	»
86.665	»
86.669	»
86.681	1958
86.691	»
86.707	1955
86.710	1958
86.764	»
86.794	1957
86.796	1958
86.807	»
86.825	opp.
86.828	»
86.829	»
86.858	1958
86.882	»
86.887	»
86.905	opp.
86.906	»
86.907	1958
86.907	opp.
87.039	1958
87.044	»
87.080	»
87.086	»
87.158	»
87.201	»
87.222	3-48
87.261	1958
87.302	»
87.308	»
87.313	»
87.351	»
87.369	»
87.397	8-48
87.474	1958
87.478	»
87.498	»
87.501	»
87.589	»
87.608	»
87.628	»
87.692	»
87.785	10-48
87.832	opp.
87.839	1958
87.847	»
87.939	»
87.947	»
87.948	»
87.962	»
88.000	»
88.024	1953
88.183	1958
88.225	»
88.287	»
88.297	opp.
88.326	1958
88.332	»
88.336	»
88.346	»
88.359	»
88.364	»
88.370	»
88.413	1951
88.440	1958
88.460	»
88.487	»
88.499	»
88.526	»
88.546	»
88.554	opp.
88.592	1958
88.615	»
88.624	»
88.675	»
88.725	»
88.760	»
88.846	»
88.883	»
88.905	»
88.916	8-48
88.919	»
88.930	1958
88.961	»
88.981	opp.
88.990	1956
89.002	1958
89.059	»
89.073	»
89.096	»
89.132	»
89.190	»
89.225	»
89.227	»
89.268	1937
89.269	1957
89.271	1958
89.281	»
89.298	»
89.340	»
89.418	»
89.430	»
89.450	»
89.511	»
89.541	»
89.548	»
89.556	»
89.574	»
89.582	»
89.584	»
89.623	»
89.636	»
89.661	»
89.687	»
89.709	»
89.714	»
89.721	1950
89.726	1958
89.852	»
89.930	»
89.962	8-48
89.963	1958
89.983	»
89.998	»
90.059	»
90.111	»
90.138	»
90.229	»
90.243	»
90.286	»
90.302	»
90.305	»
90.312	»
90.393	»
90.402	»
90.417	»
90.428	»
90.510	»
90.603	»
90.605	»
90.614	»
90.615	»
90.673	»
90.677	»
90.731	»
90.812	»
90.833	»
90.856	»
90.871	»
90.887	»
90.906	»
90.926	»
90.931	»
90.941	1949
90.958	1958
91.046	»
91.070	»
91.075	»
91.090	»
91.139	»
91.199	»
91.226	»
91.274	»
91.293	opp.
91.320	1958
91.327	»
91.352	»
91.385	»
91.412	3-48
91.422	1958
91.456	»
91.480	»
91.485	»
91.644	»
91.647	»
91.688	»
91.767	»
91.773	»
91.780	»
91.854	»
91.879	»
91.965	»
91.982	»
91.990	»
91.991	»
91.997	»
92.000	»
92.013	»
92.063	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
92.075	8-48	93.318	1958	95.059	1958	96.450	opp.	97.839	1958	99.096	1958
92.111	1958	93.339	1950	95.079	»	96.477	1958	97.847	»	99.111	1957
92.126	»	93.347	1958	95.094	»	96.542	»	97.939	»	99.113	8-48
92.137	»	93.362	opp.	95.107	»	96.614	»	97.947	»	99.115	1952
92.147	»	93.365	1958	95.127	»	96.627	»	97.943	»	99.116	1954
92.160	»	93.428	»	95.150	1936	96.631	»	97.962	»	99.117	1957
92.217	»	93.451	»	95.150	opp.	96.642	»	98.000	»	99.118	8-48
92.272	»	93.476	»	95.152	1958	96.664	»	98.183	»	99.120	»
92.292	»	93.502	»	95.176	»	96.665	»	98.225	»	99.132	1958
92.311	»	93.527	»	95.203	opp.	96.669	»	98.287	»	99.177	opp.
92.355	»	93.561	1957	95.229	1958	96.681	»	98.326	»	99.179	1956
92.372	»	93.606	1958	95.270	»	96.691	»	98.332	»	99.190	1958
92.376	»	93.616	8-48	95.286	»	96.710	»	98.336	»	99.225	»
92.403	»	93.621	»	95.332	»	96.764	»	98.346	»	99.227	»
92.404	»	93.668	1958	95.353	»	96.796	»	98.359	»	99.271	»
92.470	»	93.707	»	95.369	opp.	96.807	»	98.364	»	99.281	»
92.508	»	93.712	»	95.370	»	96.842	3-48	98.369	8-48	99.298	»
92.517	»	93.744	»	95.402	1958	96.858	1958	98.370	1958	99.340	»
92.582	»	93.787	opp.	95.427	»	96.882	»	98.440	»	99.351	opp.
92.666	»	93.815	1958	95.468	1956	96.887	»	98.460	»	99.418	1958
92.678	»	93.826	»	95.563	1958	96.907	»	98.487	»	99.430	»
92.727	»	93.849	1957	95.569	»	97.039	»	93.490	1950	99 450	»
92.743	»	93.859	3-48	95.610	8-48	97.044	»	98.499	1958	99.511	»
92.770	»	93.867	1958	95.847	1958	97.080	»	98.526	»	99.541	»
92.833	1957	93.870	»	95.921	»	97.086	»	98.546	»	99.548	»
92.849	1958	93.892	»	95.944	»	97.158	»	98.582	1951	99.556	»
92.914	»	93.914	»	95.956	»	97.201	»	98.592	1958	99.563	opp.
92.955	»	93.990	»	95.989	»	97.261	»	93.615	»	99.574	1958
92.959	»	94.052	»	96.039	»	97.299	8-48	98.624	»	99.582	»
92.977	»	94.068	»	96.041	»	97.302	1958	98.675	»	99.584	»
92.980	»	94.156	»	96.054	»	97.308	»	98.725	»	99.599	1949
92.994	»	94.391	»	96.077	»	97.313	»	98.760	»	99.600	1950
93.004	»	94.458	1951	96.079	»	97.339	8-48	98.766	1957	99.623	1958
93.007	»	94.506	1958	96.086	»	97.351	1958	98.846	1958	99.636	»
93.011	»	94.533	8-48	96.111	»	97.369	»	98.883	»	99.661	»
93.024	»	94.545	1953	96.128	»	97.474	»	98.905	»	99.687	»
93.045	»	94.558	»	96.130	»	97.478	»	98.930	»	99.709	»
93.053	»	94.570	»	96.140	»	97.498	»	93.961	»	99.714	»
93.054	»	94.718	»	96.141	»	97.501	»	99.002	»	99.726	»
93.160	»	94.832	»	96.145	»	97.589	»	99.025	1956	99.852	»
93.182	»	94.942	»	96.207	»	97.608	»	99.051	8-48	99.930	»
93.238	8-48	94.976	»	96.214	»	97.628	»	99.053	»	99.963	»
93.260	1958	94.992	»	96.223	»	97.678	8-48	99.059	1958	99.983	»
93.266	8-48	95.020	1957	96.258	»	97.692	1958	99.073	»	99.993	»

DEUXIÈME SÉRIE. — N°s 100.001 ET SUIVANTS

Quarante-sixième tirage effectué le 1er août 1958 pour amortissement de 1.160 obligations.

La liste ci-dessous comprend :

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarante-sixième tirage ;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées ;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarante-sixième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
100.022	1958	100.898	opp.	101.770	1953	102.855	1957	103.946	1958	104.948	1958
100.059	»	100.899	»	101.772	»	102.914	»	103.992	»	104.970	»
100.123	»	100.911	1958	101.792	»	102.916	1958	104.044	»	105.007	»
100.152	»	100.930	»	101.830	»	102.934	»	104.046	»	105.042	»
100.159	»	100.941	»	101.831	»	102.943	»	104.166	»	105.051	»
100.190	»	101.019	»	101.835	»	102.951	»	104.195	»	105.103	»
100.237	opp.	101.065	»	101.875	»	102.992	»	104.217	»	105.144	8-48
100.376	1958	101.070	»	101.904	»	102.995	»	104.261	»	105.152	1958
100.414	»	101.160	»	101.914	»	103.000	»	104.299	»	105.153	»
100.445	»	101.213	»	101.923	»	103.027	»	104.320	»	105.201	»
100.476	»	101.253	opp.	101.959	»	103.028	»	104.324	»	105.213	»
100.481	»	101.279	1953	102.042	»	103.030	»	104.327	»	105.230	»
100.484	opp.	101.288	»	102.094	»	103.067	1956	104.326	1956	105.244	»
100.515	1958	101.333	»	102.187	»	103.073	1958	104.457	8-48	105.314	»
100.529	»	101.364	»	102.191	»	103.142	3-48	104.461	1958	105.331	»
100.550	»	101.365	»	102.212	»	103.190	1953	104.531	»	105.340	»
100.568	»	101.368	»	102.216	»	103.233	1958	104.534	»	105.384	»
100.595	»	101.383	8-48	102.218	»	103.245	»	104.547	opp.	105.425	»
100.602	»	101.384	1958	102.251	1953	103.254	»	104.568	1953	105.474	»
100.616	»	101.386	»	102.296	1958	103.257	»	104.587	»	105.516	»
100.770	»	101.418	»	102.339	»	103.354	opp.	104.597	»	105.519	1956
100.781	»	101.459	»	102.345	»	103.355	1958	104.603	»	105.604	1958
100.788	»	101.462	»	102.376	1953	103.359	»	104.613	»	105.609	»
100.801	»	101.470	»	102.443	1958	103.396	»	104.676	»	105.709	»
100.817	»	101.558	»	102.516	»	103.449	»	104.698	»	105.718	»
100.849	»	101.568	»	102.582	»	103.527	1956	104.700	»	105.732	»
100.890	opp.	101.582	»	102.669	»	103.612	8-48	104.724	1953	105.735	»
100.891	»	101.604	»	102.700	»	103.675	1958	104.761	1958	105.742	»
100.893	»	101.606	»	102.703	»	103.722	»	104.767	»	105.765	»
100.894	»	101.615	»	102.759	1957	103.731	»	104.854	»	105.784	»
100.895	»	101.643	»	102.831	»	103.777	»	104.887	»	105.787	»
100.896	»	101.706	»	102.834	»	103.916	»	104.908	»	105.891	8-48

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
105.804	8-48
105.872	1958
105.882	»
105.908	8-48
105.910	1951
105.937	1958
105.959	»
106.001	»
106.018	»
106.042	»
106.048	»
106.057	»
106.103	»
106.175	»
106.177	»
106.185	»
106.212	»
106.245	opp.
106.306	1958
106.316	8-48
106.327	1958
106.365	»
106.372	»
106.377	»
106.378	»
106.396	»
106.400	»
106.409	»
106.461	»
106.502	»
106.508	»
106.550	»
106.569	»
106.590	»
106.667	»
106.678	»
106.705	»
106.711	»
106.725	»
106.767	»
106.780	»
106.787	»
106.876	»
106.906	»
106.965	»
107.042	»
107.191	»
107.193	»
107.266	»
107.305	»
107.315	»
107.340	»
107.357	1954
107.370	1958
107.413	»
107.451	»
107.459	»
107.487	»
107.492	»
107.545	»
107.578	»
107.586	opp.
107.652	1958
107.674	»
107.711	»
107.755	»
107.764	»
107.770	»
107.784	»
107.795	»
107.851	»
107.862	»
107.888	»
107.889	»
107.905	1950
107.940	1958
107.979	8-48
108.004	1958
108.016	1951
108.031	1958
108.043	»
108.064	»
108.156	»
108.172	»
108.178	»
108.238	»
108.264	»
108.307	»
108.320	»
108.330	»
108.336	»
108.372	»
108.377	»
108.382	1958
108.469	»
108.533	»
108.541	»
108.562	»
108.598	»
108.637	»
108.659	»
108.674	»
108.745	»
108.755	»
108.796	»
108.801	10-48
108.831	1958
108.845	»
108.861	»
108.937	»
108.937	opp.
108.969	1958
108.989	»
109.013	»
109.041	»
109.066	»
109.088	»
109.093	»
109.100	»
109.104	»
109.230	»
109.298	»
109.320	»
109.341	»
109.349	»
109.358	»
109.373	opp.
109.374	»
109.375	»
109.376	»
109.404	1958
109.426	»
109.454	»
109.493	»
109.511	»
109.540	»
109.592	»
109.665	»
109.717	»
109.741	»
109.843	1956
109.852	1938
109.868	1958
109.917	»
109.924	»
109.951	1938
109.956	1958
109.978	»
109.992	»
110.022	»
110.059	»
110.081	opp.
110.128	1958
110.152	»
110.159	»
110.190	»
110.376	»
110.414	»
110.445	»
110.476	»
110.481	»
110.515	»
110.522	1957
110.529	1958
110.550	»
110.568	»
110.596	»
110.602	»
110.616	»
110.717	10-48
110.770	1958
110.781	»
110.788	»
110.801	»
110.817	»
110.849	»
110.911	»
110.930	»
110.941	»
111.000	opp.
111.001	»
111.002	»
111.003	»
111.004	»
111.005	»
111.019	1958
111.065	1958
111.070	»
111.160	»
111.213	»
111.279	»
111.288	»
111.333	»
111.364	»
111.365	»
111.368	»
111.384	»
111.386	»
111.418	»
111.459	»
111.462	»
111.470	»
111.558	»
111.568	»
111.576	8-48
111.578	1951
111.579	1923
111.582	1958
111.604	»
111.606	»
111.615	»
111.643	»
111.706	»
111.770	»
111.772	»
111.792	»
111.830	»
111.831	»
111.835	»
111.874	1950
111.875	1958
111.904	»
111.914	»
111.923	»
111.959	»
112.042	»
112.094	»
112.187	»
112.191	»
112.212	»
112.216	»
112.218	»
112.296	»
112.339	»
112.345	»
112.443	»
112.516	»
112.582	»
112.669	»
112.700	»
112.703	»
112.916	»
112.934	»
112.943	»
112.951	»
112.991	8-48
112.992	1958
112.995	»
113.000	»
113.027	»
113.028	»
113.030	»
113.073	»
113.154	1957
113.233	1958
113.245	»
113.254	»
113.257	»
113.299	1938
113.356	1958
113.359	»
113.396	»
113.449	»
113.675	»
113.722	»
113.731	»
113.777	»
113.916	»
113.946	»
113.992	»
114.044	»
114.046	»
114.166	»
114.195	»
114.217	»
114.261	»
114.299	»
114.314	1956
114.320	1958
114.324	»
114.327	1958
114.452	8-48
114.461	1958
114.531	»
114.534	»
114.568	»
114.587	»
114.595	1949
114.597	1958
114.603	»
114.613	»
114.676	»
114.698	»
114.700	»
114.761	»
114.767	»
114.854	»
114.887	»
114.906	»
114.921	8-48
114.948	1958
114.970	»
115.007	»
115.042	»
115.051	»
115.055	1957
115.103	1958
115.152	»
115.153	»
115.201	»
115.213	»
115.230	»
115.244	»
115.314	»
115.331	»
115.340	»
115.347	1953
115.384	1958
115.425	»
115.474	»
115.516	»
115.541	1954
115.586	10-48
115.604	1958
115.609	»
115.709	»
115.718	»
115.732	»
115.735	»
115.742	»
115.765	»
115.784	»
115.787	»
115.803	opp.
115.872	1958
115.882	»
115.937	»
115.959	»
115.982	opp.
115.985	»
116.001	1958
116.018	»
116.042	»
116.048	»
116.057	»
116.103	»
116.175	»
116.177	»
116.185	»
116.212	»
116.306	»
116.327	»
116.365	»
116.372	»
116.377	»
116.378	»
116.396	»
116.400	»
116.409	»
116.461	»
116.502	»
116.508	»
116.550	»
116.569	»
116.590	»
116.667	»
116.678	»
116.705	»
116.711	»
116.725	»
116.767	»
116.773	1938
116.780	1958
116.787	1958
116.876	»
116.906	»
116.930	8-48
116.965	1958
117.042	»
117.054	8-48
117.055	1952
117.082	1956
117.191	1958
117.193	»
117.266	»
117.305	»
117.315	»
117.340	»
117.370	»
117.410	8-48
117.413	1958
117.451	»
117.459	»
117.487	»
117.492	»
117.513	opp.
117.545	1958
117.561	1957
117.578	1958
117.652	»
117.674	»
117.711	»
117.755	»
117.764	»
117.770	»
117.784	»
117.795	»
117.851	»
117.862	»
117.888	»
117.889	»
117.940	»
118.004	»
118.026	3-48
118.031	1958
118.043	»
118.064	»
118.156	»
118.172	»
118.178	»
118.238	»
118.264	»
118.277	1957
118.307	1958
118.320	»
118.330	»
118.336	»
118.372	»
118.377	»
118.382	»
118.397	8-48
118.469	1958
118.479	1937
118.533	1958
118.541	»
118.562	»
118.598	»
118.637	»
118.659	»
118.674	»
118.693	1957
118.745	1958
118.755	»
118.796	»
118.831	»
118.845	»
118.861	»
118.880	1957
118.937	1958
118.969	»
118.989	»
119.013	»
119.041	»
119.066	»
119.088	»
119.093	»
119.100	»
119.104	»
119.230	»
119.298	»
119.320	»
119.341	»
119.349	»
119.358	»
119.360	1956
119.361	»
119.404	1958
119.426	1958
119.454	»
119.493	»
119.511	»
119.514	1957
119.540	1958
119.592	»
119.665	»
119.717	»
119.741	»
119.868	»
119.917	»
119.924	»
119.955	»
119.978	»
119.992	»
120.022	»
120.059	»
120.128	»
120.152	»
120.159	»
120.190	»
120.376	»
120.414	»
120.445	»
120.476	»
120.481	»
120.515	»
120.529	»
120.550	»
120.568	»
120.596	»
120.602	»
120.616	»
120.736	opp.
120.770	1958
120.781	»
120.788	»
120.801	»
120.817	»
120.849	»
120.911	»
120.930	»
120.941	»
120.964	opp.
121.019	1958
121.065	»
121.070	»
121.140	1950
121.160	1958
121.176	3-48
121.213	1958
121.279	»
121.288	»
121.333	»
121.342	8-48
121.364	1958
121.365	»
121.368	»
121.384	»
121.386	»
121.418	»
121.437	8-48
121.459	1958
121.462	»
121.470	»
121.479	8-48
121.496	10-48
121.505	8-48
121.558	1958
121.568	»
121.582	»
121.604	»
121.606	»
121.615	»
121.643	»
121.701	1956
121.706	1958
121.770	»
121.772	»
121.792	»
121.830	»
121.831	»
121.835	»
121.875	»
121.904	»
121.914	»
121.923	»
121.959	»
122.042	»
122.094	»
122.180	8-48
122.187	1958
122.191	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
122.212	1958	124.603	1958	126.530	1955	128.377	1958	130.602	1958	132.703	1958
122.216	»	124.613	»	126.550	1958	128.382	»	130.616	»	132.740	1939
122.218	»	124.676	»	126.569	»	128.469	»	130.770	»	132.916	1958
122.296	»	124.698	»	126.590	»	128.533	»	130.781	»	132.934	»
122.309	opp.	124.700	»	126.667	»	128.541	»	130.788	»	132.943	»
122.339	1958	124.761	»	126.678	»	128.562	»	130.801	»	132.951	»
122.345	»	124.767	»	126.705	»	128.598	»	130.817	»	132.992	»
122.443	»	124.808	8-48	126.711	»	128.637	»	130.849	»	132.995	»
122.516	»	124.854	1958	126.725	»	128.659	»	130.869	1950	133.000	»
122.582	»	124.887	»	126.767	»	128.674	»	130.911	1958	133.027	»
122.669	»	124.908	»	126.780	»	128.745	»	130.930	»	133.028	»
122.700	»	124.909	1957	126.787	»	128.755	»	130.941	»	133.030	»
122.703	»	124.948	1958	126.798	opp.	128.796	»	130.985	opp.	133.073	»
122.916	»	124.970	»	126.799	»	128.831	»	131.019	1958	133.089	1953
122.934	»	125.007	»	126.801	»	128.845	»	131.065	»	133.233	1958
122.943	»	125.012	1953	126.802	»	128.861	»	131.070	»	133.245	»
122.951	»	125.042	1958	126.808	8-48	128.937	»	131.160	»	133.254	»
122.992	»	125.051	»	126.876	1958	128.969	»	131.184	8-48	133.257	»
122.995	»	125.103	»	126.906	»	128.989	»	131.213	1958	133.356	»
123.000	»	125.128	8-48	126.965	»	129.013	»	131.279	»	133.359	»
123.027	»	125.152	1958	127.042	»	129.014	1949	131.288	»	133.396	»
123.028	»	125.153	»	127.068	8-48	129.018	8-48	131.333	»	133.449	»
123.030	»	125.201	»	127.128	1956	129.019	10-48	131.364	»	133.675	»
123.073	»	125.213	»	127.191	1958	129.020	1952	131.365	»	133.722	»
123.092	8-48	125.230	»	127.193	»	129.041	1958	131.368	»	133.731	»
123.233	1958	125.244	»	127.231	1957	129.066	»	131.384	»	133.777	»
123.245	»	125.314	»	127.266	1958	129.088	»	131.386	»	133.916	»
123.254	»	125.331	»	127.299	1957	129.093	»	131.418	»	133.946	»
123.257	»	125.340	»	127.305	1958	129.100	»	131.459	»	133.992	»
123.301	opp.	125.384	»	127.315	»	129.104	»	131.462	»	134.044	»
123.302	»	125.425	»	127.340	»	129.230	»	131.470	»	134.046	»
123.303	»	125.474	»	127.370	»	129.298	»	131.558	»	134.166	»
123.304	»	125.516	»	127.413	»	129.320	»	131.568	»	134.195	»
123.305	»	125.577	8-48	127.451	»	129.341	»	131.582	»	134.217	»
123.306	»	125.587	»	127.459	»	129.349	»	131.604	»	134.261	»
123.341	»	125.604	1958	127.487	»	129.358	»	131.606	»	134.276	1950
123.343	»	125.609	»	127.492	»	129.404	»	131.615	»	134.299	1958
123.344	»	125.709	»	127.545	»	129.426	»	131.643	»	134.320	»
123.345	»	125.718	»	127.578	»	129.454	»	131.688	3-48	134.324	»
123.346	»	125.732	»	127.652	»	129.493	»	131.706	1958	134.327	»
123.347	»	125.735	»	127.674	»	129.511	»	131.770	»	134.372	1953
123.356	1958	125.742	»	127.686	1954	129.540	»	131.772	»	134.383	1949
123.359	»	125.765	»	127.688	1952	129.592	»	131.792	»	134.461	1958
123.396	»	125.784	»	127.690	1953	129.665	»	131.798	1957	134.531	»
123.449	»	125.787	»	127.711	1958	129.715	1952	131.800	opp.	134.534	»
123.536	1950	125.872	»	127.755	»	129.717	1958	131.830	1958	134.568	»
123.675	1958	125.882	»	127.764	»	129.741	»	131.831	»	134.587	»
123.722	»	125.937	»	127.770	»	129.868	»	131.835	»	134.597	»
123.731	»	125.959	»	127.784	»	129.917	»	131.875	»	134.603	»
123.777	»	126.001	»	127.795	»	129.924	»	131.904	»	134.613	»
123.916	»	126.018	»	127.851	»	129.956	»	131.914	»	134.631	8-48
123.946	»	126.042	»	127.862	»	129.978	»	131.923	»	134.676	1958
123.992	»	126.048	»	127.888	»	129.992	»	131.959	»	134.698	»
124.044	»	126.057	»	127.889	»	130.022	»	132.026	1953	134.700	»
124.046	»	126.103	»	127.940	»	130.059	»	132.042	1958	134.740	3-48
124.166	»	126.175	»	128.004	»	130.128	»	132.094	»	134.761	1958
124.195	»	126.177	»	128.013	8-48	130.152	»	132.187	»	134.767	»
124.217	»	126.185	»	128.031	1958	130.159	»	132.191	»	134.854	»
124.261	»	126.212	»	128.043	»	130.190	»	132.212	»	134.887	»
124.299	»	126.306	»	128.064	»	130.316	1950	132.216	»	134.899	10-48
124.320	»	126.311	1957	128.156	»	130.376	1958	132.218	»	134.899	opp.
124.324	»	126.327	1958	128.172	»	130.404	10-48	132.296	»	134.901	1931
124.327	»	126.365	»	128.178	»	130.414	1958	132.339	»	134.901	opp.
124.330	8-48	126.372	»	128.194	10-48	130.445	»	132.345	»	134.902	1954
124.461	1958	126.377	»	128.238	1958	130.476	»	132.353	1954	134.902	opp.
124.474	1957	126.373	»	128.264	»	130.481	»	132.443	1958	134.903	1923
124.479	1955	126.396	»	128.307	»	130.493	1952	132.516	»	134.903	opp.
124.531	1958	126.400	»	128.320	»	130.515	1958	132.549	3-48	134.908	1958
124.534	»	126.409	»	128.330	»	130.529	»	132.582	1958	134.948	»
124.568	»	126.461	»	128.336	»	130.550	»	132.669	»	134.970	»
124.587	»	126.502	»	128.338	1952	130.568	»	132.700	»	134.971	1957
124.597	»	126.508	»	128.372	1958	130.596	»				

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement 1920 (24e et 14e tirages), coupon 49, avril 1921.
— 1921 (25e et 15e tirages), — 51, — 1922.
— 1922 (26e et 16e tirages), — 53, — 1923.
— 1923 (27e et 17e tirages), — 55, — 1924.
— 1924 (28e et 18e tirages), — 57, — 1925.
— 1925 (29e et 19e tirages), — 59, — 1926.
— 1926 (30e et 20e tirages), — 61, — 1927.
— 1927 (31e et 21e tirages), — 63, — 1928.
— 1928 (32e et 22e tirages), — 65, — 1929.
— 1929 (33e et 23e tirages), — 67, — 1930.
— 1930 (34e et 24e tirages), — 69, — 1931.
— 1931 (35e et 25e tirages), — 71, — 1932.
— 1932 (36e et 26e tirages), — 73, — 1933.
— 1933 (37e et 27e tirages), — 75, — 1934.
— 1934 (38e et 28e tirages), — 77, — 1935.
— 1935 (39e et 29e tirages), — 79, — 1936.
— 1936 (40e et 30e tirages), — 81, — 1937.

Remboursement 1937 (41e et 31e tirages), coupon 83, avril 1938.
— 1938 (42e et 32e tirages), — 85, — 1939.
— 1939 (43e et 33e tirages), — 87, — 1940.
— mars 1948 (44e et 34e tirages), — 103, — 1948.
— août 1948 (45e et 35e tirages), — 104, oct. 1948.
— oct. 1948 (46e et 36e tirages), — 105, avril 1949.
— 1949 (47e et 37e tirages), — 107, — 1950.
— 1950 (48e et 38e tirages), — 109, — 1951.
— 1951 (49e et 39e tirages), — 111, — 1952.
— 1952 (50e et 40e tirages), — 113, — 1953.
— 1953 (51e et 41e tirages), — 115, — 1954.
— 1954 (52e et 42e tirages), — 117, — 1955.
— 1955 (53e et 43e tirages), — 119, — 1956.
— 1956 (54e et 44e tirages), — 121, — 1957.
— 1957 (55e et 45e tirages), — 123, — 1958.
— 1958 (56e et 46e tirages), — 125, — 1959.

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN

OBLIGATIONS 3,40 0/0 DIFFERE 1908

Remboursement du 1er octobre 1958.

Quarante-cinquième tirage effectué le 1er août 1958 pour amortissement de 1.460 obligations.

La liste ci-dessous comprend :

a) En caractères gras, les numéros sortis au quarante-cinquième tirage ;
b) Les numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non encore remboursées ;
c) Les numéros frappés d'opposition à la date du quarante-cinquième tirage.

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
31	**1958**	2.508	8-48	4.662	**1958**	6.717	**1958**	9.179	**1958**	11.003	**1958**
64	1956	**2.512**	**1958**	4.671	»	6.764	»	9.217	»	11.049	»
151	**1958**	2.705	»	4.736	»	6.769	»	9.235	»	11.054	»
178	»	2.706	»	4.747	»	6.847	»	9.272	»	11.092	»
197	»	2.708	»	4.835	»	6.861	»	9.288	»	11.230	»
232	»	2.742	»	4.850	»	6.876	»	9.292	»	11.309	opp.
238	»	2.749	»	4.857	»	6.901	»	9.297	»	11.320	**1958**
240	»	2.770	»	4.922	»	6.915	»	9.321	1956	11.321	»
291	»	2.799	»	4.923	»	6.952	»	9.355	**1958**	11.423	»
382	»	2.841	»	4.939	»	6.988	»	9.364	opp.	11.476	1955
384	»	2.844	»	4.958	»	7.035	»	9.374	**1958**	11.496	**1958**
433	»	2.863	»	4.986	»	7.037	»	9.380	»	11.613	»
434	»	2.864	»	5.006	»	7.144	»	9.422	»	11.647	»
472	»	2.886	»	5.042	1950	7.226	»	9.434	»	11.659	»
506	»	2.894	»	5.055	**1958**	7.228	»	9.450	1954	11.790	»
522	»	2.917	»	5.081	»	7.271	»	9.453	**1958**	11.812	»
611	3-48	2.937	»	5.122	»	7.288	»	9.461	»	11.833	»
631	**1958**	2.939	»	5.159	»	7.310	»	9.465	»	11.852	»
649	»	2.940	1957	5.185	»	7.317	»	9.475	»	11.857	»
669	1957	2.957	**1958**	5.212	»	7.352	»	9.491	»	11.874	»
678	**1958**	3.016	»	5.213	1939	7.446	»	9.503	»	11.881	»
696	1950	3.063	»	5.221	**1958**	7.470	»	9.537	»	11.922	»
697	10-48	3.066	»	5.233	»	7.501	»	9.547	»	11.947	»
727	**1958**	3.126	»	5.280	»	7.513	»	9.552	»	11.991	»
733	»	3.131	»	5.298	»	7.530	»	9.618	»	11.992	»
757	»	3.173	»	5.305	»	7.541	»	9.653	»	12.050	»
884	»	3.265	»	5.335	»	7.563	»	9.674	»	12.067	»
922	»	3.286	»	5.356	»	7.610	»	9.683	»	12.183	»
953	»	3.365	»	5.423	»	7.651	»	9.731	»	12.229	8-48
963	»	3.389	»	5.451	»	7.793	»	9.759	1953	12.270	**1958**
975	»	3.394	»	5.489	»	7.834	»	9.759	opp.	12.271	»
1.000	»	3.408	»	5.508	»	7.922	»	9.787	**1958**	12.274	1957
1.003	»	3.473	opp.	5.530	»	7.924	»	9.808	»	12.282	**1958**
1.049	»	3.474	»	5.538	»	7.986	»	9.809	»	12.288	»
1.064	»	3.491	**1958**	5.551		7.992	»	9.838	»	12.347	»
1.092	»	3.524	»	5.610	»	7.993	»	9.877	»	12.376	»
1.230	»	3.560	»	5.623	»	8.070	»	9.894	»	12.391	»
1.320	»	3.586	»	5.630	»	8.105	»	9.943	»	12.426	»
1.321	»	3.613	1949	5.632	»	8.114	»	9.950	»	12.441	1952
1.423	»	3.617	1954	5.642	»	8.141	»	9.991	1954	12.487	**1958**
1.496	»	3.618	1955	5.644	»	8.159	8-48	10.031	**1958**	12.512	»
1.588	opp.	3.662	1957	5.671	»	8.192	**1958**	10.035	opp.	12.621	opp.
1.613	**1958**	3.663	**1958**	5.739	»	8.231	»	10.161	**1958**	12.622	»
1.647	»	3.766	»	5.764	»	8.232	»	10.178	»	12.624	»
1.659	»	3.776	»	5.765	»	8.266	»	10.197	»	12.625	»
1.790	»	3.821	»	5.773	»	8.273	»	10.208	1956	12.705	**1958**
1.810	1957	3.959	1957	5.777	»	8.330	»	10.232	**1958**	12.706	»
1.812	**1958**	3.962	**1958**	5.822	»	8.358	»	10.238	»	12.708	»
1.833	»	4.025	»	5.834	»	8.370	»	10.240	»	12.742	»
1.852	»	4.069	»	5.854	»	8.376	»	10.291	»	12.749	»
1.857	»	4.072	»	5.865	»	8.409	»	10.382	»	12.770	»
1.874	»	4.135	»	5.883	»	8.413	»	10.384	»	12.799	»
1.881	»	4.157	»	5.886	»	8.418	»	10.388	8-48	12.841	»
1.922	»	4.173	»	5.944	»	8.429	»	10.433	**1958**	12.844	»
1.947	»	4.184	1957	5.960	»	8.463	8-48	10.434	»	12.851	opp.
1.991	»	4.192	**1958**	5.963	»	8.474	**1958**	10.453	1957	12.863	**1958**
1.992	»	4.198	»	6.056	»	8.504	»	10.472	**1958**	12.864	»
2.002	8-48	4.239	»	6.267	1949	8.519	»	10.506	»	12.886	»
2.060	**1958**	4.253	»	6.317	**1958**	8.573	»	10.522	»	12.894	»
2.067	»	4.255	»	6.329	»	8.590	»	10.631	»	12.917	»
2.183	»	4.289	»	6.337	»	8.622	»	10.649	»	12.937	»
2.270	»	4.326	»	6.371	»	8.652	»	10.678	»	12.939	»
2.271	»	4.344	»	6.409	»	8.682	»	10.727	»	12.957	»
2.282	»	4.351	»	6.425	»	8.707	»	10.733	»	12.990	opp.
2.288	»	4.386	»	6.437	»	8.731	1939	10.757	»	13.016	**1958**
2.341	1949	4.491	»	6.437	opp.	8.789	**1958**	10.824	1954	13.017	opp.
2.347	**1958**	4.493	»	6.442	**1958**	8.794	1950	10.834	1955	13.020	»
2.376	»	4.547	»	6.478	»	8.886	**1958**	10.884	**1958**	13.021	»
2.391	»	4.567	3-48	6.559	»	8.891	1957	10.892	10-48	13.063	**1958**
2.426	»	4.568	1955	6.599	»	8.909	**1958**	10.922	**1958**	13.066	»
2.441	opp.	4.569	1952	6.623	»	8.926	1955	10.953	»	13.126	»
2.443	»	**4.578**	**1958**	6.630	»	8.968	**1958**	10.963	»	13.131	»
2.444	»	4.595	opp.	6.715	»	8.988	1954	10.975	»	13.170	opp.
2.487	**1958**	**4.603**	**1958**	6.716	8-48	**9.135**	**1958**	**11.000**	»		

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
13.171	opp.
13.173	1958
13.265	»
13.286	»
13.365	»
13.389	»
13.394	»
13.408	»
13.491	»
13.524	»
13.560	»
13.570	8-48
13.586	1958
13.663	»
13.766	»
13.776	»
13.821	»
13.962	»
14.025	»
14.069	»
14.072	»
14.135	»
14.157	»
14.173	»
14.192	»
14.198	»
14.239	»
14.253	»
14.255	»
14.289	»
14.290	1954
14.326	1958
14.344	»
14.351	»
14.386	»
14.466	1937
14.491	1958
14.493	»
14.547	»
14.578	»
14.603	»
14.662	»
14.671	»
14.736	»
14.747	»
14.823	1923
14.823	opp.
14.835	1958
14.850	»
14.857	»
14.922	»
14.923	»
14.939	»
14.958	»
14.986	»
15.006	»
15.055	»
15.058	1956
15.081	1958
15.122	»
15.159	»
15.185	»
15.212	»
15.221	»
15.233	»
15.280	»
15.298	»
15.305	»
15.335	»
15.356	»
15.374	8-48
15.423	1958
15.451	»
15.468	1952
15.489	1958
15.508	»
15.530	»
15.538	»
15.551	»
15.580	8-48
15.610	1958
15.623	»
15.630	»
15.632	»
15.635	1952
15.642	1958
15.644	»
15.671	»
15.707	1953
15.739	1958
15.764	»
15.765	»
15.773	»
15.777	1958
15.822	»
15.834	»
15.854	»
15.865	»
15.882	»
15.886	»
15.944	»
15.960	»
15.963	»
16.056	»
16.135	opp.
16.317	1958
16.329	»
16.337	»
16.371	»
16.409	»
16.425	»
16.436	opp.
16.437	1958
16.442	»
16.478	»
16.559	»
16.599	»
16.623	»
16.630	»
16.699	opp.
16.715	1958
16.717	»
16.764	»
16.769	»
16.771	8-48
16.772	opp.
16.847	1958
16.861	»
16.876	»
16.901	»
16.915	»
16.952	»
16.988	»
17.035	»
17.037	»
17.144	»
17.226	»
17.228	»
17.246	8-48
17.271	1958
17.288	»
17.310	»
17.317	»
17.352	»
17.446	»
17.470	»
17.501	»
17.513	»
17.530	»
17.541	»
17.563	»
17.610	»
17.651	»
17.793	»
17.834	»
17.922	»
17.924	»
17.986	»
17.992	»
17.993	»
18.023	1939
18.026	opp.
18.070	1958
18.082	1957
18.105	1958
18.114	»
18.141	»
18.192	»
18.231	»
18.232	»
18.266	»
18.273	»
18.285	1957
18.295	»
18.330	1958
18.358	»
18.370	»
18.376	»
18.409	»
18.413	»
18.418	»
18.429	»
18.474	»
18.504	»
18.519	»
18.571	1957
18.573	1958
18.590	»
18.622	»
18.652	»
18.682	»
18.707	»
18.726	3-48
18.789	1958
18.886	»
18.909	»
18.937	1939
18.968	1958
19.135	»
19.179	»
19.217	»
19.235	»
19.272	»
19.288	»
19.292	»
19.297	»
19.355	»
19.374	»
19.380	»
19.422	»
19.434	»
19.453	»
19.461	»
19.465	»
19.475	»
19.491	»
19.503	»
19.537	»
19.547	»
19.552	»
19.563	opp.
19.579	1957
19.610	1955
19.618	1958
19.653	»
19.672	opp.
19.673	»
19.674	1958
19.683	»
19.731	»
19.787	»
19.808	»
19.809	»
19.838	»
19.877	»
19.894	»
19.943	»
19.950	»
19.980	opp.
20.031	1958
20.161	»
20.178	»
20.193	opp.
20.197	1958
20.232	»
20.238	»
20.240	»
20.291	»
20.320	8-48
20.352	1950
20.382	1958
20.384	»
20.433	»
20.434	»
20.472	»
20.506	»
20.522	»
20.631	»
20.649	»
20.678	»
20.727	»
20.733	»
20.757	»
20.884	»
20.922	»
20.932	1957
20.953	1958
20.963	»
20.975	»
21.000	»
21.003	»
21.049	»
21.064	»
21.092	»
21.230	»
21.320	»
21.321	»
21.423	»
21.496	»
21.613	1958
21.647	»
21.659	»
21.790	»
21.812	»
21.833	»
21.852	»
21.857	»
21.874	»
21.891	»
21.887	1956
21.888	1957
21.922	1958
21.947	»
21.991	»
21.992	»
22.060	»
22.067	»
22.183	»
22.270	»
22.271	»
22.282	»
22.288	»
22.304	8-48
22.347	1958
22.376	»
22.391	»
22.426	»
22.468	1956
22.487	1958
22.512	»
22.546	opp.
22.594	1939
22.692	1957
22.705	1958
22.706	»
22.708	»
22.739	1956
22.742	1958
22.749	»
22.770	»
22.799	»
22.841	»
22.844	»
22.863	»
22.864	»
22.886	»
22.894	»
22.917	»
22.937	»
22.939	»
22.957	»
23.016	»
23.063	»
23.066	»
23.126	»
23.131	»
23.173	»
23.265	»
23.286	»
23.291	1953
23.297	8-48
23.365	1958
23.389	»
23.394	»
23.408	»
23.491	»
23.524	»
23.560	»
23.586	»
23.663	»
23.720	opp.
23.721	»
23.766	1958
23.776	»
23.821	»
23.944	opp.
23.945	»
23.962	1958
24.025	»
24.046	1922
24.069	1958
24.072	»
24.097	1954
24.097	opp.
24.135	1958
24.157	»
24.173	»
24.184	1957
24.192	1958
24.198	»
24.239	»
24.253	»
24.255	1958
24.289	»
24.326	»
24.344	»
24.351	»
24.386	»
24.491	»
24.493	»
24.540	1939
24.545	opp.
24.547	1958
24.578	»
24.603	»
24.662	»
24.671	»
24.736	»
24.747	»
24.835	»
24.850	»
24.857	»
24.878	1949
24.922	1958
24.923	»
24.939	»
24.958	»
24.986	»
25.006	»
25.055	»
25.081	»
25.122	»
25.159	»
25.185	»
25.212	»
25.221	»
25.233	»
25.280	»
25.298	»
25.305	»
25.335	»
25.356	»
25.423	»
25.451	»
25.489	»
25.508	»
25.530	»
25.538	»
25.551	»
25.610	»
25.623	»
25.630	»
25.632	»
25.642	»
25.644	»
25.671	»
25.739	»
25.764	»
25.765	»
25.773	»
25.777	»
25.822	»
25.824	»
25.854	»
25.865	»
25.882	»
25.886	»
25.934	1957
25.944	1958
25.960	»
25.963	»
26.032	8-48
26.056	1958
26.317	»
26.329	»
26.337	»
26.371	»
26.393	1955
26.409	1958
26.425	»
26.437	»
26.442	»
26.478	»
26.559	»
26.599	»
26.623	»
26.630	»
26.715	»
26.717	»
26.764	»
26.769	»
26.847	»
26.861	»
26.876	»
26.901	»
26.915	1958
26.952	»
26.988	»
27.035	»
27.037	»
27.144	»
27.226	»
27.228	»
27.271	»
27.288	»
27.310	»
27.317	»
27.352	»
27.446	»
27.470	»
27.501	»
27.513	»
27.530	»
27.541	»
27.563	»
27.568	8-48
27.576	3-48
27.610	1958
27.651	»
27.793	»
27.834	»
27.897	1956
27.922	1958
27.924	»
27.986	»
27.992	»
27.993	»
28.070	»
28.105	»
28.114	»
28.141	»
28.192	»
28.231	»
28.232	»
28.266	»
28.273	»
28.330	»
28.358	»
28.370	»
28.376	»
28.409	»
28.412	1950
28.413	1958
28.418	»
28.429	»
28.474	»
28.504	»
28.519	»
28.573	»
28.590	»
28.601	8-48
28.622	1958
28.652	»
28.682	»
28.707	»
28.789	»
28.868	opp.
28.886	1958
28.893	opp.
28.894	»
28.909	1958
28.968	»
29.135	»
29.179	»
29.217	»
29.235	»
29.272	»
29.288	»
29.292	»
29.297	»
29.355	»
29.374	»
29.380	»
29.422	»
29.434	»
29.453	»
29.461	»
29.465	»
29.475	»
29.491	»
29.503	»
29.537	»
29.547	»
29.552	»
29.618	»
29.653	»
29.674	»

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
29.683	1958	32.749	1958	35.451	1958	38.114	1958	40.678	1958	43.821	1958
29.717	opp.	32.770	»	35.489	»	38.141	»	40.727	»	43.962	»
29.731	1958	32.799	»	35.508	»	38.192	»	40.733	»	44.025	»
29.787	»	32.841	»	35.530	»	38.231	»	40.757	»	44.069	»
29.808	»	32.844	»	35.538	»	38.232	»	40.884	»	44.072	»
29.809	»	32.863	»	35.551	»	38.266	»	40.922	»	44.135	»
29.858	»	32.864	»	35.601	1937	38.273	»	40.953	»	44.157	»
29.877	»	32.886	»	35.610	1958	38.330	»	40.963	»	44.173	»
29.894	»	32.894	»	35.623	»	38.358	»	40.975	»	44.192	»
29.943	»	32.917	»	35.630	»	38.370	»	41.000	»	44.198	»
29.950	»	32.937	»	35.632	»	38.376	»	41.003	»	44.239	»
29.994	1955	32.939	»	35.642	»	38.409	»	41.049	»	44.253	»
30.031	1958	32.957	»	35.644	»	38.413	»	41.064	»	44.255	»
30.129	8-48	33.016	»	35.671	»	38.418	»	41.092	»	44.289	»
30.161	1958	33.063	»	35.700	opp.	38.429	»	41.118	opp.	44.326	»
30.178	»	33.066	»	35.739	1958	38.474	»	41.122	»	44.344	»
30.197	»	33.126	»	35.764	»	38.504	»	41.199	3-48	44.351	»
30.232	»	33.131	»	35.765	»	38.519	»	41.230	1958	44.386	»
30.238	»	33.173	»	35.773	»	38.528	1953	41.320	»	44.430	1957
30.240	»	33.265	»	35.777	»	38.573	1958	41.321	»	44.491	1958
30.291	»	33.286	»	35.822	»	38.590	»	41.423	»	44.493	»
30.382	»	33.365	»	35.832	8-48	38.622	»	41.496	»	44.547	»
30.384	»	33.389	»	35.834	1958	38.652	»	41.613	»	44.578	»
30.433	»	33.394	»	35.854	»	38.682	»	41.630	1949	44.581	1949
30.434	»	33.408	»	35.865	»	38.707	»	41.647	1958	44.603	1958
30.472	»	33.491	»	35.882	»	38.730	1951	41.659	»	44.662	»
30.506	»	33.524	»	35.886	»	38.789	1958	41.767	opp.	44.671	»
30.522	»	33.560	»	35.944	»	38.886	»	41.790	1958	44.736	»
30.631	»	33.586	»	35.960	»	38.909	»	41.812	»	44.747	»
30.649	»	33.663	»	35.963	»	38.930	1949	41.833	»	44.835	»
30.678	»	33.765	»	35.056	»	38.930	opp.	41.852	»	44.850	»
30.727	»	33.776	»	36.131	opp.	38.931	»	41.857	»	44.857	»
30.733	»	33.821	»	36.199	»	38.932	»	41.874	»	44.922	»
30.757	»	33.962	»	36.200	»	38.933	8-48	41.881	»	44.923	»
30.857	1955	33.963	1955	36.317	1958	38.933	opp.	41.912	1937	44.939	»
30.884	1958	34.025	1958	36.329	»	38.968	1958	41.912	opp.	44.958	»
30.922	»	34.069	»	36.337	»	39.135	»	41.922	1958	44.986	»
30.953	»	34.072	»	36.346	1955	39.179	»	41.947	»	45.006	»
30.963	»	34.135	»	36.371	1958	39.217	»	41.991	»	45.055	»
30.975	»	34.157	»	36.409	»	39.235	»	41.992	»	45.069	opp.
30.987	1957	34.173	»	36.425	»	39.271	8-48	42.060	»	45.071	»
31.000	1958	34.192	»	36.437	»	39.272	1958	42.067	»	45.081	1958
31.003	»	34.193	»	36.442	»	39.283	»	42.141	1936	45.122	»
31.049	»	34.222	1952	36.478	»	39.292	»	42.183	1958	45.159	»
31.064	»	34.239	1958	36.559	»	39.297	»	42.270	»	45.162	8-48
31.092	»	34.253	»	36.599	»	39.355	»	42.271	»	45.185	1958
31.120	1950	34.255	»	36.623	»	39.374	»	42.282	»	45.212	»
31.230	1958	34.289	»	36.630	»	39.380	»	42.285	10-48	45.221	»
31.320	»	34.326	»	36.689	1952	39.422	»	42.288	1958	45.233	»
31.321	»	34.344	»	36.715	1958	39.434	»	42.347	»	45.280	»
31.423	»	34.351	»	36.717	»	39.453	»	42.376	»	45.298	»
31.440	1955	34.386	»	36.732	8-48	39.461	»	42.391	»	45.305	»
31.496	1958	34.436	10-48	36.764	1958	39.465	»	42.426	»	45.335	»
31.613	»	34.437	1954	36.769	»	39.475	»	42.487	»	45.356	»
31.647	»	34.456	3-43	36.847	»	39.491	»	42.512	»	45.423	»
31.650	1955	34.491	1958	36.861	»	39.503	»	42.705	»	45.451	»
31.650	opp.	34.493	»	36.876	»	39.537	»	42.706	»	45.489	»
31.659	1958	34.547	»	36.901	»	39.547	»	42.708	»	45.508	»
31.698	1951	34.578	»	36.915	»	39.552	»	42.742	»	45.530	»
31.768	opp.	34.603	»	36.918	8-48	39.618	»	42.749	»	45.538	»
31.790	1958	34.662	»	36.913	opp.	39.641	opp.	42.770	»	45.551	»
31.812	»	34.671	»	36.952	1958	39.642	»	42.799	»	45.610	»
31.833	»	34.723	3-48	36.988	»	39.653	1958	42.841	»	45.623	»
31.852	»	34.736	1958	37.035	»	39.674	»	42.844	»	45.630	»
31.855	1924	34.747	»	37.037	»	39.683	»	42.863	»	45.632	»
31.857	1958	34.754	opp.	37.144	»	39.731	»	42.864	»	45.642	»
31.874	»	34.835	1958	37.226	»	39.771	1939	42.886	»	45.644	»
31.891	»	34.850	»	37.228	»	39.787	1958	42.894	»	45.671	»
31.922	»	34.857	»	37.249	1954	39.808	»	42.917	»	45.739	»
31.947	»	34.922	»	37.271	1958	39.809	»	42.937	»	45.764	»
31.991	»	34.923	»	37.288	»	39.819	1957	42.939	»	45.765	»
31.992	»	34.939	»	37.310	»	39.838	1958	42.957	»	45.773	»
32.043	1955	34.958	»	37.317	»	39.877	»	43.016	»	45.777	»
32.060	1958	34.986	»	37.352	»	39.894	»	43.063	»	45.822	»
32.067	»	35.006	»	37.446	»	39.943	»	43.066	»	45.834	»
32.183	»	35.036	opp.	37.470	»	39.950	»	43.126	»	45.850	10-48
32.270	»	35.055	1958	37.501	»	40.031	»	43.131	»	45.854	1958
32.271	»	35.081	»	37.513	»	40.161	»	43.173	»	45.865	»
32.282	»	35.096	opp.	37.530	»	40.178	»	43.265	»	45.873	1957
32.288	»	35.122	1958	37.541	»	40.197	»	43.286	»	45.881	»
32.347	»	35.131	1957	37.563	»	40.232	»	43.354	3-48	45.882	1958
32.375	opp.	35.133	»	37.610	»	40.238	»	43.365	1958	45.886	»
32.376	1958	35.159	1958	37.651	»	40.240	»	43.389	»	45.944	»
32.391	»	35.185	»	37.793	»	40.291	»	43.394	»	45.960	»
32.426	»	35.212	»	37.834	»	40.382	»	43.408	»	45.963	»
32.475	1939	35.221	»	37.922	»	40.384	»	43.464	8-48	46.056	»
32.487	1958	35.233	»	37.924	»	40.433	»	43.491	1958	46.317	»
32.492	opp.	35.280	»	37.971	opp.	40.434	»	43.524	»	46.329	»
32.512	1958	35.298	»	37.986	1958	40.472	»	43.560	»	46.337	»
32.705	»	35.305	»	37.992	»	40.506	»	43.586	»	46.371	»
35.706	»	35.335	»	37.993	»	40.522	»	43.663	»	46.409	»
32.709	»	35.356	»	38.070	»	40.631	»	43.766	»	46.425	»
32.742	»	35.423	»	38.105	»	40.649	»	43.776	»	46.431	8-48

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
46.437	1958	47.000	1957	47.610	1958	48.336	opp.	48.707	1958	49.465	1958
46.442	»	47.035	1958	47.651	»	48.337	»	48.789	»	49.475	»
46.478	»	47.037	»	47.725	8-48	48.358	1958	48.886	»	49.491	»
46.498	opp.	47.144	»	47.730	1957	48.363	opp.	48.909	»	49.503	»
46.499	»	47.226	»	47.793	1958	48.370	1958	48.968	»	49.537	»
46.500	»	47.228	»	47.834	»	48.376	»	48.982	opp.	49.547	»
46.559	1958	47.249	1954	47.922	»	48.393	opp.	49.135	1958	49.552	»
46.599	»	47.271	1958	47.924	»	48.409	1958	49.179	»	49.618	»
46.600	opp.	47.288	»	47.986	»	48.413	»	49.217	»	49.653	»
46.623	1958	47.310	»	47.992	»	48.418	»	49.235	»	49.674	»
46.630	»	47.317	»	47.993	»	48.429	»	49.272	»	49.683	»
46.715	»	47.339	opp.	48.070	»	48.457	1954	49.288	»	49.731	»
46.717	»	47.340	»	48.105	»	48.474	1958	49.292	»	49.787	»
46.764	»	47.352	1958	48.114	»	48.504	»	49.297	»	49.808	»
46.769	»	47.446	»	48.141	»	48.519	»	49.355	»	49.809	»
46.847	»	47.470	»	48.192	»	48.573	»	49.374	»	49.838	»
46.861	»	47.501	»	48.231	»	48.590	»	49.380	»	49.877	»
46.876	»	47.513	»	48.232	»	48.604	opp.	49.422	»	49.894	»
46.901	»	47.530	»	48.266	»	48.622	1958	49.434	»	49.943	»
46.915	»	47.541	»	48.273	»	48.652	»	49.453	»	49.950	»
46.952	»	47.563	»	48.330	»	48.682	»	49.461	»	49.994	1955
46.988	»										

Numéro du coupon devant être attaché au titre.

Remboursement 1922 (15e tirage), coupon 31, avril 1923.
— 1923 (16e tirage), — 33, — 1924.
— 1924 (17e tirage), — 35, — 1925.
— 1925 (18e tirage), — 37, — 1926.
— 1926 (19e tirage), — 39, — 1927.
— 1927 (20e tirage), — 41, — 1928.
— 1928 (21e tirage), — 43, — 1929.
— 1929 (22e tirage), — 45, — 1930.
— 1930 (23e tirage), — 47, — 1931.
— 1931 (24e tirage), — 49, — 1932.
— 1932 (25e tirage), — 51, — 1933.
— 1933 (26e tirage), — 53, — 1934.
— 1934 (27e tirage), — 55, — 1935.
— 1935 (28e tirage), — 57, — 1936.
— 1936 (29e tirage), — 59, — 1937.
— 1937 (30e tirage), — 61, — 1938.

Remboursement 1938 (31e tirage), coupon 63, avril 1939.
— 1939 (32e tirage), — 65, — 1940.
— mars 1948 (33e tirage), — 81, — 1948.
— août 1948 (34e tirage), — 82, oct. 1948.
— oct. 1948 (35e tirage), — 83, avril 1949.
— 1949 (36e tirage), — 85, — 1950.
— 1950 (37e tirage), — 87, — 1951.
— 1951 (38e tirage), — 89, — 1952.
— 1952 (39e tirage), — 91, — 1953.
— 1953 (40e tirage), — 93, — 1954.
— 1954 (41e tirage), — 95, — 1955.
— 1955 (42e tirage), — 97, — 1956.
— 1956 (43e tirage), — 99, — 1957.
— 1957 (44e tirage), — 101, — 1958.
— 1958 (45e tirage), — 103, — 1959.

Société Française Case de Matériel Agricole et Industriel

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 570.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 24, RUE DU ROCHER, A PARIS
R. C. : Bourges n° 56-B 17.

Conformément au contrat d'émission, la Société française Case de matériel agricole et industriel a procédé au rachat de 153 obligations 4 1/2 0/0 1946 de la Société de construction mécanique de Vierzon.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué pour l'amortissement du 1er novembre 1958.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

ARJOMARI

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 576.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 3, RUE DU PONT-DE-LODI, PARIS (6e)
Registre du commerce : Seine n° 55-B 9442.

Obligations de 10.000 F 6 3/4 0/0 1949
de l'ancienne société Papeteries Johannot.

LISTE NUMERIQUE

1° **De la série comprenant les 75 obligations amorties au cinquième tirage au sort du 17 septembre 1958 formant, avec les titres rachetés en Bourse par la société, la totalité de l'annuité à amortir au 15 octobre 1958.** Ces obligations seront remboursables à 10.000 F ;

2° **Des séries sorties aux tirages précédents parmi lesquelles figurent des obligations non encore présentées au remboursement.**

NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.	NUMÉROS	ANNÉES de remboursement.
305 à 481	58	1.520 à 1.776	55
868 à 1.018	57	1.824 à 1.895	56

FUTS METALLIQUES GALLAY

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 140.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 166, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS (8e)
R. C. : Seine n° 253703 B.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée au moment de l'émission, cette société a procédé au rachat en Bourse de 190 obligations 4 0/0 1945 dont le treizième amortissement est prévu pour le 25 octobre 1958.

En conséquence, aucun tirage ne sera effectué en septembre 1958.

Titres restant à rembourser.
Néant.

Société des Anciens Etablissements Joseph Paris

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 300.000.000 DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : ROUTE DE ROCHE-MAURICE, NANTES-CHANTENAY
Registre du commerce : Nantes n° 55-B 41.

Obligations de 5.000 F 4 0/0 1945.

Neuvième amortissement.

Usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, la Société anonyme des anciens établissements Joseph Paris a procédé au rachat en Bourse des 80 obligations 4 0/0 1945 formant la totalité des obligations à rembourser au 1er novembre 1958.

En conséquence, il ne sera pas effectué de tirage au sort.

Les amortissements des années précédentes ont été également couverts par rachats en Bourse.

DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 septembre 1958 : page 8539, 1re insertion, 4e ligne, au lieu de : « Pasterot », lire : « Paserot ».

CONCESSIONS DIVERSES

Ministère de l'industrie et du commerce.

AVIS

Par pétition en date du 14 août 1958, M. Etienne (Pierre), agissant en qualité de vice-président, directeur général de la Compagnie minière et métallurgique de l'Indochine (C. M. M. I.), société anonyme française dont le siège social est à Paris (9e), 5, rue Blanche, sollicite, pour une durée de trois ans, un permis exclusif de recherches de minerais d'uranium, d'autres métaux radioactifs et de substances connexes, s'étendant sur partie des départements de la Haute-Vienne, de l'Indre et de la Vienne, et d'une étendue superficielle de 6.800 hectares environ.

En exécution des prescriptions du décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955, une enquête sur cette demande sera ouverte du 22 septembre 1958 au 22 octobre 1958 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, la demande et ses annexes resteront déposées dans les préfectures de la Haute-Vienne, de l'Indre et de la Vienne, où le public pourra en prendre connaissance.

Les observations seront soit consignées par leurs auteurs sur les registres ouverts à cet effet dans chaque préfecture intéressée, soit adressées, par lettre recommandée, à chaque préfet intéressé par ces observations.

Les oppositions devront être adressées par leurs auteurs à chaque préfecture intéressée par ces oppositions avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 22 otobre 1958.

Les demandes en concurrence, constituées dans les formes prescrites aux articles 2 et 3 du décret n° 55-1684 du 27 décembre 1955, devront être déposées avant l'expiration d'un délai de quinze jours à partir de la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 6 novembre 1958, dans les conditions suivantes :

L'original sur timbre, avec ses annexes et une copie, au ministère de l'industrie et du commerce, direction des mines, 1er bureau, 99, rue de Grenelle, à Paris (7e) ;

Une copie au préfet de chaque département sur lequel porte le permis sollicité.

Les demandes en concurrence et les oppositions devront en outre être notifiées par leurs auteurs au président de la C. M. M. I., 5, rue Blanche, à Paris (9e), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis ou, à défaut, le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé :

Si l'opposition ou la concurrence porte sur un seul département, au préfet du département intéressé par cette opposition ou cette concurrence ;

Si l'opposition ou la concurrence porte sur plusieurs départements, au ministère de l'industrie et du commerce, direction des mines, 99, rue de Grenelle, à Paris (7e).

ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

27 août 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Millau. **Syndicat des chasseurs et propriétaires de l'Hospitalet-du-Larzac.** But : défense et amélioration de la chasse dans la commune de l'Hospitalet-du-Larzac. Siège social : mairie de l'Hospitalet-du-Larzac (Aveyron).

4 septembre 1958. Déclaration à la préfecture d'Arras. **Entente Sains-Marquion.** But : pratique de tous les sports. Siège social : à l'école publique de Marquion.

5 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Lure. **Les Sangliers du Mont-de-Vanne.** But : exploitation rationnelle de la chasse. Siège social : mairie de Saint-Barthélémy (Haute-Saône).

8 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de la Réunion. **Aéro-Club Marcel-Goulette.** But : pratique de l'aviation sportive. Siège social : 3, ruelle Floricourt, Saint-Denis.

8 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de Toulouse. **Les Joyeux pétanqueurs.** But : pratique du jeu de boules de pétanque. Siège social : mairie de Saint-Pierre-de-Lages.

9 septembre 1958. Déclaration à la préfecture des Basses-Alpes. **L'Accueil.** But : toutes les activités propres à la gestion matérielle, au fonctionnement et au développement des colonies de vacances organisées par les sœurs de la Congrégation de Saint-Martin. Siège social : orphelinat Saint-Martin, avenue Paul-Martin, Digne.

10 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Barcelonnette. **Association locale des aides familiales rurales de Barcelonnette.** But : aide aux familles. Siège social : chez M. Citterio, la Croisette, Barcelonnette (Basses-Alpes).

10 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. **Comité d'intérêt de quartier de la calanque d'Auguette.** But : défense des intérêts des habitants de la calanque d'Auguette. Siège social : 24, rue de la République, Martigues (Bouches-du-Rhône).

10 septembre 1958. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. **Sports-Voile-Pêche (S. V. P.).** But : développement des sports en général et de tous les sports nautiques en particulier, croisières, navigation à voiles, ski nautique, pêche sous-marine, etc. Siège social : Universa-Yachts, 17, la Canebière, Marseille.

11 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de la Somme. **Amicale communale des chasseurs de Glisy.** But : grouper les propriétaires et habitants de la commune en vue de l'exploitation rationnelle de la chasse sur les territoires où l'association possédera le droit de chasse. Siège social : mairie de Glisy.

15 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture d'Aubusson. **Union sportive le Compas.** But : pratique du football. Siège social : mairie du Compas (Creuse).

16 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine. **Union sportive Lion-Romilly (U. S. L. R.).** But : pratique des sports. Siège social : 6, rue de la Paix, Romilly-sur-Seine (Aube).

17 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de Mézières. **Amicale des chasseurs de Vireux-Wallerand.** But : conservation du gibier sur le territoire de la commune. Siège social : mairie de Vireux-Wallerand.

17 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Vienne. **Société viennoise d'horticulture.** But : favoriser l'embellissement de la ville en suscitant parmi ses habitants une émulation dans la décoration florale extérieure des maisons, écoles, balcons, fenêtres, terrasses, etc. Elle se propose également, par des conférences, de développer les notions d'horticulture et le goût des cultures florales chez ses adhérents, ses membres bienfaiteurs et le public. Siège social : syndicat d'initiative de Vienne (cloître Saint-André-le-Bas), Vienne (Isère).

18 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de la Loire. **Amicale des anciens du régiment de sapeurs-pompiers de Paris, région Rhône-Alpes.** But : entraide entre ses membres. Siège social : 1, rue Etienne-Mimard, Saint-Etienne.

18 septembre 1958. Déclaration à la préfecture des Bouches-du-Rhône. **Amicale des locataires des groupes H. L. M. du rond-point de Mazargues à Marseille.** But : défense des intérêts des locataires auprès de tous organismes publics ou privés, sociétés, associations ou particuliers. Siège social : bar-tabacs du rond-point de Mazargues, Marseille.

19 septembre 1958. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-d'Angély. **La Maison rurale de la famille et des jeunes de Sonnac.** But : mettre à la disposition des familles et des jeunes des services d'entraide, organiser des concours et des fêtes, contribuer au développement du sens de l'attachement à la terre et de la joie au village. Siège social : chez le président, M. Gauvin (Jean-Marie), Sonnac (Charente-Maritime).

20 septembre 1958. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Neige et Roc.** But : pratique du ski sous toutes ses formes. Siège social : café de la Mairie, 4, place Sathonay, Lyon.

MODIFICATIONS

4 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de police. **L'Amicale des inspecteurs et contrôleurs de chaudières de la S. N. C. F.** transfère son siège social du 25, rue Pasteur, Choisy-le-Roi, au 9 *bis*, rue de la Garenne, Villemomble.

5 septembre 1958. Déclaration à la préfecture de police. Le **Groupement national des associations professionnelles régionales de commissionnaires affréteurs routiers** transfère son siège social du 54, avenue Marceau, Paris, au 48, avenue de Villiers, Paris.

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.